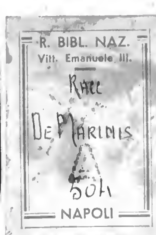

R. BIBL. NAZ.
Vitt. Emanuele III.
Racc
De Marinis
A
504
NAPOLI

HOMMES DU JOUR

LAGNY. — Typographie de A. VARIGAULT et Cie.

HOMMES

DU JOUR

L'empereur François-Joseph. — Garibaldi.
Lord Palmerston. — Le prince Schwarzenberg. — M. de Humboldt.
Le roi Victor-Emmanuel. — Le maréchal Mac-Mahon.
Le feld-maréchal baron de Hess.
Le roi Frédéric-Guillaume IV. — Le général comte Gyulai. — Lord Derby.
Le maréchal Niel. — Le prince de Metternich.
Le maréchal Baraguey-d'Hilliers. — Le général Benedek.
M. de Bourqueney. — Le général Filangieri. — Le roi Ferdinand II.
Le duc de Modène. — Le prince régent de Prusse.
Madame la princesse de Prusse.
Le maréchal Canrobert.

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS
MICHEL LEVY FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
RUE VIVIENNE, 2 BIS

1860

L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH

I

On raconte qu'au moment d'accepter cette couronne impériale que son père et son oncle venaient d'abdiquer en sa faveur, François-Joseph demanda à se recueillir, et, qu'après trois jours seulement de trouble et d'hésitation, il consentit en s'écriant : « Adieu, maintenant, ma jeunesse ! » — Si cette anecdote est vraie, elle exprime à tout prendre un sentiment fort légitime. Porter une couronne au temps où nous vivons, n'est pas un jeu d'enfant ; et, quand cette couronne est celle d'Autriche, on conçoit que la plus frivole jeunesse n'en

approche elle-même qu'avec un sombre pressentiment. François-Joseph avait donc raison de parler de la sorte; d'où, cependant, il ne faudrait pas conclure qu'un prince, par le seul fait qu'il porte une couronne, doive toujours et nécessairement renoncer à la jeunesse, laquelle a pour elle des qualités d'énergie, de résolution et d'enthousiasme qui ne sont point à dédaigner, même dans la grande affaire du gouvernement des hommes.

Du reste, c'étaient paroles de prince dont, six mois après, François-Joseph ne se souvenait plus; et il suffisait, pour s'en convaincre, de le voir au bal, dès les premières mesures de l'orchestre, courir engager sa danseuse avec l'infatigable ardeur d'une nature sur laquelle la jeunesse sait, quand elle veut, reconquérir ses droits. On connaît certaines particularités des programmes de cour et comment l'étiquette ordonne qu'un prince ne choisisse les danseuses qui lui plaisent, qu'après avoir subi celles que le cérémonial lui inflige. François-Joseph avait pour habitude de désigner d'avance les personnes avec lesquelles il *voulait* danser, et chose assez caractéristique des mœurs

de cette aristocratie autrichienne, la plus implacable en son orgueil qu'il y ait au monde, lorsqu'il arrivait à une jeune dame d'être ainsi désignée par l'Empereur, le tact suprême était de n'en laisser percer au dehors aucun signe de satisfaction particulière. On agréait l'invitation du jeune souverain avec ni plus ni moins de bonne grâce et d'aimable indifférence qu'on en eût mis à recevoir l'avance de tout autre cavalier, avec un calme dont l'imposante affabilité semblait vouloir dire : « Nous nous sentons si haut placée, que ce que mille autres estimeraient le comble de l'honneur et de la distinction, nous paraît, à nous, la chose la plus simple et la plus ordinaire qu'il y ait au monde ! » Rien de ce qui se passe ici-bas ne saurait émouvoir ces fières et charmantes héritières des Lichtenstein, des Schwarzenberg, des Trauttmansdorff, des Esterhazy, et je me demande ce qu'il faudrait pour amener sur ces lèvres roses et dédaigneuses un sourire d'étonnement. Visages ravissants sous les fleurs et les pierreries qui les couronnent, vrais portraits de déesses pour l'imperturbable sérénité ! A cette héroïque assurance, à ce calme olympien, se reconnaît le

signe manifeste d'une aristocratie fermement assise sur ses bases, et comme est encore l'aristocratie autrichienne. Ici, en effet, la grandeur des fortunes, l'immensité des propriétés territoriales s'alliant à l'autorité traditionnelle du nom, donne à ce vieux mot d'*aristocratie* le sens qu'il a perdu désormais et qu'il s'était conquis dans l'histoire par la lutte avec les couronnes et les peuples.

II

Tout le monde connaît l'*exclusivisme* de cette partie de la société viennoise dite la *crème de la crème*, et combien en même temps le caprice et l'engouement règnent dans ces petits cercles, où tous les titres de duc, de comte et de marquis ne suffiraient point dans telle circonstance à vous donner le droit d'introduction. Souvent, tandis que les plus huppés se morfondent à la porte, un homme de rien va voir

s'ouvrir à lui le sanctuaire, et pour qu'un pareil privilége vous advienne, c'est assez d'avoir mérité le patronage de quelque membre féminin de cette espèce de franc-maçonnerie mystique.

Pendant que j'étais à Vienne, au printemps de 185., la comtesse de P... et sa fille, la gracieuse princesse C..., passaient pour appartenir à la *crème de la crème*, et c'était la meilleure des recommandations que d'être vu dans le salon de ces dames. En cela, je dois à la vérité de confesser que je fus quelque temps à ne pas me douter de l'excès de mon bonheur; mais, grâce à Dieu, les Viennois ne tardèrent pas à m'en avertir. Presque tous les soirs, je me rendais chez la comtesse, qui, sachant mon goût particulier pour les biographies intéressantes, voulut bien se complaire à me raconter l'une après l'autre les diverses célébrités qui défilaient dans son salon. Inutile de dire que j'avais grande envie de connaître le jeune Empereur et de contempler de près cet heureux du monde, arraché en un tour de main à une existence relativement obscure, et placé sur le plus antique trône de l'Allemagne avec la couronne de Charlemagne sur la tête.

Quelle destinée, en effet! Personne, auparavant, n'avait entendu parler de ce prince, et maintenant vous ne pouviez faire un pas dans la rue, vous ne pouviez entrer dans une maison sans rencontrer son portrait.

— Qui est ce jeune homme à cheval? demandiez-vous à la princesse X... en désignant la statuette placée le plus en vue sur son étagère.

Et la frêle et nerveuse personne d'oublier ses langoureuses minauderies pour vous répondre en se redressant avec un air d'épouvante sacrée :

— Ça, mais, y pensez-vous, c'est l'Empereur!

— Et ce jeune officier qui figure dans ce cadre au milieu d'une foule de grognards à poitrines étoilées?

— Bonté divine! murmuraient en se signant les Excellences, osez-vous faire une pareille question : c'est l'Empereur!

L'Empereur partout, l'Empereur toujours; en quelque endroit qu'on mît les pieds, on n'avait devant les yeux que cette physionomie adolescente.

Or, ce n'était pas le portrait que nous désirions voir, mais la personne. L'occasion pouvait s'offrir à nous diversement : au théâtre, à la parade, au bal; nous at-

tendîmes, et notre patience ne tarda pas d'avoir sa récompense.

C'était à une fête chez le prince Lichtenstein. Il faut avoir vu les bals de Vienne pour comprendre jusqu'à quel point une contredanse, une mazurke, une valse surtout peuvent devenir des articles de foi ; on dirait, au prodigieux spectacle de ce trémoussement chaleureux, exalté, convaincu, qu'il n'y a pour l'homme et la femme d'autre fin ici-bas que de sauter à deux, trois et quatre temps ! C'est là que Terpsychore vous apparaît comme la vraie reine de l'univers, avec ses volants de point d'Angleterre, ses guirlandes de fleurs naturelles et ses cascades de diamants. Là, s'il fait bon d'être jeune, il ne fait pas trop mauvais d'être vieille ! L'éblouissant soleil des lustres luit pour tout le monde, et s'il caresse un gracieux contour, s'il sculpte un joli bras, il allume des torrents de flammes vertes et pourprées au cœur des émeraudes et des rubis sous lesquels disparaissent les cous.

La société était réunie depuis quelque temps lorsqu'un chambellan vint annoncer au maître de la maison l'arrivée du carrosse impérial. La princesse alla

prendre place au seuil de ses appartements, tandis que le prince descendait jusque dans la rue. Cependant, à l'intérieur des salons, une double haie s'était formée, et bientôt on vit reparaître pour la traverser, au bras de l'Empereur, l'imposante et superbe princesse Lichtenstein. François-Joseph portait cet uniforme blanc qu'on lui connaît, le pantalon rouge, et sur sa poitrine l'ordre de Marie-Thérèse. Tout le monde s'inclina, et dans la manière dont l'Empereur rendait le salut, je crus remarquer un certain embarras et je ne sais quelle intimidation fort explicables d'ailleurs par son extrême jeunesse (il n'avait pas vingt ans à cette époque), et aussi par l'incroyable rapidité avec laquelle tant d'événements imprévus venaient de le porter au faîte du pouvoir. Il y a une foule de manœuvres que les vieux souverains savent sur le bout du doigt et que les très-jeunes princes doivent nécessairement ignorer, ceux-là surtout que leur naissance semblait avoir placés loin des marches du trône. Un grand observateur du cœur humain, M. de Saint-Georges, a dit, dans un de ses opéras-comiques, en parlant de la révérence, qu'il en existait de plusieurs

sortes : la *sévère*, la *pimpante*, la *gracieuse*, la *coquette*, etc., etc. On en pourrait dire autant du sourire des princes, si habilement varié selon la circonstance : ainsi nous avons le grave, l'affectueux, le tempéré, le froid, le glacial, toute une gamme hypocrite qu'un long usage du pouvoir apprend à l'homme, et que le jeune Empereur ignorait, ce qui donnait à sa présence un charme singulier.

C'était vraiment l'image de la jeunesse effrayée de la gloire soudaine qui l'invironnait. Du reste, cette fleur exquise d'ingénuité se retrouvait dans sa conversation également dépourvue de cet art que donne l'expérience de coqueter sans cesse avec ses interlocuteurs, d'appuyer avec solennité sur le moindre rien et de lorgner un objet à distance tout en ayant l'air de prêter la plus vive attention à la personne qui vous parle. Un très-célèbre écrivain me racontait à ce propos qu'un soir, à une réception, il venait de s'entendre complimenter par un illustre monarque, et qu'il était encore à savourer la dragée dont tiennent tant à se nourrir les perroquets littéraires, lorsqu'un chambellan bénévole s'approcha pour l'avertir de ne point prendre

trop au sérieux les paroles de Sa Majesté et qu'elle n'avait jamais lu un mot de ses ouvrages. « Le roi est si bon, ajoutait l'officieux personnage, qu'il ne saurait se refuser au plaisir de dire quelque chose d'aimable à chacun ; mais ce que je puis vous affirmer, c'est qu'il ne connaît pas quatre lignes de vous et qu'il en répète autant à tout le monde ! » Tourner carrément le dos aux gens disgraciés, tandis qu'on envoie de loin à la personne en crédit un regard favorable, était un exercice auquel François-Joseph paraissait ne s'entendre nullement à cette époque. Ce qui vous frappait, au contraire, c'était l'hésitation, l'embarras d'un très-jeune homme foncièrement timide et qui, élevé jusque-là dans de solides principes, rougissait presque de tant de respects et d'hommages dont l'entouraient les têtes grises et les hauts dignitaires, lui, entrant à peine dans la vie et n'ayant pas encore mérité.

A ce premier trouble du pouvoir suprême, à ces adolescentes pudeurs dont peut-être lui-même ne se rendait pas compte, certes le jeune Empereur n'eût pas demandé mieux que d'échapper en se réfugiant au milieu de ces groupes de jolies femmes qui, du regard

et du sourire, semblaient l'y inviter. Parmi les jeunes et brillants officiers, François-Joseph était le plus jeune et le plus brillant; mais là veillait aussi sa mère, l'archiduchesse Sophie, là se tenaient les chanceliers d'État, les ministres, les grands maréchaux de cour; de toutes ces Grandeurs et des yeux de toutes ces Excellences s'échappaient je ne sais quels invisibles fils télégraphiques qui n'avaient pas précisément pour but de diriger le jeune souverain vers la voie où son âge et ses désirs l'eussent si volontiers entraîné.

Enfin la première valse retentit, et sur ce signal libérateur les têtes graves s'étant retirées à l'écart, le jeune autocrate de vingt ans venait engager une de ses sujettes, la belle comtesse Huniady, qu'il enleva dans ses bras le plus galamment du monde, aux fanfares de la musique de Strauss.

« L'Empereur danse! » murmurait-on de tous côtés. L'Empereur s'amuse! O prodige! il daigne lui-même aller engager! Que c'est donc beau et merveilleux, cela! et qu'il y a longtemps qu'on n'avait vu pareille chose!

En effet, l'uniforme blanc semblait se multiplier, et

dans le tourbillon on n'apercevait que lui! Un sous-lieutenant qui vient de recevoir sa première épaulette ne saute pas avec plus d'entrain, et n'a pas plus d'insouciance et de plaisir à causer avec sa danseuse dans les intervalles des figures.

C'était charmant! pour la mère surtout, l'heureuse archiduchesse Sophie, qui voyait en outre ses trois autres fils se grouper sous son regard : celui-ci, futur amiral; celui-là, réservé d'avance à l'administration de la Lombardie ; le troisième, dont la mission n'était pas encore définie, mais qui n'en menait que plus à l'aise le *cotillon*. Spectateur obscur, perdu dans cette foule éblouissante, nous nous disions alors : « Encore quelques années, et sur ce bouquet de cœurs heureux l'étiquette aura répandu sa poussière desséchante, et l'ennui, cette hypocondrie des princes, aura flétri tous ces jeunes visages. » Les temps ont marché vite, les événements aussi, et c'est sur les champs de bataille de la Lombardie, et au bruit de nos canons, que nous avons vu depuis apparaître ce monde.

III

L'empereur François-Joseph a aujourd'hui vingt-neuf ans. Né le 18 août 1830 et déclaré majeur le 1er décembre 1848, il succéda à son oncle, l'empereur Ferdinand Ier, en vertu de l'abdication du 2 décembre 1848 et de la renonciation de son père, l'archiduc François-Charles, à la succession au trône de l'empire, datée du jour précédent.

C'est de l'impératrice Marianne que vint la première pensée d'abdication.

Au mois de novembre, la noble et pieuse femme du débonnaire Ferdinand réunit autour d'elle, à Olmütz, quelques-uns d'entre les grands dignitaires de l'empire, et les consulta sur son importante résolution.

L'héritier présomptif de la couronne était l'archi-

duc François-Charles, frère de l'empereur Ferdinand.

Mais ce prince, de quelques années seulement moins âgé, aurait eu à vaincre les mêmes obstacles, les mêmes difficultés qui entravaient le gouvernement du souverain actuel.

C'était à de plus jeunes mains que les destinées de l'Autriche devaient être remises. Ainsi pensèrent l'Empereur et le ban Jellachich. Ainsi s'exprima surtout l'archiduchesse Sophie.

Quiconque connaît la simplicité d'âme et la piété profonde de l'empereur Ferdinand et de sa noble épouse, l'impératrice Marianne, comprendra sans doute, qu'à la suite des événements dont Vienne venait d'être le théâtre, une abdication, pour ces deux augustes personnages, ne dut pas être un bien grand sacrifice.

Mais lorsqu'on a en soi une très-réelle ambition, que justifient d'ailleurs et la naissance et le sentiment du droit, et je dirai même la conscience d'une supériorité reconnue de tous, consentir à descendre du rang suprême, se retirer au moment où il suffirait de

faire un pas en avant pour occuper la place qu'une vie entière vous a préparé à remplir, n'est-ce point là donner un grand exemple d'abnégation?

Telle se montra l'archiduchesse Sophie.

Mon Empereur! L'archiduchesse a une manière si touchante de prononcer cette parole! Et d'autre part, il faut avouer que cette tendresse respectueuse, son fils la lui rend bien en ne perdant jamais de vue l'image de sa mère. On a beaucoup parlé de cette espèce de dépendance filiale où vit François-Joseph. On a même attribué beaucoup des fautes de sa politique à cet état de prétendue subordination. C'est là une erreur très-grave et qu'on ne saurait trop relever, car ce qu'on devrait au contraire reprocher à l'archiduchesse mère de l'Empereur, c'est de ne se point assez immiscer dans les affaires et de ne point user de l'influence que lui donne cette infinie tendresse de son fils pour faire prévaloir des conseils qui certes ne seraient pas les plus mauvais. Témoin la conduite qu'elle a tenue pendant les derniers événements.

Puisque nous avons parlé de cette affectueuse et persistante sollicitude qui lie entre eux et à travers

tout la mère et le fils, nous en voudrions citer un trait bien puéril peut-être, mais qu'on nous permettra de raconter, car il s'est passé sous nos yeux.

C'était à une fête chez le prince Schwarzenberg; l'archiduchesse Sophie et le jeune Empereur y assistaient.

L'archiduchesse portait une coiffure de velours cramoisi à nœuds de diamants. Or, dans un mouvement qu'elle fit en retournant la tête, un de ces nœuds se détachant tomba au pied de son fauteuil sans que la dame d'honneur, assise à côté d'elle, s'en aperçût.

Mais ce que n'avait point vu la dame d'honneur assise aux côtés de l'archiduchesse, l'Empereur l'avait vu, lui qui pourtant valsait; la figure terminée, il vint à sa mère, ramassa le bijou tombé, et, après l'avoir remis à sa place avec l'agile dextérité d'une dame d'atour, il s'échappa vers sa danseuse et se reprit à tourner à deux temps.

Tout cela en moins d'un clin d'œil et le plus naturellement du monde.

IV

La tâche qui s'offrait à l'activité du jeune souverain était, nul n'en disconviendra, et bien grave et bien difficile. La révolution avait d'autant plus ébranlé l'édifice vermoulu de la monarchie, qu'on s'était davantage gardé, depuis des siècles, de rien entreprendre pour le réorganiser d'une façon quelconque. Or, de cette œuvre inévitable de la révolution, il s'agissait maintenant de conserver ce qui pouvait être vraiment utile, ce qui, sans amoindrir les forces du gouvernement, sans compromettre son unité d'action, pouvait servir à l'amélioration des vastes ressources du pays, à l'apaisement des diverses classes de la société. A ces difficultés, d'autres complications menaçaient de se joindre. La guerre en Italie recommençait; en Hongrie, l'insurrection éclatait de toutes parts, et les rapports avec l'Allemagne devenaient chaque jour plus inquiétants. De tous ces pé-

rils, le moindre alors était en Italie, où le maréchal Radetzky s'appliquait à réparer ses brèches. Mais que faire vis-à-vis de la Hongrie qui se refusait à reconnaître le changement de règne et prétendait absolument se détacher de l'Autriche ?

L'empereur François-Joseph se rendit au siége de Raab, le 28 juin 1849.

Quand l'Empereur arriva, au plus fort de l'action, l'armée, engagée alors, le salua comme par une subite inspiration, en chantant l'hymne national autrichien : « Dieu protége l'Empereur! (*Gott erhalte den Kaiser*). » A ce moment, Schlick venait de placer en ligne sept batteries, à l'aide desquelles, tout en continuant à gagner du terrain, il foudroyait la ville. Au bout d'un quart d'heure le feu cessa, les lignes extérieures étaient emportées, et le commandant en chef, prêt à donner l'assaut, s'approcha de l'Empereur et lui annonça que dans quelques instants Raab serait en son pouvoir. Le jeune prince déclara alors qu'il voulait monter sur la brèche à la tête du bataillon désigné pour marcher le premier.

— Sire, reprit le général Schlick, c'est la première

fois et ce sera sans doute la dernière que j'aurai quelque chose à refuser à Votre Majesté; mais si vous voulez absolument entrer à Raab, que ce soit avec le troisième bataillon et à mes côtés.

A dater de ce moment, l'armée autrichienne, appuyée sur les forces envoyées à son secours par le Czar, reprit encore une fois l'offensive; de Raab à Villagosh les victoires se succédèrent, et la capitulation de Goergey mit fin à cette campagne de trois mois, dernier effort de la guerre de Hongrie.

Vinrent alors les difficultés de la politique intérieure. Aussi longtemps que le comte de Stadion resta au pouvoir, il y vécut dans la meilleure intention de fonder le gouvernement constitutionnel, ou du moins quelque chose d'approchant; disons aussi que les vues de ce ministre, à l'égard de l'organisation du système provincial, étaient très-modérées et de nature à satisfaire le plus grand nombre. Malheureusement sa mauvaise santé éloigna bientôt des affaires cet homme d'État, qui fut remplacé par M. Bach, un de ces petits avocats que les révolutions mettent en évidence, et qui n'ont ensuite rien de plus pressé que de

tourner le dos, comme des parvenus, aux doctrines qu'ils professaient la veille avec le plus sublime enthousiasme. Une fois entré au conseil, M. Bach y devint l'intime, parlons mieux, l'âme damnée du prince Schwarzenberg, qui fit de lui l'agent bénévole de ce système de centralisation universelle au moyen duquel on allait couper cours au véritable esprit de réforme et de progrès. L'affranchissement de l'agriculture et des populations des campagnes fut renvoyé aux calendes grecques ; on ne toucha à l'administration de la justice que pour la réorganiser sur le pied d'autrefois, et quant à l'instruction publique, on la subordonna au clergé, de telle façon qu'il ne restait au Concordat plus rien à faire pour la lui livrer tout entière.

Le prince Schwarzenberg, qui pratiquait la politique en grand seigneur et de ce ton d'un homme qui n'a jamais douté de rien, exerça jusqu'à la fin une irrésistible influence sur le jeune Empereur dont il avait élevé l'enfance. A la mort de ce Mazarin éperonné[1],

[1] 5 avril 1852.

il semblait qu'une ère nouvelle d'initiative et de liberté allait s'ouvrir pour François-Joseph, mais on avait compté sans les influences cléricales dont l'autorité se fit surtout sentir lors de la guerre d'Orient. Parlerai-je de l'adjudant général de l'Empereur, de ce comte Grünne, auquel une opinion publique, exagérée sans doute, a tant attribué de conseils funestes, et dont il faut que l'ascendant ait été un moment très-fort sur son jeune maître, pour avoir éloigné de lui, jusques à ce comte O'Donell qui, au 18 février 1853, lors de l'attentat du hongrois Libenyi, se trouvait près de l'Empereur et sauva ses jours.

V

L'empereur François-Joseph passe aujourd'hui pour un tacticien consommé, et parmi les vieilles moustaches de son état-major, il ne s'en trouverait pas une, si blanche qu'elle fût, qui osât discuter ses ordres. Même dans les premières années de son règne, où les

plaisirs et les aimables distractions eurent bien aussi leur place, à en croire la chronique des salons et des théâtres impériaux et autres de la bonne ville de Vienne,—même dans la première ivresse de la jeunesse et du pouvoir, les préoccupations stratégiques ne l'abandonnèrent jamais complétement. On le voyait chaque jour, à heure fixe, le corps pincé dans son *Attila* de drap blanc, traverser le Prater à cheval, et s'en aller, en compagnie du comte de Grünne, son inséparable aide de camp, soit commander une manœuvre, soit visiter les casernes ou les arsenaux.

En 1854, l'empereur François-Joseph épousa la princesse Elisabeth, fille du duc Maximilien de Bavière, personne exemplaire et digne, par ses agréments, ses vertus et son éducation, de fixer un cœur qui, jusqu'alors, n'avait eu que des inclinations passagères. Si la raison d'État eut ses droits dans cette union, on peut affirmer que l'amour n'y perdit pas les siens, et le penchant du jeune souverain pour sa jolie fiancée ne laissa pas que de tourner au romanesque, à ce point que le Roméo couronné, non content de congédier Ro-

salinde, s'abstint pendant tout un hiver de valser avec toute autre femme que sa Juliette.

Ce fut à dater de son mariage qu'on vit poindre dans l'humeur du jeune souverain cette teinte de mysticisme clérical qui va s'accusant davantage chaque jour. Les princes galants font les dévots monarques. François-Joseph, à vingt-neuf ans, subit le joug d'une camarilla de sacristains et de généraux obscurantistes, parmi lesquels il faut nommer au premier rang le comte Grünne, que j'ai cité plus haut, personnage médiocre et dont l'influence désastreuse a fini par aliéner les plus chevaleresques dévouements. Avant d'étonner le monde par son ingratitude, selon la cynique expression d'un homme d'État, l'Autriche avait contristé le cœur de ses propres enfants. Qu'est devenu le ban Jellachich? Qu'a-t-on fait de celui qu'on appelait il y a dix ans le sauveur de l'empire? Serait-ce que le héros des jours passés, trompé dans toutes les espérances qu'on lui avait fait concevoir pour son peuple, déconsidéré par les ruses et la mauvaise foi du prince Schwarzenberg, aux yeux de ses Croates, a

fini par mourir dans l'amertume et l'abandon pour avoir eu la folie de croire un instant aux sentiments généreux de l'Autriche? Quand le prince Schwarzenberg proclamait aux yeux du monde l'ingratitude comme le grand mobile de la politique de son pays, il avait ses raisons pour agir ainsi. C'était au fond une nature étroite et mesquine, et qui, en ne sachant rien faire pour les nationalités des avantages que lui donnait la pacification de l'empire après les événements de 1848, travaillait à préparer la situation actuelle. Le malheur de François-Joseph est de s'être entêté dans une politique maladroite, que les temps condamnaient, et contre laquelle il semblait que les circonstances mêmes de son avénement au trône, à lui, jeune cadet de la dynastie, que deux générations en éloignaient, fussent la plus vivante protestation!

Il court de par le monde un bruit qui prétendrait faire de l'empereur François-Joseph le fils du duc de Reichstadt. Rien n'est plus faux, et c'est à Vienne qu'on doit aller pour savoir ce qu'on peut ajouter de foi à cette invention saugrenue, contre laquelle s'élè-

vent les dates, et, ce qui vaut mieux que les dates, la conduite toujours irréprochable de l'archiduchesse Sophie. Du reste, il serait difficile de s'y tromper et de ne pas reconnaître le vrai Habsbourg au premier coup d'œil. Au physique comme au moral, François-Joseph porte les traits caractéristiques de sa race, il en a la lèvre inférieure et les instincts rétrogrades. Au physique pourtant, le type semblerait plutôt embelli, car, à tout prendre, c'est un fort brillant cavalier et très-recherché dans sa mise, que les habitudes militaires de la cour d'Autriche lui permettent de varier à l'infini. L'empereur François-Joseph porte indistinctement l'uniforme de colonel d'un de ses régiments d'infanterie ou de cavalerie, et comme il y en a beaucoup dans ses armées et de costumes très-divers, on devine quel libre champ s'ouvre à sa fantaisie. Cependant le pittoresque est moins grand qu'on ne l'imaginerait d'abord. En Autriche, les régiments ne se distinguent que par la nuance des parements et du collet, et le fond de l'uniforme reste blanc pour l'infanterie et gris-perle pour les officiers de cavalerie.

L'empereur François-Joseph passe pour très-ha-

bile à tous les exercices du corps. Il est très-bien à cheval, fait admirablement des armes, et Vienne ne connaît pas de plus fringant valseur. Du côté de son éducation intellectuelle on remarque les mêmes avantages, et, ce qui arrive assez souvent, il a travaillé d'autant plus dans ses premières années, qu'il s'attendait moins à régner un jour. Il parle toutes les langues de ses États, disons mieux, tous les dialectes : l'italien comme le hongrois, le polonais, le tchèque comme le croate et le slowaque. Et cette précoce culture de son esprit il la doit à la vigilante sollicitude de sa mère. Fils soumis, époux plein de tendresse pour sa femme et pour ses enfants, François-Joseph a les qualités patriarcales de la maison d'Autriche comme il en a l'orgueil et l'entêtement traditionnels.

VI

A ces traits particuliers nous ajouterons une grande mesure, une grande douceur dans le caractère. Il va

sans dire que nous n'entendons parler ici que de son commerce dans les relations quotidiennes de la vie et non point des émotions extraordinaires où certains événements peuvent l'entraîner en irritant à l'excès un naturel dont l'opiniâtreté fait le fond. La sévère école par laquelle il a passé, l'immense reponsabilité qui pèse sur sa tête, paraissent avoir imprimé à toute sa personne une dignité, une réserve presque voisines de la froideur et qui ne permettent guère d'apprécier à quelle dose peut exister chez lui cette bonne humeur familière propre à la maison de Habsbourg. Ce qu'on doit dire, c'est qu'il porte au plus haut degré le sentiment de sa race et que le soin de conserver intact l'héritage de ses pères l'a toujours beaucoup plus préoccupé que l'idée d'agrandir son empire. Comment, avec de pareilles dispositions, acceptera-t-il en fin de compte la part que les événements semblent lui faire? Là s'ouvre une question assez difficile, et ce n'est certes pas nous qui essaierons de la résoudre.

Marié le 24 avril 1854 à la princesse Élisabeth-Amélie-Eugénie (née le 24 décembre 1831), fille

du duc Maximilien-Joseph de Bavière, l'empereur François-Joseph a eu trois enfants. L'aînée des deux filles, l'archiduchesse Sophie, née le 5 mai 1855, a cessé de vivre le 25 mai 1857; la seconde, l'archiduchesse Giselle, née le 12 juillet 1856, a juste trois ans, et le 21 août 1858 est né l'archiduc prince impérial Rodolphe-François-Charles-Joseph.

Au physique, le visage du jeune Empereur n'a rien de cet ovale aigu qu'on rencontre dans ses portraits; il est plus arrondi; les yeux sont petits et le regard manque de rayon et d'éclat. Le nez est bien proportionné, la bouche, marquée du signe caractéristique des Habsbourg, a de la grâce dans le sourire et montre en même temps les plus belles dents du monde. Les cheveux, d'un châtain foncé, ont un lustre élégant. On remarquera aussi beaucoup de naturel dans les mouvements de la tête et des épaules. Point de mollesse ni d'abandon, mais, en revanche, rien qui sente la roideur et le parti pris d'être imposant dans l'attitude.

Parmi les innombrables statuettes qui à Vienne décorent la vitrine des magasins, je ne saurais au

juste laquelle recommander de préférence. Il en est une cependant qu'on retrouve partout et qui passerait, au besoin, pour la moins mauvaise. Celle-là le représente légèrement penché en arrière, la main appuyée sur la croupe de son cheval; mais là aussi le visage est trop grêle et trop allongé.

L'Empereur, je le repète, monte très-bien à cheval, avec une rare élégance et beaucoup d'aplomb, sans jamais affecter l'allure anglaise. Quand vous le rencontrez, sa belle tenue vous enchante, et quelques minutes s'écoulent avant que vous perdiez de vue ce brillant cavalier au chapeau empanaché de plumes flottantes et la poitrine chamarrée, et qui passe au bruit des fanfares, en soulevant la poussière du chemin.

A Vienne, l'activité de François-Joseph est proverbiale. Si tard qu'il ait quitté le bal, le voilà levé dès le jour et en conférence. Jusqu'ici l'intérêt militaire a passé pour le seul auquel il se vouât de corps et d'âme. Les arts, les sciences, la poésie ne venaient que bien après et comme une clientèle dont on ne se soucie guère.

Il y a en effet, pour un prince exclusivement mili-

taire, tant d'audiences à donner du matin au soir, que les Muses peuvent bien attendre à la porte !

« On n'entre pas chez moi selon son tour, mais selon mon ordre, » répondait l'implacable Schwarzenberg à un diplomate étranger qui se plaignait à lui, d'avoir, contre toute convenance, attendu près de quatre heures l'insigne honneur d'être admis.

C'est un peu aussi ce qu'à la cour de Vienne on leur répond à ces pauvres Muses qui sont faites pour attendre, et dont le tour viendra quand le *militaire*, comme on dit en Allemagne, aura très-définitivement prouvé qu'il s'était exagéré sa mission et sa force en faisant tout reposer sur lui.

GARIBALDI

I

Soldat, flibustier, général, voué depuis l'enfance à cette noble idée de l'indépendance italienne, dont il poussait naguères le triomphe jusqu'aux portes de Monza, ne connaissant ni les périls ni les fatigues, toujours prêt à courir au feu, à risquer sa vie à la tête de ses hardis compagnons, qu'il fanatise par son exemple,— comment ne l'aimerait-on pas? Il a la bravoure qui parle au cœur et en outre le pittoresque qui parle à l'imagination. Il est de l'Italie moderne par l'idée, et ses mœurs, sa façon d'être, son costume, le

rattachent à la vieille Italie de Dante et des Castracani ! Voyez-moi cette tête bronzée au soleil des deux hémisphères et que recouvre le rouge capettino du Dalmate, ces traits virils, cet œil aux aguets où se laisse voir la finesse du chercheur de pistes, cette main si fièrement campée sur la hanche, et dites si ce n'est point là plutôt une figure du moyen âge, le vivant portrait de quelqu'un de ces illustres condottieri qu'on appelait Fra Moreale au quatorzième siècle, ou, au seizième, Alphonse Piccolomini. Comme lui, ces chefs fameux étonnèrent l'Italie par la hardiesse et l'habileté de leurs marches et contre-marches à travers l'Ombrie, la Toscane, la Romagne, les pays lombards; mais s'ils se ressemblent par bien des côtés, il en est aussi par lesquels ils diffèrent. Fra Moreale, par exemple, eut la faiblesse de se laisser décapiter, Piccolomini la maladresse de se laisser pendre, et Giuseppe Garibaldi saura se garder également de ces deux travers.

Chose étrange, ce vaillant chef de parti, ce fameux capitaine de l'armée du patriotisme italien, n'est pas lui-même un Italien pur sang; Joseph Garibaldi a vu

le jour à Nice, dans cet heureux pays de la frontière du Var, où l'Italie et la France semblent se confondre. Né le 4 juillet 1807, Garibaldi entra de bonne heure dans la marine sarde, et la lutte avec les éléments fut la première épreuve où se trempa son courage. Mais la flotte de sa patrie était en somme d'une trop minime importance pour rien pouvoir offrir à son ambition, disons mieux, à son activité fiévreuse, aux appétits aventureux de son tempérament. La perspective de vieillir dans le métier de garde-côte lui parut bientôt d'un charme équivoque, et il en était à se dire qu'il préférerait n'importe quoi, lorsque l'occasion se présenta de courir d'autres bordées. La jeune Italie levait son drapeau, Mazzini préparait son expédition de 1834. Garibaldi s'enrôla sous le drapeau de la jeune Italie et fit ses premières armes pour cette noble cause à laquelle sa vie tout entière allait être employée. L'affaire imprudemment conduite avorta, la police *fit de nombreuses arrestations*, et Garibaldi n'eut que le temps de se réfugier en France.

L'heure marquée pour la délivrance de l'Italie n'avait pas encore sonné ; il lui suffit de regarder à



notre horloge pour s'en convaincre; et, peu désireux de perdre son temps en informations et démarches inutiles, il fit voile vers Tunis et prit du service dans la flotte du Bey. Quelques mois après, ses fonctions l'ennuyèrent, et il passa en Amérique. A Montevidéo, il trouva enfin ce qu'il cherchait; tout un peuple de réfugiés italiens et d'aventuriers prêts à se grouper sous ses ordres et à faire avec lui cette guerre de surprise, d'embuscades et de coups de main où il excelle. Un moment, il commanda l'escadre de l'Uruguay; puis, lorsque l'intervention anglo-française vint chasser les Argentins de la Plata, il leva un corps franc et prolongea la *guérilla* pendant plusieurs années.

La nouvelle des événements de 1848 parvint trop tard à Montevidéo pour que Garibaldi, même en pressant bien fort son retour, pût arriver à temps pour prendre part à la guerre d'Italie pendant sa première et heureuse période. Son rôle ici ne commence qu'après l'évacuation de Milan par les troupes piémontaises, et qu'au lendemain de l'armistice du 9 août. La monarchie en désarroi se retirait, on allait main-

tenant avoir la guerre de la république, la guerre du peuple. Mazzini l'annonça aux quelques provinces qui résistaient encore, et nomma Garibaldi son général en chef. Cinq mille hommes composaient cette armée républicaine, qui fut battue par d'Aspre en diverses rencontres, et ne tarda pas longtemps à se disperser. Refoulé de l'autre côté de la frontière sarde, Garibaldi se rendit par mer en Toscane, d'où, après avoir recruté de nouvelles bandes, il se précipita sur les États-Romains. Cette seconde campagne ne réussit pas mieux que la première, et bien qu'il eût affaire, dans le général Zucchi, à un moins farouche compagnon que le général d'Aspre, Garibaldi ne jugea point à propos de mener plus loin l'expédition. Il déposa les armes, revint en Sardaigne, et se fit nommer député. Une fois à la chambre, il siégea sur les bancs de l'opposition la plus avancée, et ne se priva point du plaisir de critiquer, l'un après l'autre, les généraux de l'armée royale, sans excepter le roi Charles-Albert lui-même, qu'il poursuivit à maintes reprises d'accusations assez violentes.

La guerre ayant de nouveau recommencé entre la

Sardaigne et l'Autriche, Garibaldi choisit l'Italie centrale pour théâtre de son activité. Ses anciens soldats affluèrent d'abord de tous côtés, puis les légions grossirent dans leur marche vers la vie éternelle, et quand on fut au moment d'entrer dans Rome, c'était un vrai torrent. Il faut bien l'avouer, au premier coup d'œil le spectacle n'avait rien de fort rassurant, et plus d'un riche bourgeois en voyant arriver cette nuée de patriotes si bizarrement accoutrés, dut se demander s'il ne serait pas dévalisé la nuit prochaine. Mais c'était là une opinion très-mal avisée, attendu que partout où commande Garibaldi, règne la plus sévère discipline. Il avait, selon la mode antique, divisé ses hommes en cohortes, centuries et décuries et formé ainsi une légion de deux mille soldats, ayant en outre quelques cavaliers.

Sur les cadres de la quatrième centurie figurait sa femme Léonta, une grande et superbe créole d'une trentaine d'années, à l'œil flamboyant, à la chevelure noire et splendide. Et qu'on ne pense pas que ce fut là une simple histoire de parade; si Léonta était au plaisir, elle était aussi à la peine. Durant tout le siége de

Rome, nos balles sifflèrent à ses oreilles sans l'émouvoir, et quand il fallut céder la place aux Français, elle rassembla bravement sous le feu ce qui restait de sa centurie, et fit sa retraite en vrai capitaine.

Membre de l'Assemblée constituante, Garibaldi prit d'abord une part très-active à ses délibérations. Dans une des premières séances (5 février 1849), comme on s'ingéniait obstinément à vouloir trouver un moyen légal pour changer l'ordre de choses et passer de la papauté à la république, Garibaldi se leva tout à coup, et, trépignant d'impatience: «A quoi bon, s'écria-t-il, perdre le temps en formules creuses; hésiter une minute de plus, serait commettre un crime: Vive la république ! » Les hommes de cette trempe ne s'amusent point à délibérer quand l'ennemi est aux portes; le jour venu de se battre, Garibaldi laissa les députés se débrouiller entre eux et vint se mettre à la tête de sa légion. Singulier caprice du sort, que ce soit nous qui, deux fois et dans des circonstances tellement diverses, ayons fourni à ce *Guerillero* l'occasion de hausser sa renommée ! C'est en combattant tour à tour

les soldats de la France eten servant à leurs côtés, que Garibaldi aura conquis ses vrais titres de gloire. S'il est sorti de la classe des condottieri vulgaires, s'il est plus qu'un chef de bande, plus qu'un lansquenet, il ne doit cet honneur qu'à l'intrépide bravoure et qu'à la fermeté de caractère qu'il déploya contre nous lors du siége de Rome. Et ceci soit dit sans rancune aujourd'hui que nous luttons pour la même cause, il nous fit là tout le mal qu'il fut en son pouvoir de nous faire. Convaincu des périls de la situation et n'ayant aucune espèce de confiance dans les plans de défense des triumvirs, il n'en donna pas moins l'exemple d'une obéissance inébranlable et remplit son devoir avec le même enthousiasme qu'aurait pu lui donner la certitude de la victoire.

On lui dut tous les avantages obtenus pendant la période qui précéda la prise de Rome. Ce fut lui qui, par une attaque de flanc, arrêta la première marche de nos troupes, et sa défense désespérée du portail San-Pancrazio força le général Oudinot à faire un siége régulier ; lui encore qui battit les Napolitains à Palestrina et à Velletri. A sa légion appartenaient ces

hommes indomptables qui plutôt que de déserter les postes confiés à leur honneur, aimèrent mieux s'engouffrer sous les décombres du casino de Quattroventi. Tandis que tous ses officiers tombaient autour de lui, Garibaldi demeurait debout, invulnérable, au milieu de la fusillade. Pendant les derniers jours, les soldats ne se battaient plus qu'à la baïonnette, et chaque rencontre était une boucherie.

A la fin, cependant, la victoire allait nous rester. Déjà nous étions maîtres de toutes les positions lorsque Garibaldi fut mandé à l'Assemblée constituante pour s'y expliquer sur les moyens de prolonger la résistance. Il fallait, selon lui, évacuer immédiatement le Transtevère et faire sauter tous les ponts du Tibre. A ces conditions seules, Rome pouvait tenir encore contre les Français.

— Et combien de temps tiendrons-nous? lui demanda-t-on de tous les côtés.

— Mais, répondit-il froidement, je suppose trois ou quatre jours, cinq au plus!

De ses deux mille hommes, nous lui en avions tué

quatre cent cinquante. Il s'agissait maintenant de se retirer en bon ordre, de passer des États Romains dans la Toscane et de gagner l'Adriatique à travers les hasards et les périls qu'on imagine.

II

Ici commence une odyssée des plus picaresques.

Arrivés dans l'ancien duché d'Urbin, Garibaldi et ses hommes rencontrèrent, près de *San-Angelo in Vado*, un corps de troupes autrichiennes qui les mit en débandade et les lança vers le territoire de Saint-Marin.

La jeune république romaine venant finir sur le sol de la dernière des républiques italiennes, quel singulier jeu du sort et des événements !

Garibaldi, voyant coupée sa route vers l'Adriatique, se jette à gauche dans les montagnes de Carpagna, et

de là dépêche, le 29 juillet, son quartier-maître général près du gouvernement san-marinois.

Au premier abord, le docteur Belzoppi, *Capitano reggente* de la petite république, se montra fort ému de la démarche et tâcha de faire comprendre au plénipotentiaire combien la présence de son glorieux général était en pareil moment une chose embarrassante pour le pays. Mais tant d'éloquence se dépensa en pure perte.

Le lendemain, nouvelle ambassade.

Or, c'était cette fois le chapelain ordinaire de Garibaldi, le père Ugo Bassi, qui se présentait en personne.

Ajoutons que le vénérable moine était en uniforme d'officier. Garibaldi insistait sur deux points :

1° Il voulait pouvoir librement traverser le territoire de la république;

2° Il lui fallait des vivres!

Le régent protestait contre le premier des deux points que les lois de la neutralité rendaient, à son avis, inadmissible. Quant au second, il l'acceptait de bonne grâce : les devoirs de l'humanité ordonnant à

quiconque de donner à manger à ceux qui ont faim et à boire à ceux qui ont soif.

Il fut donc convenu que Garibaldi et ses hommes recevraient des vivres, mais qu'ils se garderaient bien de franchir la frontière.

Là-dessus le révérend Père adjudant se retira satisfait ou du moins faisant mine de l'être. Mais l'histoire n'allait point en rester là et les paisibles habitants de Saint-Marin n'étaient pas au bout de leurs peines. Les troupes autrichiennes, qui poursuivaient la bande, la rejoignirent à Tassona, et, après lui avoir pris quelques petits canons de campagne, la forcèrent à chercher un asile momentané en pays neutre.

Quelle ne fut pas l'épouvante de ces honnêtes San-Marinois lorsque, le 31 juillet, ils virent les républicains leurs frères pénétrer dans leurs murs! La bande était d'environ quinze cents fantassins et trois cents cavaliers, tous plus pittoresques les uns que les autres ; on y voyait des enfants imberbes, encore noirs de la poudre du dernier combat, des cavaliers démontés et des fantassins à cheval; puis, c'étaient des uniformes de toutes les façons et de toutes les couleurs,

des capotes d'ordonnance et des capes de fantaisie, le tout sale, poudreux, râpé jusqu'à la corde et portant les traces des longues marches, des bivacs et de la bataille ; et avec cela des sabres dentelés comme des scies, des lardoires ébréchées, des fusils mangés de rouille, que dirai-je, toute la défroque du vieux mélodrame mise au service d'une troupe de héros, le *Roman comique* et la *Jérusalem délivrée*, Callot et Salvator Rosa! Il y en avait dans le nombre que vous eussiez pris pour de vieux bandits avec leurs bonnets rouges, leurs yeux d'oiseaux de proie et leurs ceintures où s'étalait un arsenal de pistolets et de poignards ; et quels harnais avaient ces pauvres chevaux, quelles selles mal sanglées leur coiffaient le garrot, quelles haridelles éreintées pour traîner le chariot des blessés! Ainsi fit son entrée la troupe de Garibaldi dans la capitale de la république de Saint-Marin.

Garibaldi marchait en tête de la colonne, et ne mit pied à terre que devant l'hôtel de ville. Là se passa entre lui et les membres de la municipalité une longue conférence pendant laquelle il s'engagea à faire

déposer les armes à ses hommes, à la condition qu'on interviendrait auprès du général autrichien, pour leur garantir la vie sauve. Ces clauses stipulées, il se rendit au couvent des Capucins, où ses blessés reçurent immédiatement le meilleur accueil et les premiers soins. Ensuite de quoi Garibaldi, se souvenant qu'il n'avait pas mangé depuis la veille, se mit à déjeuner avec sa vaillante femme, qui ne l'avait pas quitté d'une minute pendant sa périlleuse retraite, escadronnant autour de la phalange et toujours prête à châtier de la cravache ou du pistolet les pauvres diables qui lâchaient pied.

Le moment était venu de se séparer; Garibaldi, entouré de son état-major, passa en revue ses frères d'armes; puis il les congédia, les invitant, comme disait sa proclamation, *à rentrer dans la vie privée* et à se conduire en *gentlemen* vis-à-vis des habitants d'une ville si hospitalière.

Cependant la municipalité de Saint-Marin traitait avec les généraux autrichiens, qui s'étaient avancés à la poursuite de la bande et se trouvaient eux aussi, sans s'en douter peut-être, sur le territoire de la répu-

blique. Le résultat des négociations fut que les armes et la caisse seraient livrées aux autorités impériales, que la compagnie se dissoudrait et que les partisans seraient conduits sous bonne escorte et par petits groupes jusqu'à leurs frontières respectives pour y être mis en liberté, ceux-là exceptés qui se seraient rendus coupables de méfaits particuliers. Garibaldi, sa femme et son état-major devaient recevoir des passeports, à la condition qu'ils s'engageraient sur l'honneur à s'embarquer tout de suite pour l'Amérique.

Lorsqu'on lui signifia ce traité auquel manquait encore la ratification du général commandant à Bologne, Garibaldi fronça le sourcil.

Trois choses, en effet, lui déplaisaient :

L'embarquement pour l'Amérique,

La clause concernant les méfaits,

Et la ratification à attendre !

C'est pourquoi il prit le parti de ne pas attendre et de déloger sans trompette pendant la nuit suivante. Sa femme et lui quittèrent le couvent des Capucins, emmenant avec eux environ cent cinquante des leurs, parmi lesquels brillait en première ligne le révérend

père Bassi, pittoresque figure qui devait tragiquement disparaître à quelques jours de là.

Cette petite cohorte prit par les défilés qui bordent la Marecchia, s'efforçant de gagner au plus vite les grands bois qui s'étendent entre Rimini et Ravenne, et, vers deux heures du matin, la municipalité reçut une dépêche portant que les conditions des Autrichiens n'étant pas acceptables, Garibaldi avait dû se résoudre à quitter le territoire de la république.

On devine quels furent au réveil la consternation et le désespoir du reste de la bande. Ces braves gens ne se connaissaient plus ; les uns appelaient leur chef avec des plaintes lamentables, les autres criaient à la trahison. Plusieurs voulurent s'élancer à sa poursuite et lorsqu'on les vit revenir seuls, après trois heures de courses inutiles, l'exaspération générale ne fit que grandir. Toute la population de la république était sur ses jambes : une vraie tempête dans un verre d'eau! Comme ils se figuraient être victimes d'un guet-apens et s'apprêtaient à vendre chèrement leur peau, ces bons San-Marinois coururent appeler les Autrichiens, qui, du reste, n'étaient qu'à deux pas.

L'archiduc Ernest avait avec lui deux mille hommes à Fiorentino, et le général de Hahn campait avec trois mille à Verruchio, cette vieille terre des Malatesta de Rimini.

E'l Mastin Vecchio e'l nuovo da Verruchio [1]

Quelques heures suffirent pour apaiser la sédition, et le désarmement commença. Scène douloureuse et d'une poésie à vous fendre l'âme! Les uns pleuraient en rendant leurs sabres, les autres s'arrachaient les cheveux en blasphémant, puis c'étaient des embrassades, des adieux, des poignées de main, des promesses de se revoir un jour, promesses saintes, alors proférées à la hâte dans tous les dialectes de la patrie commune et qui seréalisent aujourd'hui.

Garibaldi s'était embarqué avec sa femme à Cesenatico; il se dirigeait sur Venise, lorsqu'une flottille autrichienne lui barra le passage. Peu de temps après,

[1] *Dante Inferno*, XXVII.

il arrivait à Gênes, déguisé en matelot, mais seul et sans sa femme, qu'il avait fallu laisser en chemin.

« Monsieur, courez vite là-haut, votre page accouche! » s'écriait jadis à Chambord l'aubergiste du comte de Kœnigsmark. Autant on en aurait pu dire à Garibaldi, dont l'héroïque adjudant venait, au terme d'une si rude campagne, de ressentir les douleurs de l'enfantement!

Tristes couches auxquelles succomba la vaillante femme!

III

Le corps que commande aujourd'hui Garibaldi, quoique annexé en principe à l'armée piémontaise, en est par le fait séparé. Ce général a sa manière de combattre; on ne saurait, dans une bataille rangée, compter ni sur sa précision, ni sur son exactitude, et lui-même ne voudrait pas être employé de cette façon; il

lui faut les coups de main, les expéditions hardies, les manœuvres irrégulières faites pour surprendre et déconcerter l'ennemi. Nous qui n'avons point fait la guerre avec Garibaldi, nous ne savons de sa tactique que ce que les badauds d'Acqui ont vu des exercices auxquels se livraient ses volontaires.

Chaque compagnie, dans les places d'armes, se divisait en quatre escouades, dont chacune apprenait des exercices particuliers. Doit-on croire qu'ensuite les soldats se communiquent les uns aux autres, dans la vie de campagne, leurs connaissances spéciales, de manière à ce que *tous* puissent faire *toutes* les manœuvres, ou bien est-ce que, au contraire, le corps de Garibaldi ne peut se plier à toutes les manœuvres extraordinaires qui lui seront commandées, qu'en se divisant en plusieurs sections, douées chacune d'une éducation spéciale?

Nous laissons la question à résoudre aux gens plus compétents : ce que nous savons, c'est qu'on voyait les soldats s'appeler et se répondre avec des sifflets qu'ils portent sans cesse à la bouche, comme on porte un cigare en fumant. On les a vus grimper sur les ar-

bres, ramper en chargeant et en tirant, passer les rivières à la nage sans mouiller leur poudre ni leur carabine, etc.

L'honnêteté de Garibaldi est proverbiale : il n'a jamais pillé ni laissé piller; il a, en 1849, fait fusiller nombre de ses soldats coupables de maraude. Après la prise de Rome et pendant la retraite que nous venons de raconter, les populations qu'il traversait le nourrissaient lui et sa troupe, et il leur arrivait de faire des doubles journées de marche pour aller chercher un village plus hospitalier, lorsque les paysans intimidés ne lui apportaient pas spontanément leurs offrandes, ce qui était rare.

Garibaldi n'est ni un mystique comme Mazzini, ni un homme d'État comme Manin : c'est un partisan, un aventurier, un soldat; il croit à l'Italie, et se battra contre l'Autriche tant que quelqu'un se battra contre elle. Chargé par M. de Cavour, au commencement de cette année, d'organiser un corps de volontaires, il en fit tout d'abord fusiller un grand nombre sans jugement. Le ministère s'en émut et demanda un peu plus de légalité dans les formes; mais Garibaldi

donna pour raison qu'il ne répondrait de sa troupe qu'à ce prix, et que, si on le gênait, il enverrait sa démission et se battrait autrement. Sur quoi on l'a laissé tranquille. Il y a des gens qui racontent que Garibaldi représente dans l'armée l'élément républicain : rien n'est plus faux. Garibaldi représente l'élément populaire, qui maintenant est royaliste. Je le répète, c'est un soldat, rien qu'un soldat ; ce n'est pas un *bravo*, mais un brave.

LORD PALMERSTON

I

L'homme d'État indéfini, le *gentleman* par excellence, le ministre sempiternel de la guerre d'abord, puis des affaires étrangères, l'héritier de la politique de Castelreagh, l'indispensable membre de tous les cabinets passés, présents et futurs, ardent tory, whig plein d'enthousiasme, enragé de modérantisme, la boîte de Pandore des mille et une révolutions européennes, le salut et la ruine de l'Angleterre, — tel est lord Palmerston Ier, né Henry John Temple, troisième vicomte Palmerston de Palmerston, dans le comté de

Dublin, cinquante-deuxième représentant d'une illustre et antique maison d'origine anglo-saxonne, d'où sont sorties les branches ducales des Buckingham et des Chandos, et finalement baron Temple de Mount-Temple dans le comté-pairie de Sligo en Irlande.

Pour réunir en soi tant de contradictions, il faut en vérité qu'un pareil homme soit un monde, sans compter que nous n'avons pas tout dit et que les titres déjà si variés que nous venons d'énumérer ne sont en dernière analyse que les principaux par lesquels notre héros se recommande à la juste admiration de ses contemporains et de la postérité.

Au nombre de ceux que nous allions omettre, il en est un qui, à lui seul, ferait la gloire d'un mortel ; nous voulons parler de son irrésistible séduction, de sa merveilleuse habileté dans l'art de plaire. Lord Palmerston passe pour n'avoir jamais *trouvé de cruelle*. Spirituel, aimable, galantin, enjôleur, dandy, c'est le virtuose de l'emploi, l'Elleviou en bottes molles de ce théâtre de la politique, dont les comédiens jouent du matin au soir et du soir au matin sans désemparer

une minute, hélas! leur vie durant. — Et voilà cinquante ans que cela se prolonge. Charles Dickens l'a qualifié d'acteur incomparable pour jouer les *vieux grimes*, et il ajoute que pour les prestidigitations, transformations et jeux de gobelet, on n'a jamais connu son égal!

Comment le comprendre et le saisir, ce Protée, ce monde d'activité, d'intrigue et de métamorphoses? Lord Palmerston embrasse le siècle tout entier jusqu'au jour d'hier et d'aujourd'hui, et pas un État, pas un peuple dont les destinées échappent à son infatigable étreinte. A la date du 1er mars 1848, il n'avait pas écrit moins de deux mille sept cent soixante-quinze rapports sur les affaires étrangères. A l'heure qu'il est, le chiffre, à coup sûr, dépasse cinq mille, auxquels rapports officiels il faut joindre une somme annuelle de huit mille dépêches, ce qui, pour tout le temps de ses diverses administrations, forme un total assez rond de trente-quatre mille,— sans compter tout ce qui se traite en causant, tant d'affaires brassées à la chasse, au bal, en dînant, en prenant le thé,—affaires

qui, de son propre aveu devant un comité de la Chambre des communes, ont presque toujours réussi aussi bien sinon mieux que celles qui se traitent par écrit.

Et penser que nous ne sommes pas au bout et qu'en dépit de tant d'occupations et de fatigues, à travers tant de bombances, d'écoles buissonnières au pays de Cythère, d'excès de plaisir et de travail, cet homme étrange, singulier, inouï, n'a jamais cessé de paraître à tout propos à la tribune de la Chambre, qu'il a soutenu dix-huit mille lois qui ont passé, plus encore de rejetées, — je ne parle pas des bills morts-nés et des amendements tués sur place, — et qu'il a, comme premier ministre, attaché son nom à plus de trente-cinq mille de ces actes du Parlement qui régissent la vieille Angleterre!

Après cela, que ces actes se contredisent, qu'ils jurent à se trouver à côté les uns des autres, vous concevez que la chose importe peu. C'est au contraire l'immense originalité de lord Palmerston de se mouvoir dans l'imprévu, de pirouetter éternellement sur la pointe de son escarpin avec la grâce aimable et frivole d'un Vestris. Tory avec Wellington, whig avec

Russell, peelite par occasion, il va du pôle nord au pôle sud; rouge hier, blanc aujourd'hui, demain noir; et cette grande nation britannique, qui voit en lui depuis cinquante ans son Bosco en politique, acclame et bat des mains à chaque évolution nouvelle. On sait quelle rare aptitude possèdent les Anglais à rédiger de solides commentaires sur leurs hommes d'État. Chez eux, point de caractère politique, si simple et si aisé à débrouiller, qui ne fournisse matière à trois ou quatre compendieux volumes. On se demande, avec ces habitudes explicatives, ce que deviendra l'histoire de lord Palmerston, entre les mains d'un judicieux biographe cherchant à mettre de l'ordre dans cette bizarre et divertissante confusion.

Quant à moi, je vois là sujet à toute une littérature. Seulement, je doute fort que les générations présentes en jouissent, vu le manque de sources. Les documents pour servir à cette curieuse histoire seront, en effet, longtemps tenus secrets, et pour cause; et Dieu veuille, quand ils paraîtront, qu'ils ne soient pas complétement falsifiés.

II

Entreprendre d'écrire au sérieux un portrait de lord Palmerston, qui l'oserait, je le demande, qui voudrait se risquer à définir l'indéfinissable? Lord Palmerston, y pensez-vous; mais c'est un article de foi ni plus ni moins! Or, un article de foi, cela ne se juge pas, ne se discute pas, il y faut croire purement et simplement; *credo quia absurdum!* S'il est vrai que la parole ait été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée, un diplomate du temps où nous vivons doit nécessairement beaucoup parler, et c'est ce qu'a toujours fait lord Palmerston, dont les discours n'ont guère d'autre but que celui de dépister leur monde. Le moindre défaut de l'Europe est d'avoir trop cru depuis cinquante ans et aux discours de lord Palmerston et à tout ce qui se débite en Angleterre, soit au Parlement, soit dans les journaux. Il s'est dit et im-

primé là, depuis un demi-siècle, des himalayas de maculatures; mais s'il fallait en tenir un compte exact, peut-être trouverait-on que la masse des choses qui se sont tues dépasse encore la somme de tout ce qui s'est dit et imprimé.

Or, dans ce grand art des réticences calculées, lord Palmerston ne connaît pas son maître. L'avez-vous jamais entendu à la Chambre? Quelle verve, quelle humeur, quel sublime sans-gêne! rien ne lui coûte, ni le persiflage, ni l'anecdote triviale, ni même au besoin l'enthousiasme. Et quand il a diverti et bafoué son public suffisamment, quand il l'a, environ quatre heures d'horloge, tenu dans l'attente d'une explication qui n'arrivera pas, il entame le couplet final et termine son feu d'artifice par une pétarade drôlatique qui a pour résultat inévitable de provoquer dans l'auditoire un éclat de rire olympien.

« J'ai ri, me voilà désarmé. »

Avoir les rieurs de son côté est en effet pour lord Palmerston l'importante affaire, et là, sans doute, on trouverait un des secrets de sa longue fortune. Mais les actes! les actes! des gens malintentionnés préten-

dent que c'est un peu le côté critique. Aimez-vous les inconséquences? on en a mis partout. Mais qu'importent les inconséquences, qu'importent les contradictions pourvu qu'on réussisse! Tory d'abord avec les plus réactionnaires, puis libéral avec Canning, puis réformateur modéré, au dedans que n'a-t-il pas été, que ne sera-t-il pas! Et si nous touchions à sa politique étrangère, à quels travestissements plus bizarres nous assisterions!

Lorsque, en 1803, lord Castelreagh se retira du ministère de la guerre, on ne trouvait personne pour lui succéder. Et si ce portefeuille, pitoyablement compromis, ne fut pas colporté davantage, c'est que, fort heureusement, lord Palmerston se rencontra sur son chemin pour lui faire accueil et reprendre, avec cette grâce et ce *humbug* qu'on lui connaît, l'œuvre de l'administration la plus décriée. Ce nouveau ministre de la guerre brillait de tout l'éclat de la jeunesse, et pour ses succès auprès des belles, on l'avait surnommé lord Cupido. Ses victoires et conquêtes en promettaient d'autres sur un terrain plus vaste, et lord

Cupido trouva moyen, entre deux bonnes fortunes, de faire la guerre à Napoléon ! Il eut donc sa part et dans la bataille de Waterloo, et aussi dans la déchéance de Napoléon Ier. Mais les choses humaines ont leur retour, et comme réparation suprême, la Providence avait d'avance décrété que celui-là qui avait renié l'oncle serait un jour le premier à reconnaître le neveu !

Si habile qu'elle ait pu être depuis cinquante ans, cette politique d'inconséquences délibérées et d'effrontés revirements a dû réussir à mécontenter tout le monde. Lord Palmerston est devenu la bête noire de tous les partis ; tandis que les absolutistes voient en lui l'incarnation vivante de l'idée révolutionnaire, il passe chez les radicaux pour un vieux roué de diplomate, toujours prêt, avec sa frivole suffisance et ses adroites perfidies, à vendre à la réaction la cause de la liberté. Comme il n'a jamais affiché la moindre sympathie pour le gouvernement autrichien en Italie, le cabinet de Vienne l'appelle un professeur de barricades, et d'autre part, il s'est bel et bien attiré les fou-

dres de MM. Kossuth et Mazzini pour le peu de zèle qu'il a mis à faire, en Hongrie et en Italie, les affaires de la république. Les libéraux du continent, eux aussi, ont pu se croire en droit de compter sur lui; mais il les a dupés comme tant d'autres, car lord Palmerston n'a jamais eu et n'aura jamais pour mobile que l'intérêt anglais du moment, et c'est chercher les désappointements que se fier à ses principes.

— Si je n'étais Français, lui disait un de nos hommes d'État dans un élan d'enthousiasme britannique, si je n'étais Français, je voudrais être Anglais.

— Moi, monsieur, répliqua lord Palmerston, si je n'étais Anglais, je voudrais être Anglais!

« *Civis romanus sum!* » Ainsi répondait-il à sir Robert Peel qui, après avoir condamné impitoyablement sa politique, venait de terminer l'apostrophe en s'écriant : « N'importe, comme Anglais, nous n'en devons pas moins tous être fiers de lui! » Et, dans le même sens, Bulwer a dit en un vers fameux : « Quiconque hait l'Angleterre doit le haïr, lui, du fond de l'âme! »

Who hateth England hateth him the most.

III

Il va de soi qu'une politique aussi excentrique, aussi *fantaisiste* que celle-là doive emprunter beaucoup de son prestige comme aussi de ses inconvénients à la personnalité de l'homme d'État qui la représente. J'oserais presque dire que l'air dont lord Palmerston pratique sa politique lui a valu plus d'ennemis que sa politique elle-même. Qu'on se figure, en effet, une indomptable énergie, touchant parfois à la brutalité; et, dans le choix des moyens, quel défaut de scrupules, quelle façon étourdie de sauter par-dessus la difficulté du moment, quitte à se créer mille complications qu'il faudra résoudre plus tard! Avez-vous jamais vu un cabinet de magie blanche? il y a là trente appareils qui, tous, servent à faire des tours, et dont pas un ne ressemble à l'autre. Lord Palmerston est un laboratoire de ce genre, les gobelets qu'il emploie

n'ont, pour la forme et pour l'usage, aucun rapport entre eux ; celui-ci sert à tel escamotage, celui-là sert à tel autre, et c'est l'ensemble de tous ces tours qui compose la physionomie kaléïdoscopique du grand homme d'État actuel de l'Angleterre !

Lord Palmerston compte aujourd'hui soixante-quinze ans, et l'âge ne l'a pas ployé. C'est toujours ce galantin svelte et pimpant, ce beau coureur de Paphos et d'Idalie, toujours aussi, dans la discussion du Parlement, ce virtuose habile, exercé, prompt à la manœuvre, et dont la riposte ne fait point quartier. Sa recette pour ne point vieillir est la même qu'employa feu le duc de Wellington, la même que savent si bien mettre en usage lord Brougham, lord Lyndhurst, et tant d'illustres jeunes octogénaires qui sont l'honneur de la Pairie et des Communes ; beaucoup d'activité physique unie à beaucoup d'activité morale, un constant et parfait équilibre maintenu à force d'exercice et de distraction entre la vie intellectuelle et la vie organique.

A Londres, lord Palmerston travaille tous les jours de dix à quatre heures, monte à cheval et va au parc,

dîne de belle humeur et de bon appétit, jase, folâtre et batifole, puis retourne au travail et se rend au Parlement jusque vers trois heures du matin.

A la campagne, même activité. Dans la peinture qu'il trace d'une visite à Broadlands chez lord Palmerston, un Américain raconte que, le lendemain de son arrivée, le noble vicomte lui proposa de faire un tour à cheval avant le dîner.

— Je vous montrerai la New-Forest, dit Sa Seigneurie.

— Est-ce loin? demanda son hôte.

— Mais à une dizaine de milles seulement.

L'Américain s'excusa.

— Est-ce qu'il y aurait de quoi vous fatiguer dans un tour de galop de cette sorte? demanda le ministre.

Ceci se passait à la fin de 1850, et lorsque lord Palmerston s'étonnait qu'un tour de galop d'une vingtaine de milles (aller et retour compris) pût compter pour une fatigue, dans les autres détails de la journée, il avait plus de soixante-sept ans, et devait, comme ministre des affaires étrangères, défendre sa politique contre les incessantes attaques de l'opposition.

On peut ne pas partager toutes les idées politiques de lord Palmerston, on ne peut lui refuser deux choses :

D'être un des hommes les plus remarquables de notre époque ;

D'être l'Anglais le plus Anglais qui existe !

IV

Nulle existence n'aura en somme été plus complète que celle de lord Palmerston. Cette dictature absolue qu'il exerce aujourd'hui dans la politique, il l'exerça dès sa vingtième année sur la société des trois royaumes : comme types du parfait gentleman et roi de la mode, les Brummel et les d'Orsay ne lui vont pas à la cheville. C'était une vraie rage d'imiter la coupe de ses habits et de ses cheveux. Son nœud de cravate faisait ukase parmi les dandys et les lions du jour, qui se prosternaient sans résistance devant le Dalaï-Lama de l'exclusivisme.

A lord Palmerston revient l'insigne gloire d'avoir impatronisé la valse en Angleterre. Son professeur, un Autrichien pur sang, ne vous déplaise, auquel on payait une guinée le cachet, fit de telles affaires et se trémoussa de si belle façon, qu'au bout de deux ans il mourait phthisique et millionnaire.

A propos d'Autrichien, c'est vers cette époque de jeunesse et de plaisir que lord Palmerston et le prince Schwarzenberg se rencontrèrent pour la première fois dans les salons de Londres. Secrétaire de l'ambassade d'Autriche en Angleterre et, de son côté, fort coureur et fort répandu, le prince entra carrément en lutte avec le noble vicomte et chassa, comme on dit, sur ses terres, non sans succès, s'il faut en croire la ballade qui ajoute que l'histoire se reproduisit par la suite, à diverses reprises, et qu'entre ces deux Lovelace de la diplomatie européenne il y eut jusqu'à la fin comme une course au clocher dans laquelle lord Palmerston n'arriva pas toujours le premier. Dès que le noble vicomte faisait mine d'adresser ses hommages à une belle, le prince arrivait à point nommé pour

la lui souffler, et M. Scribe, qui a si triomphalement démontré dans le *Verre d'eau* que les petites causes pouvaient amener les plus grands effets, M. Scribe trouverait sans doute au fond de cette rivalité opiniâtre, le secret de la politique anti-autrichienne de lord Palmerston.

Il n'importe, de pareils détails ne sauraient être à dédaigner, car c'est de cette dictature, de cette tyrannie qu'il exerça sur le beau sexe durant sa période pré-historique, c'est de cette universelle gâterie dont il fut l'objet que lui sont venus l'imperturbable arrogance et ce ton d'élégance frivole et hautaine qu'il n'a, depuis, jamais cessé d'affecter dans les affaires, et qui, à soixante-quinze ans, même devant la goutte, ne se sont pas encore démentis.

— Palmerston m'inquiète, nous disait l'autre jour, à Londres, un de ses amis ; il teint ses favoris!

— En êtes-vous-bien sûr?

— Je le crains, et je ne vous cache pas que j'en aurais un grand crève-cœur, car ceci prouverait qu'il commence à douter de sa jeunesse.

LE PRINCE SCHWARZENBERG

Le prince Félix détestait cordialement lord Palmerston, et cela de vieille date. Avant de se retrouver sur le terrain de la politique, ces deux hommes d'État, tous deux hommes de plaisir et passés maîtres en l'art de plaire, s'étaient rencontrés dans un champ clos moins vaste sans doute, mais non moins brûlant et périlleux, et peut-être que si l'on essayait de remonter à l'origine de cette implacable animosité qui faillit compromettre la paix du monde, on la trouverait dans certaine rivalité de boudoirs ignorée des uns, oubliée des autres, mais dont l'âpre et cuisant souvenir ne cessa jusqu'à la fin d'irriter au combat les

deux puissants antagonistes. Physionomie remarquable que celle de cet homme d'État! La vie du prince Schwarzenberg, quand on y pense, est une des mieux remplies qui se puissent voir. Tout y vient à son heure, à son point. Homme de plaisir, grand seigneur, diplomate, soldat, premier ministre, il sut toujours combiner et fondre en de justes proportions certaines qualités particulières à ces divers états. Chez lui le soldat se ressentit toujours un peu du négociateur, le diplomate du guerrier, le tout sans préjudice de l'homme de plaisir, du grand seigneur libertin qui jusqu'à la fin brocha merveilleusement sur l'ensemble.

Après avoir, sous un couvert diplomatique qui ne messied pas, fort occupé le monde du bruit de ses galantes équipées, la campagne d'Italie survint très à propos pour opérer une diversion devenue nécessaire dans une existence qui depuis mainte aventure par trop romanesque commençait à tourner au scandale.

Tel il avait été dans les boudoirs de Naples, de Londres et de Paris, tel il fut plus tard dans son cabinet du palais de la chancellerie à Vienne, — et tel il se

montra sur les champs de bataille, impassible, dédaigneux, superbe.

Son visage avait quelque chose de glacial qui déconcertait, même alors qu'il affectait son expression la plus aimable, et vous vous demandiez, à voir ce corps si long et si maigre que l'étroitesse de son *attila* militairement boutonné rendait encore plus efflanqué, à voir ces traits pâles et durs, où se peignait, à côté d'une ironie hautaine, le sentiment de la plus inflexible personnalité, — vous vous demandiez par quelle inexplicable force d'attraction cet homme, sans jeunesse, sans beauté, sans agrément, agissait ainsi sur la plus séduisante moitié du genre humain.

Pour grand seigneur et brave, il l'était, qui en doute? mais les Lobkowitz, les Windisch-Graetz, les Lichtenstein aussi sont des braves et de très-grands seigneurs. Quel charme particulier possédait-il donc, ce prince Schwarzenberg, pour qu'on le préférât aux plus beaux, aux plus vaillants, aux plus jeunes? Quel était son secret pour entraîner tant de cœurs à sa suite? car, cet homme étrange, on ne se contentait pas de l'aimer, on l'adorait jusqu'à l'extravagance, jusqu'au délire,

jusqu'à la mort. Les passions, il les inspirait par douzaines, cela, même aux derniers temps de sa vie. Zerline, Elvire, dona Anna, que de victimes!

C'était, à vrai dire, le don Juan d'un siècle comme le nôtre. A cette soif du plaisir, à cette ardeur éternellement inassouvie, il joignait l'intelligence et l'amour des affaires, ce noble emploi des hautes facultés de l'esprit dont le sensualisme de nos jours a besoin pour savourer pleinement ses délices. Aussi bientôt ses forces se consumèrent.

Un soir, comme il s'habillait pour aller dîner chez l'Empereur, la mort vint le prendre.

— Qui frappe là?

— C'est la statue!

Toujours le même dénouement.

Il touchait alors au plus haut point de sa fortune politique, il avait reconquis l'Italie à la couronne d'Autriche, écrasé la révolution, humilié la Prusse, affermi partout la souveraineté de son jeune maître. Sortir à temps de ce monde qui n'avait cessé de lui prodiguer toutes ses fêtes, ce ne fut peut-être pas le moindre signe par où se laissa voir l'heureux arran-

gement de sa destinée. *Sis Felix Schwarzenberg!* disaient, au camp de Radetzky, ses camarades en jouant sur son nom. *Heureux* en effet, car la mort qu'il bravait insolemment semblait prendre à tâche de l'épargner!

A Goïto, tandis que la mousqueterie et la mitraille dévastaient les rangs, il fouettait sa botte du bout de son épée, non moins dédaigneux vis-à-vis des balles et des boulets, non moins altier en sa contenance, qu'il ne le fut plus tard dans son cabinet de premier ministre. Le bonhomme Radetzky l'appelait spirituellement son *feld-diplomate*, et, chaque fois qu'une négociation se présentait, l'en chargeait. « Oh! pour cela, voyez-vous, moi, je n'y comprends rien! s'écriait-il en coupant court à la conversation. La diplomatie et les diplomates m'ont toujours été lettre close; mais tenez, voici Schwarzenberg, chapitrez-le tout à votre aise; c'est votre homme! » Schwarzenberg, c'était, nous l'avons dit, sa réponse ordinaire en pareil cas, et le malin vieillard s'esquivait tout joyeux, laissant nez à nez les deux augures.

Le prince Schwarzenberg était surtout l'homme du

succès ; nul jamais ne s'entendit mieux à profiter de l'occasion quand et comme elle s'offrait à lui. Reste à se demander s'il eût été aussi habile à la faire naître. Il est permis de douter, en tout cas, que les calculs de sa politique eussent une très-grande profondeur. Il traitait militairement les affaires, et, disons-le, un peu en casse-cou. Certes, son idée de concentration de l'Allemagne dans l'Autriche était d'un esprit ferme et capable d'entreprises hardies ; mais n'y avait-il donc point aussi quelque témérité à prétendre confier uniquement au sort des armes une question comme celle-là ? Il semble qu'en pareil cas un Richelieu eût compté davantage avec les mœurs et les institutions d'un pays protestant et parlementaire.

Je l'ai dit, il y avait du soldat dans ce diplomate ; et si l'esprit militaire, qui communiquait à ses desseins l'énergie et la soudaineté, l'empêcha souvent de porter sa vue au delà du moment, c'est peut-être qu'en somme, toute bonne qualité a son défaut, ainsi que toute médaille son revers.

D'ailleurs, heureux comme il l'était, c'eût été faillir à sa destinée que de ne se point montrer aventureux.

N'avait-il pas son étoile?

N'avait-il pas son influence magnétique ?

Et quand j'écris ce mot, je l'emploie non plus au figuré, mais dans son acception réelle, médicale.

A l'époque où le prince Hohenlohe mit le magnétisme à la mode dans les salons de Vienne, le prince Schwarzenberg avait senti se développer en lui une puissance nerveuse qui jusque-là était demeurée à l'état latent et dont il usa ensuite tant bien que mal durant le reste de sa vie. Cette force surnaturelle ne cessa même jamais de s'exercer depuis sur une de ses sœurs de complexion délicate et souffrante, laquelle empruntait au pouvoir magnétique de son frère le peu de santé dont elle jouissait. Du temps où le prince était ambassadeur à Naples, cette sœur se rendit, à diverses reprises, de Vienne à Rome, où celui-ci arrivait de son côté pour la rencontrer et la faire en quelque sorte revivre au contact de cette vie nerveuse dont il possédait les mystérieux trésors.

Vis-à-vis de l'Italie, le prince Schwarzenberg, dont en mainte autre question on ne saurait contester les idées libérales, demeura toujours l'homme des rigueurs

salutaires. « L'Italia si pentira ! » tel fut l'unique compliment que le ministre président du conseil de l'empereur François-Joseph trouva à répondre à la députation municipale envoyée à Vienne par Venise, au lendemain de sa soumission.

L'Empereur et l'archiduchesse Sophie avaient accueilli avec bienveillance les regrets de la fière cité réduite à demander merci, et lorsque la députation arriva devant Son Excellence, raide et immobile, comme il se tenait toujours, le prince se laissa saluer, et de ce masque impassible et glacé, comme la statue du Destin, tombèrent ces paroles de fer :

« L'Italia si pentira. »

M. DE HUMBOLDT

I

J'ai connu jadis un certain marquis de Châteauneuf qui fréquentait beaucoup l'orchestre de l'Opéra-Comique et de la Comédie-Française. C'était une manière de vieil original fort versé, à l'en croire, dans la biographie des hommes de la fin du dix-huitième siècle, qu'il prétendait avoir pratiqués tous familièrement, et sur lesquels il n'avait jamais à vous conter que des balivernes. « La Place, vous disait-il, par exemple, M. de La Place, mais c'était mon ami intime ! » Et là-dessus, il vous débitait du plus grand sang-froid que

l'auteur de la *Mécanique céleste* avait deux goussets à sa culotte et portait, selon la mode du temps, deux énormes montres à breloques, lesquelles montres n'allaient jamais d'accord. C'était là tout ce que son commerce de vingt années avec un astronome lui avait appris d'intéressant pour la science.

Je me demande si, en voulant parler de M. de Humboldt, je ne risque pas de tomber dans le même ridicule. Prendre par le côté purement anecdotique cette grande figure de savant, d'écrivain, d'homme d'État, est en effet une idée assez singulière et dont l'Académie des sciences pourrait s'offusquer; mais, grâce à Dieu, nous ne sommes point ici à l'Académie des sciences, et nos lecteurs goûteraient médiocrement, j'imagine, une analyse détaillée *ex professo* de la *Monographie des métastômes* ou du *Synopsis plantarum;* mieux vaut encore essayer tout simplement de raconter l'homme.

Né à Berlin, le 14 septembre 1769, d'une famille noble, Alexandre de Humboldt eut pour frère cadet ce baron Guillaume de Humboldt qui prit une part

active aux affaires de son pays, et représenta la Prusse en 1818, au congrès d'Aix-la-Chapelle. Nous n'avons pas à nous étendre ici sur la période universitaire pendant laquelle se développa ce goût pour les sciences naturelles qui allait bientôt entraîner, vers les migrations les plus lointaines, le jeune et déjà célèbre botaniste. En 1796, Alexandre de Humboldt, ayant perdu sa mère, quitta Iéna, où il étudiait l'anatomie avec Gœthe et Schiller, et se mit à voyager dans le Tyrol, dans la Lombardie, en Suisse. Venu en France, d'abord dans le but de prendre part à l'expédition du capitaine Baudin, ensuite à celle d'Égypte qui se décidait, il fut forcé de renoncer à ces deux projets. Il se rendit alors à Madrid. M. de Bonplan, son ami, préparait son voyage en Amérique; Alexandre de Humboldt partit avec lui, et, en 1799, ils parcouraient ensemble la Nouvelle-Andalousie, la Guyane espagnole, l'île de Cuba. L'année 1801 les retrouvait dans les Cordillères, en 1802 et 1803 ils visitaient le Mexique, la Nouvelle-Espagne, la Philadelphie, les États-Unis, où ils s'embarquaient enfin pour retourner en Europe.

« Quel homme! s'écriait Gœthe; je n'en connais point d'autre à qui le comparer; c'est une source vive et intarissable; il sait tout et sait tout à fond! »

Homme rare, en effet, que celui qui, à soixante-quatorze ans, commençait à écrire *Cosmos*.

II

M. de Humboldt aimait beaucoup la France; il a fait à Paris de fréquents séjours, notamment en 1830, où il vint, en sa qualité d'ancien ami du duc d'Orléans, complimenter le roi Louis-Philippe au nom de Frédéric Guillaume III. C'est en 1847 qu'il fit parmi nous sa dernière apparition. Il y resta trois mois à cette époque, tout absorbé par la classification des matériaux qu'il ramassait pour son grand ouvrage, et n'échappant à l'importune obsession des visiteurs que grâce à l'aimable hospitalité de M. Mignet, qui lui avait offert pour refuge son cabinet à l'Institut.

Quelqu'un disait un jour à M. de Humboldt : « Je vous aime infiniment et vous quitte toujours avec d'autant plus de regret que je sais à n'en pas douter que sitôt que j'aurai le dos tourné, vous allez décocher sur moi quelque malice ! » En effet, M. de Humboldt ne ménageait personne; d'esprit plus mordant, plus constamment épigrammatique, je ne crois pas qu'il en ait existé, et avec cela toutes les apparences d'une parfaite bonhomie ; il vous *égorgillait* sa victime du moment sans même avoir l'air d'y toucher. Comme il connaissait l'Europe entière, comme il savait l'ancien monde et le nouveau sur le bout du doigt, il suffisait de prononcer devant lui le nom d'un personnage contemporain pour qu'il vous en débitât aussitôt l'histoire par le menu; et quelle histoire! des traits et des aperçus à l'infini, un feu roulant de mots ingénieux, de piquantes railleries; tout cela dit d'une bouche aimable et souriante d'où la parole s'échappait avec une sorte de sifflement vipérin. Une fois en belle humeur de causerie, il ne s'arrêtait plus; on raconte que lors de son premier séjour à Paris, visitant un soir le comte Schlabrendorf, un compatriote d'un rare

esprit, d'un très-noble caractère, et, comme lui, très-porté à la conversation, — l'entretien se prolongea fort tard, vers deux heures du matin. Cependant comme il fallait se quitter M. de Humboldt se leva, et son ami de l'accompagner avec son bougeoir jusque sur le palier, où le dialogue reprit son cours, si bien que le soleil levant trouva debout, à la même place, nos deux interlocuteurs imperturbables.

Comme le chancelier d'Aguesseau qui tenait en réserve une collection de bons ouvrages dans sa salle à manger, afin d'utiliser au besoin les courts instants pendant lesquels madame d'Aguesseau pouvait se faire attendre aux heures des repas, M. de Humboldt arrangeait sa vie de manière à ne jamais perdre une minute. Il avait sans cesse avec lui toute sorte de petits carrés de papier qu'il couvrait de cette écriture fine et grimpante qui, si elle a souvent l'*indéchiffrabilité* des hiéroglyphes, en a toujours le pittoresque. Ces billets, qu'il multipliait comme à plaisir, étaient pour la plupart de véritables petits chefs-d'œuvre d'élégance et d'urbanité. Je ne sais guère que M. Villemain qui possède parmi nous à ce degré cet art de dire juste et

bien en quatre lignes, art charmant si pratiqué de l'ancienne société française, qui partout aimait à mettre le superflu à côté du nécessaire. On se souvient d'une note publiée il y a quelques mois dans la *Gazette de Berlin*, et reproduite par tous les journaux français. Dans cette note, M. de Humboldt faisait savoir *urbi et orbi* qu'il ne répondrait plus dorénavant aux innombrables lettres dont on l'accablait, et pour en arriver à prendre un parti si extrême, l'illustre savant avait attendu de toucher à sa quatre-vingt-dixième année! L'esprit reste confondu devant un tel exemple d'activité : qu'un homme vive jusqu'à quatre-vingt-dix ans, cela se voit tous les jours; mais conserver jusqu'à cet âge la plénitude du génie, le triple talent d'écrire le *Cosmos*, de se maintenir dans la faveur des princes et de garder intacte sa popularité parmi les représentants des idées avancées, voilà certes qui vaut la peine, et M. de Humboldt, on peut le dire, fut à la fois un homme habile et un homme heureux.

III

J'ai parlé de la faveur des princes. M. de Humboldt la rechercha toujours très-assidûment, et cela sans que les libéraux de Berlin lui en aient tenu rancune. Il y a un art de tout faire avec grâce, prétendait un diplomate célèbre; M. de Humboldt possédait cet art à l'extrême, il savait mieux que personne concilier les choses en apparence les plus contraires, et s'il dînait tous les soirs chez les rois c'était pour y mieux servir la cause des peuples! On le voyait ce soir figurer à Charlottenbourg dans le cercle intime de son noble maître et ami Frédéric-Guillaume IV, ce qui ne l'empêchait pas le moins du monde de conduire le deuil des insurgés de Mars et de protester par sa présence à ces civiques funérailles contre l'affreux régime de la tyrannie. Je n'en veux pas à M. de Humboldt de ses empressements autour du trône, encore moins suis-je

tenté de lui reprocher son libéralisme, bien au contraire, en ma qualité d'adorateur du génie, j'admire que deux principes qui sembleraient devoir s'exclure aient pu, chez ce mortel privilégié, se fusionner à ce point que tous les partis s'attribuent ses affections comme tous s'attribuent ses œuvres.

Le palais de Charlottenbourg ne connaissait pas d'hôte plus régulier, de courtisan plus fidèle et plus respectueux. L'illustre savant s'y rendait exactement deux fois par jour, et les habitants de l'*Oranienstrasse* pouvaient se dire sans crainte de se tromper : « Il est deux heures et demie, voilà M. de Humboldt qui passe en carosse pour aller dîner au Château ! »

Après le dîner, on faisait un bout de conversation. Je le vois encore, la tête un peu inclinée de côté, sa plaque de l'Aigle noir sur la poitrine, sa tasse de café à la main, passant d'un groupe à l'autre, éloquent, spirituel, poli, mais d'une politesse incisive, et beaucoup plus voisine du persiflage que de la bienveillance. Tandis qu'il causait avec vous, son œil ne quittait pas le roi d'une seconde, et sur le moindre signe que trahissait le visage du maître l'anecdote com-

mencée s'interrompait, et le zélé serviteur *volait* près de Sa Majesté.

On sortait du Château vers les cinq heures, M. de Humboldt rentrait chez lui et travaillait jusqu'à l'heure du *thé*.

Ici, nouvelle toilette et nouveau pèlerinage à Charlottenbourg. C'était d'ordinaire le moment des réunions intimes. Le roi et la reine s'asseyaient à une table autour de laquelle chacun prenait place indistinctement. Le roi dessinait, la reine parfilait, et M. de Humboldt faisait la lecture. A onze heures la séance était levée ; alors seulement l'illustre savant rentrait en possession de lui-même, alors seulement sonnait pour lui la véritable heure du travail. Et encore très-souvent faisait-il l'école buissonnière, et ne rentrait-il à la maison qu'après s'être attardé dans le monde.

M. de Humboldt dormait très-peu, et regagnait sur le sommeil le temps qu'il donnait à ses devoirs d'homme politique et sociable, lesquels devoirs il a remplis jusqu'à la fin avec une rectitude qui n'a point varié. On aurait peine à citer, dans tout le règne de

Frédéric-Guillaume IV, un seul jour où l'auteur du *Cosmos* ait manqué à cette règle, qu'il s'était bénévolement imposée, de paraître à la Cour. Une seule fois, les Dangeau berlinois s'en souviennent, M. de Humboldt ne vint pas dîner. La chose sembla si grave, que le roi envoya immédiatement aux informations, et l'on sut que M. de Humboldt était fort malade, il y avait même de la paille devant la maison. Ce qui n'empêcha pas M. de Humboldt de se lever le soir et d'arriver à Charlottenbourg, soigneusement empaqueté, pour y faire son apparition au thé du roi.

Manquer à deux reprises, dans une journée, à ses plus chères habitudes, en vérité, c'eût été trop, et la fièvre n'obtint pas cela de lui.

Qui fut abasourdi en le voyant entrer au salon, ce fut le roi. Bientôt à l'étonnement succéda l'inquiétude, car une pareille imprudence pouvait coûter cher à l'illustre malade, et Frédéric-Guillaume, tout en le remerciant d'avoir vaillamment lutté pour faire au moins acte de présence, s'empressa, le trouvant fort pâle et fort défait, de le remettre en voiture le plus vite possible.

IV

Le roi de Prusse aimait beaucoup qu'on lui fît la lecture; longtemps, Louis Tieck, le plus fameux lecteur que l'Allemagne ait eu, avait rempli cette charge de cour, et depuis la mort du célèbre poëte, c'est à M. de Humboldt qu'elle était dévolue. Avec un monarque aussi lettré, aussi artiste que Frédéric-Guillaume IV, un tel office ne pouvait certes passer pour une sinécure. M. de Humboldt s'en acquitta avec un soin ponctuel, et cette supériorité qu'il mettait à faire toute chose. Seulement, on ne tarda pas à remarquer que Tieck était plus varié dans le choix des ouvrages. Au lieu de passer de Shakspeare à Calderon, de Molière à Lessing ou à Châteaubriand, ainsi que procédait son devancier, M. de Humboldt ne lisait guère que ses propres livres. Passe encore pour *les Considérations sur la Nature*, mais *le Cosmos*, n'était-ce

pas un peu bien sévère pour des oreilles princières si familiarisées d'ailleurs qu'on les suppose avec le *subjectif?*

Il n'importe; le roi, qui était la bonté même et qui, lorsqu'il s'agissait de faire plaisir à quelqu'un, n'hésitait pas à se sacrifier, le roi se résigna de la meilleure grâce. La reine, de son côté, imita ce sublime exemple, et, soir après soir, les lectures du *Cosmos* eurent leur cours. Comme on n'avançait que très-lentement à travers cette forêt splendide, mais au demeurant fort touffue et d'un accès difficile aux simples promeneurs, l'affaire se prolongea ainsi deux mois, pendant lesquels le roi et la reine de Prusse furent admirables de patience et de magnanimité. En soixante étapes environ, on était arrivé au terme de ce long voyage, et tout leur semblant achevé, Frédéric-Guillaume et son auguste compagne adressaient à l'illustre écrivain leurs félicitations, lorsque M. de Humboldt, au moment de prendre enfin congé, se ravisa et dit : « Je viens de recevoir aujourd'hui même la traduction française de mon ouvrage; cette traduction me paraît excellente, et si le roi et la reine

daignent me le permettre, j'aurai l'honneur de leur en recommencer la lecture dès demain. »

Si cette histoire vous emb...,
Nous allons la recommencer.

On avait écouté l'original, on entendit la traduction; les grands de la terre ont de ces trésors de vertu que la Providence leur a départis pour le contentement de leurs sujets.

On était alors au mois de mars 1848, terrible date pour la monarchie en général et en particulier pour la monarchie prussienne. Il s'en fallait et de beaucoup, ainsi que du reste on peut se l'imaginer, que les préoccupations de Frédéric-Guillaume IV et de sa famille fussent toutes littéraires et *artistiques*.

V

Cependant, les lectures de la traduction française du *Cosmos* n'en allaient pas moins leur train régulier.

Un soir, au beau milieu de la séance, on entend au loin la fusillade. Le roi pâlit et se lève, on ignore encore ce que c'est; mais un aide de camp, survenant à la hâte, annonce qu'une fraction de la garde pourrait bien s'être insurgée.

Une révolte dans la garde à pareil moment, c'était la ruine et le désespoir. Frédéric-Guillaume et sa femme se précipitent vers les escaliers, officiers, chambellans et demoiselles d'honneur, tout le monde s'élance sur leurs pas; seul, M. de Humboldt ne se dérange point et quand, un moment après, le roi, calme et rasséréné, rentre disant que ce n'était qu'une fausse alerte, l'auteur de *Cosmos* reprend sa lecture juste à l'endroit où l'incident l'avait interrompu. Je ne sais, mais cette persévérance à travers tout, cette intraitable obstination à tenir les gens occupés de soi, tout en ayant son côté comique, me semble aussi n'appartenir qu'aux esprits vraiment forts. Ce n'est point chose si facile, quand on y songe, que d'imposer de la sorte à des souverains l'autorité de sa pensée. Qu'on le veuille ou non, il faut la subir, et cette tyrannie, comme tant d'autres, a sa raison d'être. Rien n'est

plus ridicule que de prétendre juger de tels hommes d'après les règles ordinaires. Les génies comme Gœthe, Cuvier, Alexandre de Humboldt, du haut des sommets où ils planent, finissent par arriver à l'indifférentisme le plus absolu en matière d'idées politiques. Cela peut n'être point très-consolant, mais c'est fort vrai, et le bon sens public ne s'y méprend point lorsqu'il leur passe tant de contradictions qui paraîtraient choquantes chez les autres.

Que M. de Humboldt soit le commensal du roi et vote obstinément pour le candidat de l'opposition la plus avancée, chacun trouve cela charmant, le roi tout le premier. On raconte qu'au lendemain des événements de 1848, un officier de la garde, invité à dîner chez le prince de Prusse, fut plus que surpris d'être assis à table côte à côte avec un personnage qu'il avait quelques jours auparavant rencontré sur les barricades. Après le dîner, on alla aux informations, et l'on apprit que c'était M. de Humboldt qui s'était constitué le patron bénévole d'un hôte naguère encore si mal disposé pour son royal ami. Singulier privilége de ces hommes extraordinaires, tout leur réussit. Le peuple

ne leur en veut pas de hanter *le palais des rois*, ils passeraient aux yeux de Béranger lui-même pour des *libéraux*, eussent-ils d'ailleurs observé scrupuleusement toute leur vie le code du parfait courtisan, et de leur côté les rois leur permettent de n'avoir que des sympathies pour les partis extrêmes, et de coquetter incessamment avec la Révolution. Heureux hommes que ces grands hommes, ils vivent quatre-vingt-dix ans, aimés, applaudis, choyés du monde entier dont souvent ils se moquent, et il n'y a pas jusqu'à la mort qui n'ait pour eux des égards et des douceurs. « Alexandre de Humboldt, nous disait une lettre de Berlin, en nous apprenant la triste nouvelle, Alexandre de Humboldt n'est pas mort, il s'est endormi ! »

LE ROI VICTOR-EMMANUEL

I

C'est un caractère digne d'occuper un jour la sérieuse histoire que le roi Charles-Albert, et c'est en même temps un personnage au plus haut point dramatique et dont la douloureuse fin ressemble à un cinquième acte de tragédie. Brave comme pas un, bouillant d'enthousiasme pour l'idée de l'indépendance italienne, se croyant né pour ceindre à son front la couronne de fer des rois lombards, la mélancolie s'empare de lui à une certaine heure, il succombe à Novare vaincu par son découragement plus encore

peut-être que par le sort des armes, et le voilà morne et silencieux qui s'éloigne du champ de bataille, quitte son armée et les siens sans un adieu et se dirige vers la terre d'exil pour y mourir comme Codrus en victime expiatoire. Étrange prince que l'idée de l'indépendance et de l'unité de l'Italie a tué ainsi qu'elle en tuera tant d'autres; son fils, élevé à sa rude école, Victor-Emmanuel, a son courage mais sans préméditation ni humeur noire. Partout où le canon tonne, où gronde la fusillade, vous le voyez accourir avec l'intrépidité d'un chef indien qui n'en veut qu'à la victoire, rien qu'à la victoire ! Sa tête violemment rejetée en arrière, sa moustache farouche que fouette le vent, son geste et son maintien expriment la fierté, la hauteur et l'audace. Et tel vous l'avez vu l'autre jour calme et superbe à Palestro, tel il se montra jadis à Vignale devant Radetzky son vainqueur.

II

Charles-Albert n'étant encore qu'un simple prince de la maison de Savoie, avait épousé, le 30 septembre 1817, la princesse Thérèse de Toscane[1], de laquelle naquit Victor-Emmanuel, le 14 mars 1820. Dès le berceau l'enfant fut ballotté par les révolutions. Son père, exilé de son pays pendant plusieurs années, y rentra toutefois assez à temps pour pouvoir surveiller l'éducation du futur héritier du trône, et aussi celle de son second fils, ce duc Ferdinand de Gênes, si heureusement doué et qu'une mort presque subite enleva le 10 février 1855 aux plus brillantes espérances. Le cabinet de Turin suivait encore les errements de la politique autrichienne, lorsque Victor-Emmanuel

[1] Né le 21 mars 1801, morte le 12 janvier 1855.

épousa, le 12 avril 1842, l'archiduchesse Adélaïde [1], fille de l'archiduc Rénier, à cette époque vice-roi des provinces lombardo-vénitiennes, et dont la mère était une sœur de Charles-Albert. Singulier retour des choses humaines : six ans plus tard l'auguste beau-père s'enfuyait devant une révolution qui saluait son chef dans Charles-Albert.

On sait quelle part glorieuse Victor-Emmanuel, alors prince de Savoie, prit à cette guerre contre l'Autriche, et comment il se distingua dans diverses rencontres. Enflammé par les succès de Goïto et de Pastrengo et peut-être aussi un peu attiré par le mouvement de retraite de Radetzky sur l'Adige, Charles-Albert donna l'ordre à une partie de ses troupes de s'avancer sur Vérone. Les habitants de cette place, exaspérés contre la tyrannie des Autrichiens, n'attendaient que l'occasion favorable pour se soulever.

Les villages de Santa-Lucia, de Croce-Bianca et de San-Massimo forment une troisième ceinture de pos-

[1] Née le 3 juin 1822, morte le 20 janvier 1856.

tes avancés dont il faut se rendre maître avant de pénétrer dans Vérone. Ce ne fut pas sans une grande effusion de sang qu'en 1790 nos troupes républicaines, sous les ordres de Schérer, attaquèrent ces positions. San-Massimo, pris et repris sept fois par les Français et les Autrichiens, finit par rester au pouvoir de ces derniers.

Là où nos armes avaient une fois échoué, les légions piémontaises, si braves qu'elles fussent, conservaient peu de chance de réussir. Dirigées contre des retranchements en *pierres sèches* derrière lesquels s'abritait l'ennemi, la fusillade, la mitraille les foudroyèrent. Les Impériaux s'étaient embusqués dans un cimetière. Un détachement de la brigade d'Aoste s'élance à l'assaut des murailles et dans ce champ de mort détrempé par une pluie d'averse, au milieu de ces croix profanées et de ces ossements souillés de fange, on s'attaque, on s'escrime, on s'égorge à la baïonnette. Après plusieurs heures d'une lutte acharnée et des plus sanglantes, le roi, qui avait toujours été au plus fort de la mêlée, s'exposant comme le dernier de ses soldats, commande qu'on batte en retraite, ce que voyant,

les Autrichiens tentent de poursuivre l'aile droite, mais le jeune duc de Savoie, aujourd'hui Victor-Emmanuel, par un mouvement d'héroïque impétuosité, se précipite sur eux et dégage ses troupes.

III

Cette affaire de Sainte-Lucie, que suivirent bientôt les batailles de Custozza et de Sommacampagna, amena pour Charles-Albert la première disgrâce de la fortune. Et, après Volta et les événements du palais Greppi, à Milan, le roi épuisé, chagrin, miné par la fièvre et l'ennui, se résigna à demander un armistice. Le règlement de cette convention, qui portait pour article premier que la ligne de démarcation des deux armées serait la frontière même des États respectifs, ce règlement fut confié, par le roi de Piémont, au lieutenant général comte Salasco, et, par le maréchal Radetzky, au lieutenant feld-maréchal baron de Hess.

On sait l'histoire de l'armistice du 9 août 1848, et comment cette convention de six semaines finit par aboutir à un état qui n'était ni la paix ni la guerre, et que Charles-Albert dut rompre brusquement un matin.

« Je sais ce que vous m'apportez, » dit le maréchal Radetzky en allant familièrement au-devant de l'officier piémontais, qui, le 16 mars 1849, vint lui dénoncer la reprise des hostilités.

Dans l'attente des événements qui se préparaient, Radetzky avait d'avance démembré son armée de telle sorte qu'en huit jours elle pouvait se trouver concentrée sur le point d'opération le plus éloigné. Radetzky connaissait à peu près les forces piémontaises, il savait qu'elles se dirigeaient vers Novare. Il s'agissait donc pour lui de faire croire au général Chrzanowsky qu'on évacuait Milan pour se porter derrière l'Adda, puis tout à coup de franchir le Tessin par un mouvement rapide et de se jeter avec toute son armée sur le flanc droit de son adversaire avant que celui-ci eût le temps

de préparer son offensive. Ce plan, tout simple qu'il était, ne fut malheureusement pas déjoué par le général Chrzanowsky, lequel s'obstina jusqu'au dernier moment à croire que les Autrichiens allaient, comme par le passé, recommencer à battre en retraite. Aussi les soldats piémontais ne manquèrent-ils pas de rejeter sur leur chef la responsabilité de la journée, convaincus que si les choses tournèrent de la sorte à Novare, la faute en fut aux officiers généraux et non à l'armée, qui fit, elle, tout ce qu'il fallait pour tailler les Autrichiens en pièces.

Lorsqu'on entra dans la chambre que Charles-Albert avait occupée pendant la nuit qui précéda le désastre de Novare, on trouva auprès du lit une table, et sur cette table, à côté de la bougie à moitié brûlée, un *Voyage en Chine*, dernière lecture à laquelle ce roi, qui, le lendemain, livrait bataille, n'avait dû prêter, on le suppose, qu'une bien distraite attention. A cette veillée des armes succéda dans le combat l'attitude d'un héros. Partout où sifflait la mitraille, au plus

fort des périls et du feu, ils étaient là, lui et son noble fils, cherchant la mort à défaut de la victoire.

Cette fin de Charles-Albert, par sa misère et sa grandeur, touche à ce que l'imagination des poëtes a jamais créé de plus émouvant.

Au milieu d'une nuit pluvieuse et sombre, une berline de voyage est amenée au général de Thurn par les hussards des avant-postes; un homme grand et maigre, le visage couvert d'une pâleur de spectre, en descend :

« Je suis le comte de Barge, colonel piémontais. L'armée où je servais ce matin encore est en pleine dissolution, et je désire me rendre à Nice.

— Passez, sire, et que Dieu vous garde! »

Et l'équipage repart au galop, emmenant ce roi qui s'en va mourir loin de sa patrie, sur ce sol où naquit jadis dom Sébastien, cet autre Charles-Albert du moyen âge portugais. Il y avait dans l'expression sévère et mystique de Charles-Albert, dans cette figure ascétique et martiale, beaucoup de la physionomie d'un chevalier du moyen âge. Au début de la seconde campagne, en franchissant l'Adige au milieu de son

état-major, il se découvrit solennellement, comme aurait pu faire Godefroy de Bouillon mettant le pied en Terre Sainte.

A Goïto, il reçut un éclat d'obus, et son fils, ce Victor-Emmanuel, le héros d'hier, un coup de feu dans la cuisse.

Charles-Albert, nous l'avons dit, ne commandait pas à Novare; laissant à d'autres la direction de la bataille, ce fut assez pour lui de se jeter partout au plus épais de la mêlée. Il fut un des derniers qui abandonnèrent les hauteurs de la *bicoque*, et plusieurs fois, en se retirant, il se retourna vers les Autrichiens, arrêtant son cheval au milieu du feu; puis, comme les balles semblaient ne le vouloir pas atteindre, il mit son cheval au pas et gagna la ville.

Comme pendant à cette scène de désolation, l'histoire semble avoir mis la rencontre si dramatique du jeune héritier de la couronne de Sardaigne avec le maréchal Radetzky.

Le rendez-vous avait été fixé à Vignale, petite localité située à quelques mètres de Novare, où le chef

de l'armée autrichienne, accompagné d'une suite nombreuse et splendide, attendait depuis quelques instants, lorsque le jeune roi de Sardaigne parut.

Du plus loin qu'il aperçut le maréchal et son escorte, Victor-Emmanuel mit son cheval au galop, et s'élançant vers Radetzky, l'aborda avec ces paroles dites d'un accent de profonde effusion :

« Maréchal, vous voyez devant vous un fils qui n'a plus de père, un roi qui n'a plus de royaume, un général qui n'a plus d'armée ! »

Le maréchal serra la main du prince et tous les deux s'embrassèrent cordialement. Ensuite de quoi Victor-Emmanuel, Radetzky et le général Hess entrèrent à cheval dans la cour d'une maison voisine, où la paix fut négociée.

Les trois personnages de cette scène historique s'entretinrent debout au milieu de la cour, tandis qu'autour d'eux une compagnie de *Sereshans*, pittoresquement drapés dans leurs dalmatiques écarlates, formaient le cercle.

Victor-Emmanuel portait un de ces uniformes

splendides et pittoresques dont jadis le roi Murat aimait tant à se revêtir. Mais ce qui valait mieux que le dolman du roi Murat, ce qui produisit sur l'état-major autrichien une impression qui ne s'est depuis jamais effacée, ce fut l'attitude de Victor-Emmanuel, sa présence d'esprit et ce ton de dignité suprême auquel se prêtait d'ailleurs si bien le caractère martial de sa physionomie.

Les pourparlers terminés, la conversation devint familière.

« Vous m'avez, dit le jeune roi, pris à Mortara six chevaux comme je crains bien qu'il ne m'arrive jamais d'en avoir de pareils; entre autres, un bai-brun magnifique, mais qui n'est pas très-sûr des jambes de devant, je vous en avertis, pour que vous en informiez son heureux possesseur. »

Quelques minutes plus tard, Victor-Emmanuel reconnut un de ses chevaux dans l'escorte du maréchal. C'était l'écuyer de Radetzky qui le montait. A peine le roi en avait-il fait l'observation, que le maréchal donna ordre qu'il fût restitué à qui de droit.

IV

Cette scène nous montre pour la première fois Victor-Emmanuel dans l'exercice de ses fonctions royales. Quel plus triste commencement de règne! Battu à Novare, où il s'était conduit en héros, Charles-Albert avait abdiqué, et son fils venait aujourd'hui recevoir en quelque sorte l'investiture des mains du vainqueur.

Ces deux scènes d'abdication et d'avénement se commentent l'une par l'autre, et l'on conçoit que Victor-Emmanuel ne les ait jamais oubliées. Depuis cette heure d'afflictions et de désastres, dix ans se sont écoulés, pendant lesquels Victor-Emmanuel, par sa foi inébranlable aux destinées de l'Italie, par la plus loyale et la plus intelligente pratique des libertés constitutionnelles, a relevé la fortune de sa maison, et le voilà aujourd'hui,—souverain adoré de son peuple, chef

militaire acclamé par ses soldats dont une armée française soutient irrésistiblement l'effort déjà vigoureux; — le voilà qui vient à son tour régler ses comptes avec l'Autriche et lui imposer devant l'Europe une réparation solennelle. Venger l'insulte faite à sa couronne et conquérir l'indépendance de l'Italie, ce fut le rêve du jeune prince saisissant le pouvoir au lendemain de la bataille de Novare; ce rêve, grâce à nous, s'est déjà réalisé par le côté qui, en somme, lui tenait le plus à cœur, et quant au reste il a le temps d'attendre.

M. de Brignole, qui fut en 1850 l'ambassadeur de Victor-Emmanuel, et dont le patriotisme accepta cette rude tâche d'aller à la cour d'Autriche représenter son pays vaincu, M. le marquis de Brignole, s'il voulait parler, en dirait de belles sur la manière dont en usait le prince de Schwarzenberg à l'égard du Piémont. Au lieu de ménager les justes susceptibilités d'une maison souveraine envers laquelle on avait tant de raisons pour se montrer généreux, il n'y avait sorte d'humiliations qu'on ne se crût en droit de lui infliger, c'étaient des coups d'épingles continuels, un

mauvais vouloir obstiné qui, chez le premier ministre de François-Joseph, se trahissait par les plus mesquines taquineries, comme, par exemple, de faire, pendant des heures, attendre dans son antichambre l'envoyé de Sardaigne, qui voyait passer à tour de rôle tous les personnages inscrits par l'huissier sur sa liste et finissait par n'être point reçu. Le calme imperturbable et la patience vraiment magnanime que le marquis de Brignole sut conserver pendant tout le temps que dura cette épineuse mission, ne se peuvent décrire. Contre les impertinences calculées du prince Schwarzenberg, un simple diplomate n'eût pas tenu, mais M. de Brignole était lui aussi un grand seigneur et, comme tel, certaines grossièretés ne pouvaient l'atteindre, ce qui parfois mécontentait fort le prince premier ministre, lequel maugréait *in petto* de voir ses insolences se dépenser en pure perte.

J'ai tort de dire en pure perte, car ces affronts, quelqu'un les ressentait cruellement, c'était Victor-Emmanuel qui, dès cette époque, ne négligea point de s'attribuer ce qui lui revenait de droit dans les offenses dont on harcelait ses représentants. Comme

ce Lorédan, qui traitait commercialement les affaires avec ses ennemis, le roi de Sardaigne ouvrit, dès ce moment, son livre de comptes avec l'Autriche, livre implacable où les griefs sont venus depuis s'entasser par milliers et qui ne sera clos, désormais, que le jour où l'Autriche, ayant retiré de l'Italie son dernier homme, le fils de Charles-Albert pourra inscrire froidement de sa main, sur la dernière page, le fameux mot du Vénitien : *l'ha pagato*.

La crise terrible à laquelle le Piémont venait d'échapper semblait avoir pour longtemps ébranlé le pouvoir. Victor-Emmanuel réussit très-rapidement à le rétablir sur ses bases. Il lui suffit pour cela de s'adresser au régime représentatif, et de le pratiquer loyalement, sans jamais songer une seule minute à sortir des limites de la Constitution. Quand les tendances du clergé devinrent envahissantes, il s'y opposa carrément, et sut résister avec une égale fermeté aux avances et aux menaces de la cour de Rome ; résistance d'autant plus courageuse que l'ultramontanisme, en Piémont, ne *jouit* point de l'impopularité qu'on pourrait supposer, et compte des adhérents par

milliers aux deux extrémités de l'échelle sociale.

En même temps qu'il rompait en visière aux prétentions cléricales, Victor-Emmanuel battait en brèche le radicalisme. A ce sujet, la ville de Gênes, foyer ordinaire des mécontents, lui voulut même tant soit peu tenir rancune. Mais, en 1854, le choléra s'étant montré, Victor-Emmanuel accourut au plus fort du péril, et paya si bravement de sa personne que les moins bienveillants furent contraints à la reconnaissance [1].

Une fois ses affaires dûment réglées à l'intérieur, le fils de Charles-Albert reprit au dehors la politique de son père et se remit habilement à dresser ses plans de revanche sur l'Autriche. Il se rapprocha de plus en plus de la France, entra dans l'alliance contre la Russie et conquit par là, à son pays, une voix dans le

[1] L'année 1855, qui suivit celle du choléra, amena deuil après deuil dans la famille du Roi, qui, en moins d'un mois, vit mourir coup sur coup sa mère, sa femme et son frère. Victor-Emmanuel a aujourd'hui trois fils : le prince Humbert, né le 14 mars 1844; le prince Amédée, né le 30 mai 1845, le prince Othon-Eugène, né le 30 mai 1845, et deux filles : la princesse Clotilde, née le 2 mars 1843, mariée au prince Napoléon, et la princesse Marie Pie, née le 16 octobre 1847.

conseil des grandes puissances, ce qui, certes, peut compter au premier rang des échecs que la politique suivie par M. de Buol, pendant la guerre d'Orient, a déjà valus à l'Autriche. Cependant les rapports diplomatiques entre les cours de Turin et de Vienne se tendaient chaque jour davantage. L'expédition de Crimée et les désastres dont elle fut la cause pour la Russie, avaient laissé, au cœur de cette puissance, les ferments d'une haine implacable contre l'Autriche; le Piémont ne manqua pas de les exploiter en offrant un port à la marine russe.

Inutile, maintenant, de crayonner cette physionomie de roi-soldat. Tout le monde la sait par cœur. Pendant son séjour à Paris, Victor-Emmanuel ne ménageait pas sa présence; au théâtre, au bois, dans les jardins et les musées, on le rencontrait partout, et ceux qui n'eurent point alors cette bonne fortune, peuvent aujourd'hui se la procurer à toute heure, en allant faire une station devant la vitrine de Rittner et Goupil. Œil intelligent, front hardi, traits irréguliers, moustache farouche, tout cela composant un ensemble des plus sympathiques. Dans la façon d'être, un

laisser-aller cordial, un enjouement plein d'abandon, et parfois, comme correctif, une dignité souveraine, plus que de la dignité, de la raideur, le sang des archiducs qui se réveille. On raconte qu'en Angleterre, à la cour de la reine Victoria, cet air de grande dignité que le fils de Charles-Albert sait prendre dans l'occasion fit merveille. Il n'importe s'il y a de par le monde des caractères moroses et portés à l'humeur noire, Victor-Emmanuel n'est point de ceux-là. Il préfère l'action à la rêverie, et n'a rien du mélancolique Hamlet, bien plutôt serait-il Fortinbras, ce vaillant prince qui ne marche qu'au bruit de la mousqueterie et des clairons. Cette idée de l'indépendance italienne qui fut l'unique rêve de son existence, il l'a de tout temps poursuivie, mais sans fanatisme, en beau joueur qui guette la chance, et qui, lorsque l'heure de lier partie est arrivée, se dit cette parole si française : Allons-y gaiement !

LE MARÉCHAL MAC-MAHON

I

C'était vers les premiers temps de l'occupation de l'Algérie par l'armée française. M. de Mac-Mahon n'était alors qu'un simple capitaine d'état-major, un fort élégant jeune homme, et déjà connu comme un de ces braves qui en même temps que le mérite ont *la chance*. Il n'avait jamais été blessé, ce qui, aux yeux des races orientales, est un signe de prédestination manifeste. Un jour, le capitaine de Mac-Mahon est envoyé inspecter une espèce de cabane située dans un fossé, et que l'on croyait abandonnée.—Il y court,

met pied à terre sur le bord du fossé, et fait le tour de la cabane. — Personne! Il entre dans la masure, et dans ce petit carré de six ou sept pieds, se trouve face à face avec un Arabe. Ce fut l'œuvre d'une seconde; l'officier français est couché en joue à bout portant, et cette fois-ci la mort paraît inévitable. — Le doigt de l'Arabe presse la détente. — Le coup a dû partir, — cependant l'officier français est encore debout!

Le fusil de l'Arabe avait fait long feu!

L'arme lui échappe des mains, et, avec un cri guttural, l'Africain s'affaisse sur lui-même, convaincu qu'un miracle vient de s'accomplir, et qu'il a devant lui un de ces mortels privilégiés que Dieu rend invulnérables.

Ce qu'il advint de l'Arabe, je n'ai pas besoin de vous le dire. Il alla rendre compte de son aventure au prophète dans ce paradis dont l'espoir rend tout bon musulman si indifférent aux choses d'ici-bas.

Quant au jeune capitaine, il est aujourd'hui maréchal de France, et cette *invulnérabilité* dans laquelle l'Arabe vit sans doute un signe manifeste de prédes-

tination, ne s'est depuis jamais démentie. De tant de batailles parmi lesquelles il faut nommer Malakoff et Magenta qui peuvent compter, et où il a fait des prodiges de valeur, M. de Mac-Mahon est toujours sorti sans une égratignure, ce qui ne laisse pas de créer, à la guerre, un certain prestige, car si c'est beaucoup d'être brave, c'est aussi quelque chose d'être heureux.

Ce mot de *favori de la fortune*, dont on a tant abusé jadis, n'est peut-être point un si vain mot qu'on pense; et il y a en effet de ces hommes avec lesquels les choses les plus aventureuses et les plus risquées finissent toujours par bien tourner. A cette classe d'heureux mortels et d'*enfants gâtés de la victoire* appartiendrait, ce semble, le maréchal Mac-Mahon, l'héroïque tranche-muraille de la tour Malakoff, et en même temps le capitaine habile qui sut arriver juste à point nommé sur le champ de bataille de Magenta. Avoir son étoile là-haut est pour quiconque ici-bas une grande affaire, mais principalement pour le chef militaire qui avant tout a besoin d'inspirer autour de soi la confiance. Cependant la plupart du temps il suffit de regarder de près dans les actes et le caractère de

ces favoris de la fortune pour acquérir la conviction qu'en somme la fortune n'a point tout fait, et que, si elle y a mis du sien, eux de leur côté ne se sont point abandonnés, tant s'en faut. Le maréchal Mac-Mahon nous en serait, au besoin, un parlant exemple. Heureux, oui, sans doute! mais à la condition que dans ce bonheur on nous permettra de faire entrer le talent, l'énergie, la science et le tact militaires et toutes ces qualités morales qui sont en général pour une grande part dans les faveurs de la fortune.

Les princes de la maison d'Orléans avaient l'œil clairvoyant à l'endroit des jeunes officiers de mérite, et c'est un honneur qu'on ne leur contestera point d'avoir su pressentir et deviner de loin la plupart des grandes renommées à l'ordre du jour.

Ainsi advint-il pour le jeune capitaine.

Né à Autun vers 1807, le comte de Mac-Mahon descend d'une ancienne famille catholique irlandaise qui s'attacha à la destinée des Stuarts. Fils d'un pair de France, qui fut un des amis personnels de Charles X, il entra à l'école de Saint-Cyr en 1825, fit

ses premières armes à l'expédition d'Alger, assista comme aide de camp du général Achard au siége d'Anvers, devint capitaine en 1833 et passa en Afrique, où il se distingua par plusieurs actions d'éclat, notamment en 1837, au siége de Constantine.

Le siége de Constantine est un des plus beaux fleurons de la couronne des zouaves; pendant l'établissement des batteries, on les vit en plein jour, sous le feu de la place, relever et traîner jusqu'au sommet du Mansourah les pièces de vingt-quatre que dans la nuit les chevaux n'avaient pu arracher à la boue. Le jour de l'assaut ils obtinrent l'insigne honneur de marcher en tête de la première colonne. Tous ceux qui ont parcouru les galeries de Versailles se rappellent le saisissant tableau d'Horace Vernet : Lamoricière, au sommet de la brèche où il allait disparaître bientôt dans un nuage de poussière, au milieu d'une effroyable explosion; à côté de lui le commandant Vieus, du génie, escaladant le pan du mur sur lequel il allait être frappé à mort, et plus bas l'héroïque colonel Combes du 47e, et tant d'autres braves que le peintre n'a pas connus et

parmi lesquels figurait le capitaine Mac-Mahon.

« Lors de la formation des chasseurs à pied, raconte un écrivain illustre[1], on songea naturellement à mettre à la tête des divers bataillons de ce corps d'élite des officiers distingués par leurs bons et vaillants services. Quand vous parcourez aujourd'hui les cadres de ces bataillons tels qu'ils furent alors composés, vous n'y trouvez que des noms qui se sont illustrés depuis : les Mellinet, les Forey, les Ladmirault.

» Le comte de Mac-Mahon, capitaine d'état-major, signalé par plusieurs actions d'éclat, fut mis à la tête du dixième bataillon. »

En 1845, M. de Mac-Mahon fut nommé colonel. Absolu dans le commandement, intrépide dans l'action, la seule vue de son régiment rendait les Arabes doux comme des moutons. Ils savaient par mainte expérience acquise à leurs dépens, que le colonel ne plaisantait pas une fois une affaire engagée. Et quand il visitait les montagnes kabyles, s'il trouvait sur ses pas des gens furieux de se soumettre, ces braves

[1] Voir *Les Zouaves et Chasseurs à pied*, p. 53 et 143. Est-il be-

gens n'en payaient pas moins l'arriéré sans mot dire.

La révolution de 1848, qui fit et surtout défit tant de fortunes, n'exerça, pour le moment du moins, aucune influence sur le sort du brave colonel. A peine s'en aperçut-il au fond de l'Afrique, où vint le trouver dans la même année son brevet de général de rigade et sa nomination au poste de commandant de la province de Constantine.

Après le coup d'État du 2 décembre, auquel M. de Mac-Mahon demeura d'ailleurs absolument étranger, Louis-Napoléon le fit général de division. Il mena à bien comme tel, pendant les années suivantes, diverses opérations en Kabylie, et ne tarda pas à compter au premier rang de nos généraux africains les plus distingués. Il paraît toutefois n'avoir jamais recherché la faveur des cours.

soin de nommer ce livre que tout le monde a lu? Œuvre toute militaire d'un esprit élégant et politique que les études d'histoire et de guerre ont rendu historien à l'école de César et de Frédéric, et qui, dans des récits pleins d'énergie comme de clarté, fait sentir la palpitation et le regret d'un cœur généreux que le travail entretient et ne distrait pas de sa vocation première.

II

Nommé général de brigade en 1848, puis, le 16 juillet 1852, élevé au grade de général de division, le comte de Mac-Mahon se trouvait en disponibilité à Paris, lorsque le général Canrobert résigna le commandement en chef de l'armée de Crimée. Il lui succéda dans le commandement de sa division d'infanterie. Ici encore se laisse voir cette heureuse chance qui, depuis le début de sa carrière jusqu'à la bataille de Magenta, n'a jamais abandonné l'illustre officier. En effet, lorsque le général Mac-Mahon vint se mettre à la tête de sa division, les mauvais jours du siége étaient passés et il ne restait que de la gloire à conquérir. J'appelle les mauvais jours ceux où le succès définitif de cette longue et laborieuse guerre pouvait sembler encore incertain, ceux où cette vaillante armée, en proie aux intempéries du climat, aux privations,

aux maladies, se consumait en travaux, en épreuves de toute espèce, en attendant que l'heure sonnât de livrer l'assaut. Le général Mac-Mahon, lui, au moins, n'attendit pas et ce fut presque à la veille de Malakoff que l'heureuse influence qui préside à sa destinée lui permit d'arriver sur ce sol ingrat et funeste depuis si longtemps pour tant d'autres de ses frères d'armes qui allaient triompher à ses côtés.

On sait comment l'héroïque général se comporta à cette fête du 6 septembre 1855. Tambours et clairons battent et sonnent la charge, la première brigade de la division Mac-Mahon n'a que vingt-cinq à trente mètres à parcourir; au signal de son chef qui lui montre le chemin, elle s'élance avec un hourra frénétique, en quelques secondes les troupes ont atteint la partie extérieure de Malakoff. Les escarpements de talus présentent de sérieux et difficiles obstacles, mais les soldats se jettent dans les fossés, se cramponnent aux aspérités du sol; *agiles comme des chats, bondissant comme des panthères*, ils apparaissent sur la crête des parapets et plantent glorieusement le drapeau de la France sur le bastion ennemi.

« J'y entrerai, et soyez certain que je n'en sortirai pas vivant, » avait répondu la veille l'intrépide général de Mac-Mahon au général Niel, qui lui disait que le gain de la journée était attaché à la prise de Malakoff. Et non-seulement il était entré, mais il s'y maintenait définitivement, après avoir résisté pendant plusieurs heures aux attaques désespérées des Russes qui, fatigués de son opiniâtreté, se résolurent enfin à la retraite.

Les insignes de grand'croix de la Légion d'honneur et la dignité de sénateur récompensèrent cet éclatant fait d'armes.

Peu après son retour de la guerre de Crimée, le général Mac-Mahon partit de nouveau pour l'Afrique et, en 1857, soumit la Kabylie. Plus tard, à l'occasion des changements apportés dans l'administration de la colonie, il fut nommé commandant supérieur des forces de terre et de mer et conserva cette position jusque vers les premiers mois de cette année, époque à laquelle il reçut l'ordre de se rendre en France, pour y prendre un commandement dans l'armée d'Italie. On le mit à la tête du 2e corps, presque

entièrement composé de régiments bien connus de lui et déjà vingt fois ayant, sous ce même chef, affronté la bourrasque africaine. Le 31 mai, l'armée devant faire un mouvement décisif, le général Mac-Mahon reçut l'ordre de franchir le Tessin à Turbigo, pour ensuite tourner les Autrichiens et les prendre en flanc, tandis que les autres corps ayant passé le fleuve, les uns sur le même point, les autres au pont de San-Martino(Buffalora), attaqueraient l'ennemi de front aux environs de Magenta. Le général Mac-Mahon traversa le fleuve à Turbigo le 3 juin dans la matinée, et rencontrant vers l'après-midi un détachement de l'armée autrichienne qui s'avançait de Milan, il le repoussa de Robechetto. Le 4 juin il descendait du côté de Magenta lorsque, non loin de Buffalora, il se vit assaillir par d'imposantes masses qu'il dut battre et tailler en pièces à la hâte pour s'avancer de biais vers Magenta. A travers quels incroyables périls, au prix de quels efforts surhumains il y arriva, c'est à l'histoire qu'il appartient de le dire. Enfin, vers cinq heures et demie, il atteignait son but et relevait par un coup de main héroïque la fortune de la journée.

Aussi affable, aussi distingué dans les relations ordinaires de la vie, que rude et intrépide guerrier sur le champ de bataille, on a dit du maréchal Mac-Mahon qu'il alliait la mâle énergie d'un Cambronne à la valeur élégante d'un Richelieu.

Il y a du vrai dans ce mot, et beaucoup.

« Ma bague, ah ! ma bague, » s'écriait à Fontenoy un lieutenant aux gardes françaises courant après sa main qu'un boulet venait de lui enlever. L'anecdote, je le sais, sent un peu trop son dix-huitième siècle, et le héros de Malakoff et de Magenta, homme de devoir avant tout, a plus de gravité dans le tempérament que n'en comporte un pareil mot. Aussi ne l'ai-je cité que pour indiquer un côté charmant de la bravoure française, le côté de l'esprit, de l'élégance, de la galanterie jusque devant la mort.

III

Le maréchal Mac-Mahon appartient à cette classe de héros qui portent sur le champ de bataille l'aisance qu'on pourrait avoir dans un salon. Il a, si j'ose le dire, le courage aristocratique. Mais si, chez lui, le soldat se ressent toujours de l'homme du monde, je me hâte d'ajouter que l'homme du monde n'a rien du soldat. On aurait de la peine à comprendre tout ce qu'il y a de vraie modestie et de réserve aimable dans ce guerrier illustre, qui, partout ailleurs qu'au milieu de la mousqueterie et de la mitraille, semble mettre sa gloire à s'effacer. A ce point de vue, son rapport à l'Empereur sur la bataille de Magenta restera comme un document exemplaire. Impossible de parler avec plus de dignité calme et d'*impersonnalité* d'une action à laquelle on vient de prendre soi-même une si magnifique part.

Au dehors, la physionomie du maréchal Mac-Mahon répond exactement à l'idée qu'on peut s'en faire d'après ses qualités morales. Son visage a quelque chose d'austère et d'attrayant à la fois ; on y sent tout de suite l'homme de devoir, le galant homme. D'une taille ordinaire, plutôt mince que gros, ce qui vous frappe d'abord, c'est, comme chez Lamartine et le général Changarnier, la petitesse de la tête. Il y a quelques années, le marquis de Mac-Mahon son frère périt tragiquement, aux courses d'Autun, d'une chute de cheval. La société parisienne s'émut vivement de cette catastrophe, le faubourg Saint-Germain surtout, auquel sa famille appartient et par les origines et par les alliances. La noble et jeune dame, qu'on appelait hier la comtesse de Mac-Mahon et qui s'appelle aujourd'hui la maréchale-duchesse de Magenta, est une nièce du duc de Castries, un des derniers, des plus fidèles et des plus respectables partisans de l'opinion légitimiste. Comme les Grouchy, les Davoust, les Lauriston, sous le premier Empire, le maréchal Mac-Mahon semble représenter, dans notre jeune et vaillante armée, cette tradition du nom, qui ne doit pas se perdre, et qu'on

retrouve aujourd'hui comme on la retrouva et sous la République et sous Napoléon Ier ; car si la France est le pays des victoires d'Arcole, d'Austerlitz, d'Inkermann et de Magenta, elle est aussi la terre des batailles de Rocroi, de Denain et de Fontenoy. Et pour ceux qui aiment la patrie comme on doit l'aimer, en dehors des passions de la politique; pour ceux dont le cœur bat au souvenir, au récit de toutes ses gloires, c'est une des plus intéressantes figures que celle de ce héros de Magenta, en qui se résument et se personnifient pour ainsi dire deux grandes dates de l'histoire de nos armées, et qui, intrépide au milieu du feu, comme un zouave, conserve dans son caractère toute la politesse et toute l'élégance d'un capitaine aux gardes françaises.

Chose singulière, le maréchal Mac-Mahon et le général Auger se sont trouvés ensemble aides de camp du général Changarnier en Afrique. Qui aurait dit alors à ces trois illustres soldats ce que leur réservait l'avenir? L'un, ancien camarade de Lamoricière à l'École polytechnique, noblement épris des idées de progrès et de liberté, est mort l'autre jour en héros sur

le champ de bataille de Solferino; l'autre est maréchal de France, et toutes ses dignités ne sont rien auprès de la gloire qu'il s'est conquise et de l'estime qu'il inspire; le troisième enfin, le Masséna africain, comme l'appelait Saint-Arnaud, le *Changarli* [1], comme disaient les Arabes, le grand tacticien de l'armée française en Algérie, le sauveur de la société contre la démagogie, vit aujourd'hui tristement en exil!

« Ce n'est pas la tête qu'il faut porter haut, c'est le cœur, » disait Chateaubriand; le maréchal Mac-Mahon connaît cette maxime et s'y conforme. La noblesse de sa race, la droiture de son caractère, sa fortune personnelle, font de lui un de ces hommes à part qui, s'isolant en quelque sorte dans l'accomplissement de leur devoir, savent s'arranger de manière à servir le pays au premier rang sans jamais engager leur indépendance. C'est du reste une mâle et robuste nature que le climat d'Afrique a plutôt retrempée et capable de supporter les fatigues et les privations avec

[1] *Changar* est une racine arabe qui veut dire abattre.

autant d'insouciance que les dangers. Passer vingt heures à cheval ne lui coûte rien. On dit en outre le maréchal très-bon pour ses soldats et très-soigneux de leur bien-être, ce qui, avec les qualités dont on lui fait honneur, ne saurait certes étonner personne. Tout porte donc à supposer qu'il y a encore de nobles et grandes choses à attendre du maréchal Mac-Mahon, pourvu que les balles ennemies l'épargnent, et là-dessus il faut forcément s'en remettre à sa destinée, car pour ce qui le regarde, on peut compter d'avance qu'il ne fera rien pour les éviter.

LE FELD-MARÉCHAL BARON DE HESS

I

Dans les conseils et sur le champ de bataille deux hommes complétaient le maréchal Radetzky. Ces deux hommes étaient le lieutenant-feld-maréchal Hess et le lieutenant feld-maréchal Schoenhals.

A Milan, tous les deux habitaient avec le maréchal Radetzky la Villa-Reale, et la trinité militaire s'était déjà depuis longtemps formée lorsque les événements de 1848 éclatèrent. Tacticien habile et consommé, Hess combinait les plans d'opération, tandis que le comte Schoenhals, homme de naissance et beau par-

leur, était plus spécialement chargé de la rédaction des dépêches, bulletins, manifestes et ordres du jour.

Pour aujourd'hui, occupons-nous du tacticien.

Le général Hess est né à Vienne en 1788. Il avait dix-sept ans lorsqu'il commença sa carrière militaire. Son intelligence et ses bons services ne tardèrent pas à le faire remarquer; il fut nommé bientôt officier d'état-major, et prit part en cette qualité aux campagnes de 1805, 1809, 1813, 1814 et 1815. Sa conduite à la bataille de Wagram lui valut le grade de capitaine dans le même corps, et, en 1813, il accompagna le général Bubna dans sa fameuse mission à Dresde. Nous le retrouvons, toujours sous les ordres de ce même général, à la bataille de Leipzig, et, en 1814, aux combats de Genève et de Lyon. Ce fut seulement en 1815 qu'il entra dans l'état-major général, et, pour la première fois, se vit en position de suivre les plans d'opération de grandes armées. A la fin des guerres de l'Empire, il avait vingt-sept ans, le grade de major et quatre croix sur la poitrine.

Le jeune officier, que le goût de l'étude passionnait, profita des jours de calme survenus, pour se

livrer à des travaux approfondis de géographie et d'histoire militaires. Lieutenant-colonel en 1822, colonel en 1829, il était, en 1830, placé à la tête de l'état-major du corps d'armée mobile opérant dans la haute Italie. Ces importantes fonctions le mirent naturellement en rapport avec le général Radetzky, dont il ne tarda point à se concilier toute la confiance et dont il sut, dès le premier moment, saisir et exécuter les idées et les plans avec une rare intelligence. Nul mieux que Radetzky ne connaissait le côté faible de l'armée autrichienne, nul mieux que lui ne se rendait compte des réformes à introduire dans les manœuvres; mais il savait en même temps que pour avoir le droit d'émettre certaines idées, il faut occuper certains postes. Aussi avait-il prudemment attendu d'être commandant en chef. Parvenu aux grades culminants, il possédait désormais toute l'indépendance nécessaire; un aide seulement lui manquait : cet aide s'offrit à lui dans Hess. Radetzky se donna garde de laisser échapper l'occasion; il s'empara de cet esprit actif, prompt à comprendre et à formuler, lui communiqua ses principes et lui dicta, en quelque

sorte, les *Instructions de Campagne* et les *Instructions de manœuvre*, deux ouvrages qui furent remarqués en Europe des hommes compétents, et dont l'armée autrichienne en Italie commença dès lors à mettre les préceptes à exécution.

II

Il va sans dire que ces réformes ne triomphèrent point sans résistance. Puisque, aujourd'hui encore, l'école de Mélas peut avoir ses classiques, on imagine aisément quelle opposition entêtée dut provoquer, il y a vingt ans, chez les sectateurs routiniers de la vieille stratégie, une réforme s'inspirant des besoins nouveaux et des traditions napoléoniennes. Six ou huit têtes à perruques, gravement rassemblées à Vienne autour d'un tapis vert, disposaient autrefois des mouvements et du sort d'une armée. Ces honnêtes gens vous pointaient sur une carte les opérations

d'un corps de cent mille hommes, comme un conseil aulique de chorégraphes règlerait un ballet ; puis, le plan, ainsi dressé officiellement, était scellé du grand sceau de l'État et porté par estafette au général commandant en chef les troupes de Sa Majesté Impériale, Royale, Apostolique, lequel général se faisait battre incontinent, en ayant à part lui, dans sa défaite, cette consolation, que les médecins de Molière accordent à leurs malades, de mourir au moins selon les règles.

Le maréchal Radetzky n'était point homme à se laisser imposer un plan de campagne, et tous les conseils auliques de l'empire eussent à ce jeu perdu leur peine et leur latin. Qu'on se rappelle l'insolent dédain qu'il affecta en 1848 vis-à-vis de l'assemblée de Kremsier, lorsque, en dépit des ordres qu'il recevait de Vienne, il se retira dans Vérone pour y ravitailler ses troupes, organiser son matériel, et attendre l'armée de réserve que Nugent lui amenait.

Le général Hess appartient, lui aussi, à cette classe d'esprits fermes et convaincus qui peuvent se passer du commandement, mais qui, dès qu'ils l'acceptent, prétendent l'exercer librement.

En 1834, Hess fut promu au grade de général de brigade d'infanterie, et après avoir longtemps, en cette qualité, servi à la tête de l'état-major, il reçut, en 1842, le titre de lieutenant-feld-maréchal. Les événements de 1848 allaient faire de Hess un commandant supérieur de la garde nationale, lorsque Radetzky l'appela auprès de lui en Italie.

On a souvent comparé la position du général Hess auprès de Radetzky pendant les années 1848 et 1849, à celle que jadis occupait auprès de Blücher le général Gneisenau. C'était la même confiance de la part des deux chefs toujours disposés à mettre leur vieille expérience et leur popularité au service des idées et des talents de leurs plus jeunes lieutenants.

Hess, à son arrivée en Italie, trouva l'armée autrichienne sinon complétement désorganisée, du moins fort dépourvue, et retirée derrière l'Adige. Forte seulement de trente-cinq mille hommes, et menacée de trois côtés par l'ennemi, elle campait au milieu du fameux quadrilatère de Peschiera, Vérone, Mantoue et Legnano. Mais lorsque le 25 mai, la première réserve, composée environ de dix-neuf mille hommes,

arriva de l'Isonzo sous la conduite du comte Thurn, Radetzky se prépara à mettre à exécution les plans longuement médités de son nouveau quartier-maître général. La première opération conseillée par Hess fut une marche de flanc très-hardie de Vérone à Mantoue, et presque sous les yeux de l'ennemi ; cette marche, qui conduisit aux combats de Curtatone et de Montanara, avait pour but définitif de débloquer Peschiera. L'entreprise, toutefois, ne réussit point si complétement qu'on croyait pouvoir attendre, et les chefs de l'armée autrichienne attribuèrent leur mésaventure à l'insubordination du général d'Aspre, qui, par un de ces coups de tête dont sa carrière militaire offre vingt exemples, avait jugé à propos de ne pas donner.

C'était en effet le plus intraitable compagnon, que ce général d'Aspre, et, comme on dirait vulgairement, le plus *mauvais coucheur*. Misères de l'humanité ! faut-il bien que jusque chez les héros on vous rencontre ! Le général d'Aspre était sujet à de terribles accès de goutte, et cette maladie avait pour résultat de paralyser en un clin d'œil tous ses mouve-

ments. Il souffrait alors les tortures d'un damné. Mais, à l'entendre, ces tortures physiques n'étaient que peu de chose auprès du supplice moral qu'il endurait à se voir ainsi impotent et perclus. Impotent ! ce fier soldat dont le cheval hennit aux apprêts d'une bataille ! Perclus ! ce vainqueur de la veille de qui dépend l'affaire du lendemain. « Pends-toi ! brave Crillon ! disait jadis le roi de France, on s'est battu sans toi ! » Mais d'Aspre, lui, ne voulait pas qu'on se battît ; il aimait mieux, cet homme impraticable, compromettre le succès d'une journée que d'envoyer ses troupes au combat quand il ne pouvait pas les y conduire. Lorsque, après Goïto, le Maréchal lui demanda sévèrement pourquoi il n'était pas arrivé au bruit du canon ? — Le canon, répondit d'Aspre avec amertume, je ne l'ai pas entendu. — La goutte l'avait, cette fois, rendu sourd. Ennuyé, maussade, sarcastique, dégoûté de tout, il n'écoutait que l'humeur du moment ; tantôt, comme aux affaires de Goïto et de Peschiera, refusant de donner, et tantôt, comme à Novare, s'exposant à compromettre l'action par l'excès de son audace. On eût dit qu'aux jours de bien-être il voulût regagner le

temps perdu et se montrer héroïque et pour l'heure présente et pour le lendemain, dont moins que personne il pouvait répondre.

III

Je n'ai point à m'improviser ici l'historien des batailles de Custozza et de Novare. Après Custozza, il y eut un armistice à négocier, et ce fut le lieutenant-feld-maréchal Hess qu'on chargea d'apposer son nom au bas de ce traité. Puis, sept mois plus tard, le 16 mars 1849, les hostilités ayant été de nouveau dénoncées, ce fut encore à Hess qu'on s'en remit du soin d'aviser à la situation. Le général avait à part lui son plan de campagne dès longtemps étudié, et dont il fit mystère jusqu'au moment de l'exécution. Après la bataille de Novare, Radetzky, loin de chercher à s'ap-

proprier la part que pouvait avoir eue dans ses succès cet officier général, se réserva le soin de consigner lui-même ses services. Voici ce qu'on lit dans le rapport officiel du Maréchal sur la seconde campagne d'Italie : « Parmi les compagnons fidèles qui ont soutenu chacun de mes pas, je nomme au premier rang, et avant tous, mon quartier-maître général le lieutenant-feld-maréchal Hess. A lui, et j'en rends témoignage ici du fond de mon cœur, appartient, et de beaucoup, la plus grande part des succès obtenus dans la dernière campagne par les armes de l'Empereur. Prompt à embrasser la situation d'un coup d'œil infaillible, habile à saisir l'occasion, à profiter des moindres avantages, le regard toujours fixé sur le but... Je l'avais investi de toute ma confiance, l'armée le savait. » J'ajoute à ces paroles le billet écrit à la baronne de Hess une heure après la bataille : « Nous avons battu l'ennemi à Novare, et si la gloire de cette journée me revient, votre mari, madame, en a, lui, tout le mérite. »

En 1855, lors de la guerre d'Orient, le général

Hess reçut le commandement supérieur des armées d'observation, et la stratégie politique qu'il déploya à cette époque n'aura certes pas médiocrement contribué à valoir à son pays cette haine irrémédiable de la Russie, dont il nous est permis à nous de ne pas nous plaindre. Par l'habile disposition de ses deux corps d'armée, dont l'un placé sur les frontières de la Gallicie menaçait la Pologne, et dont l'autre occupant la Bukowine et la Transylvanie faisait face aux Principautés, le général Hess empêcha les Russes de s'avancer par la Dobrudscha vers les Balkans, et les contraignit à vider le sol des Principautés. Et c'est ainsi qu'en croyant faire les affaires de l'Autriche il faisait les nôtres et s'acquérait par là, d'avance, et sans trop s'en douter, un titre à notre reconnaissance.

Le général Hess passe aujourd'hui pour la première capacité militaire de son pays, c'est un petit vieillard très-sec et très-vert, à l'œil intelligent et vif, aux cheveux blonds, fort réservé dans sa parole et, comme il arrive chez les hommes très-occupés, n'aimant à causer qu'en dehors du terrain des banalités. S'il daigne vous entretenir, vous assistez à la conversation

d'un esprit solide et convaincu, d'une raison calme et ferme, et qui, si elle eût été plus écoutée, aurait coupé court à bien des illusions grosses de périls et de revers. Marié depuis 1841 à la baronne de Diller, on renomme partout ses vertus domestiques, ses mœurs sobres et graves. Vous lui donneriez à peine soixante ans à le voir passer mince et droit dans sa capote grise, dont aucune marque de distinction ne rehausse d'ordinaire la simplicité.

Et pourtant, ce ne sont ni les honneurs ni les titres qui lui manquent. Sans aborder le chapitre des croix, ce qui nous mènerait trop loin, contentons-nous de dire que le baron Henri de Hess était hier encore lieutenant-feld-maréchal, quartier-maître général, propriétaire du régiment d'infanterie n° 49, et conseiller de l'empire. On remarquera que nous disons : hier, car une ordonnance toute récente vient de l'élever à la dignité suprême de feld-maréchal. Depuis la mort de Radetzky, qu'on appelait tout court le maréchal, comme on faisait jadis chez nous pour le maréchal Soult, il n'y avait, si nous ne nous trompons, que deux feld-maréchaux dans l'armée autrichienne,

lesquels étaient le prince Windisch-Graetz, et le vieux comte Nugent, père de cette spirituelle et charmante marquise Strozzi, si recherchée naguère de la société parisienne, et qu'on retrouvait cet hiver à toutes les fêtes des Tuileries.

LE ROI FRÉDERIC-GUILLAUME IV

I.

C'était vers 1847, Frédéric-Guillaume IV célébrait à cette époque les beaux jours de son règne et se consolait, au milieu de ses savants, de ses poëtes et de ses artistes, des concessions que l'esprit du temps lui arrachait, concessions doublement pénibles et cruelles, quand on songe que nul monarque ne fut peut-être plus jaloux que celui-là des droits de sa couronne, et qu'on se représente ce qu'il en dut coûter à ce descendant des vieux burgraves de Nüremberg pour mettre entre lui et ses peuples cette damnée

feuille de papier, moins méchante après tout qu'on ne le dit, car on la retrouve aux moments difficiles, et si les individus passent, elle reste : *scripta manent.*

Comme il avait le cœur droit et magnanime, son rêve eût été de régner en prince du moyen âge, en roi chevalier qui, du haut du trône, fait pleuvoir sur ses peuples les trésors de sa sagesse et de ses bienfaits. Une constitution, peut-être se fût-il décidé à l'octroyer, mais à son jour, à son heure, après l'avoir élaborée à l'écart, en silence et lentement imprégnée de toutes les poésies traditionnelles, de tout le mysticisme du passé.

Au lieu de cela, on la lui prit de force.

Il pensait, il voulait en roi ; mais le siècle était pratique et positif. Temps qui s'agite, roi qui rêve, ne sauraient faire bon ménage ensemble. Que de malentendus, de tribulations et de misères !

En 1848, il fallut rompre, et si depuis le divorce avait cessé, les tiraillements ne cessaient pas. Dieu, qui lit dans le cœur des rois, connaît seul le secret du mal qui trouble aujourd'hui cette honnête et vaste intelligence, et tout ce qu'il y a d'illusions déçues, de mécomptes

essuyés, de loyaux et tardifs regrets au fond de l'incurable mélancolie dont Frédéric-Guillaume IV s'en va languissant comme un autre roi Lear.

II

Il n'importe : à cette époque, rien d'irréparable n'avait encore eu lieu; il pouvait y avoir des difficultés, des froissements, mais tout cela sans grande conséquence; le découragement, Dieu merci, ne se laissait pas pressentir, et contre les soucis de l'heure présente que de consolations dans la poésie et les beaux-arts ! Frédéric-Guillaume IV ne créa pas le mouvement romantique, lequel fut, en Allemagne, le produit du sentiment national surexcité contre la France par les guerres de l'Empire; mais il s'en appropria les restes en dilettante raffiné, on pourrait presque dire qu'il mit en bouteille pour le déguster tout à son aise cet esprit du passé qui déjà menaçait de s'évaporer. Le

vieux Tieck, quand il lisait *Phantasus* et *Zerbino* à Charlottenbourg, quand il voyait représenter *le Chat botté* sur le théâtre de Potsdam, pouvait se croire aux beaux jours de sa jeunesse, alors que tant d'aimables chefs-d'œuvre dont nous ne nous occupons plus guère aujourd'hui électrisaient les générations nouvelles.

Une autre gourmandise littéraire de ce roi bel esprit était de se faire jouer l'*Antigone* de Sophocle, ou *le Songe d'une nuit d'été* de Shakspeare avec la musique de Mendelssohn.

Hélas! qui le soupçonnerait? ces goûts, tout innocents, tout honorables qu'ils nous paraissent, et qui, chez un grand seigneur ordinaire, eussent provoqué l'admiration, ne rencontrèrent dans le public que froideur et moquerie. L'opposition en prit texte pour reprocher à l'illustre Mécène de s'isoler de la nation jusque dans ses plaisirs. Que cet archaïsme ne répondît pas aux besoins du moment, nous le voulons bien et sommes de ceux qui pensent qu'il eût été beaucoup plus beau de voir un prince susciter autour de soi de grands poëtes et leur imprimer un généreux élan vers les questions d'intérêt général, comme la chose advint

jadis à cette petite cour de Weimar, dont on ne saurait trop haut porter la renommée ; mais les Charles-Auguste sont rares dans l'histoire, et tout le monde n'a pas Gœthe et Schiller sous la main. Somme toute, en cette occasion comme en tant d'autres, on fut injuste et cruel devant ce roi aux instincts élevés, aux mœurs nobles, car s'il pouvait mieux faire, il pouvait aussi faire plus mal, et rien ne l'empêchait en dernière analyse de se faire traduire les vaudevilles du Gymnase ou du Palais-Royal.

Un écrivain de nos amis a tracé quelque part l'amusant tableau d'une fête de cour où le roi Frédéric-Guillaume, qu'il désirait tant voir, lui apparut pour la première fois. Cela se passait aux environs de 1848. La noblesse de province était accourue *in fiocchi;* Cornelius, se laissant distraire de ses compositions religieuses, avait peint en style dramatique, et d'une grâce légèrement affectée, diverses héroïdes empruntées à la *Jérusalem* du Tasse ; tous les poëtes, tous les musiciens, et aussi tous les ministres et tous les diplomates étaient là, car avec Frédéric-Guillaume IV, Meyerbeer et Cornelius, Rauch et Tieck passaient

d'abord; Eichorn et Stolberg, Usedom et Gerlach ne venaient qu'après.

Mais parcourons, sur les pas de l'écrivain que nous citions plus haut, cette splendide fête, comme Berlin n'en avait plus revu depuis l'éclat des jours où l'aigle prussienne étreignit dans ses serres un sceptre royal.

« Je ne me sentais, au milieu de tout ce brouhaha, de curiosité et d'intérêt que pour une seule personne, le reste me touchait peu. Soudain, à travers cette foule compacte, un chemin s'ouvre dans l'immense étendue des salons, et par cette voie un homme s'avance en domino noir, le lorgnon à l'œil et saluant de côté et d'autre sur son passage. C'était le roi, la seule figure vêtue de couleur sombre dans cette multitude bariolée. Comme je me trouvais placé dans la direction de son lorgnon, il s'approcha de moi et me parla de mon dernier ouvrage en termes vraiment aimables qui n'avaient aucun air de ressemblance avec ces banalités obligées que les princes balbutient d'ordinaire à l'auditeur bénévolement incliné. J'ai peu à dire de la physionomie du roi, médiocrement avenante, si l'on ne tient compte que de l'élégance du maintien et de

la beauté des traits, mais d'une séduction irrésistible au point de vue de la douceur affable, de la sérénité, de l'extrême bienveillance de l'expression. »

N'ayons garde d'oublier l'expression spirituelle parmi les signes caractéristiques de cette figure du roi. Il fallait le voir après dîner, allant de l'un à l'autre et causant de toutes choses avec une verve, un piquant, une bonne fortune de mots que les rédacteurs du *Kladderadatsch* lui eussent certes fort enviés! Rarement en ces occasions le vieux Tieck prenait la parole, il écoutait ou chuchotait avec son voisin; mais son malicieux sourire semblait dire : « Moi aussi, j'ai eu de l'esprit, et tant et tant, que j'ai rendu fort difficile aux autres d'en avoir. » Sa grande affaire à lui pour le moment, c'était la lecture. On sait comme il excellait dans ce genre d'exercice, et qu'il fut un temps où la foule accourait à Dresde de toutes les parties de l'Allemagne pour l'entendre étudier les chefs-d'œuvre de Shakspeare, de Calderon, et passer en revue tout le théâtre grec, car il ne se contentait pas de lire, il expliquait, commentait, critiquait, et ses lectures étaient de véritables cours d'histoire littéraire.

A Berlin, le roi, si juste appréciateur de chaque talent, et qui s'entendait si bien à mettre tout son monde à sa place, réservait Tieck pour les soirées de petit comité, les *cercles de famille*. Ces sortes de lectures avaient sans aucun doute beaucoup d'agrément ; mais, comme déjà depuis des années elles avaient cessé d'être en harmonie avec le mouvement du dehors, quelques esprits d'élite seuls y trouvaient leur compte. Le roi, assis devant une table, s'amusait à dessiner au crayon des motifs d'architecture ; Tieck faisait sa lecture, les dames brodaient ou parfilaient; quant aux hommes, leur jouissance était médiocre, et si deux ou trois tenaient bon contre Morphée, les autres cédaient doucement à ses charmes et ne se réveillaient que pour cligner de l'œil à la pendule, guettant si l'heure du souper ne sonnerait point bientôt.

Cependant les soirées musicales ramenaient le profane vulgaire et la joyeuse animation : c'étaient Jenny Lind et la Schrœder-Devrient, ou Meyerbeer accompagnant au piano cette infortunée comtesse Rossi qui devait bientôt s'ensevelir dans ces triomphes du théâtre dont elle poursuivait avidement l'écho jusque dans

les salons. Au nombre des hôtes accoutumés de ces réceptions intimes figurait le vieux prince Wittgenstein, courtisan de l'ancienne école, dernier exemplaire d'une espèce heureusement disparue. Froid, imperturbable au dehors, plein de fiel et de haine au dedans, il savait, le sourire aux lèvres, lancer au nez des gens de ces impertinences qui font, au dire de Shakspeare, que l'honneur leur tombe de la bouche comme une dent gâtée. Le feu roi, lorsqu'il voulait se débarrasser d'un importun, le livrait d'ordinaire au prince, qui vous l'exécutait de main de maître. Très-considéré, très-influent à l'ancienne cour, le prince Wittgenstein était l'homme le plus redouté de la nouvelle. Ce qu'il possédait de secrets et d'anecdotes scandaleuses ne se pouvait calculer, et faire sa partie était un honneur qu'on se disputait entre diplomates, quitte à se laisser toujours gagner. De là des scènes d'un comique étourdissant, d'impayables tableaux de genre dignes d'avoir leur place dans le cabinet d'un amateur de curiosités historiques. Petit de taille avec un visage tout parcheminé de rides, et dont un air de fausse bonhomie essayait de cacher l'expression ma-

ligne, tel vous apparaissait le prince. Pendant le dernier règne, son crédit menait tout. Ce fut lui qui empêcha Gœthe de venir à Berlin en répondant au personnage qui s'était entremis dans la négociation : « Laissons cela, je sais d'une manière certaine que le *maître* ne l'aurait pas pour agréable ! » Et il avait toute raison de parler ainsi, connaissant, ainsi qu'il les connaissait, le caractère et les goûts de Frédéric-Guillaume III, lequel, en fait d'écrivains et de poëtes, n'aima jamais qu'Auguste Lafontaine, son Homère et son dieu, dont M. de Humboldt, comme un autre Aristote, lui lisait les romans en voyage. Néanmoins le prince de Wittgenstein jouissait à Berlin d'une certaine popularité, sa maison de la *Behrenstrasse* était connue de tous, et lorsque sa voiture, tournant le coin, s'arrêtait devant la porte où brillaient deux lanternes, un groupe de gamins familiers et narquois se trouvait là d'habitude pour le saluer au passage en disant : « Le vieux renard vient de dîner au Château ! »

La physionomie la plus imposante parmi les membres de la famille royale était le prince de Prusse, mais la plus aimable sans contredit, le prince Auguste.

Quoique d'un âge avancé déjà, le prince avait les cheveux noirs, et dans ses yeux toute l'ardeur, toute la pétulance de la jeunesse. Jamais, si l'*Almanach de Gotha* n'eût parlé, vous n'eussiez retrouvé dans ses traits l'air caractéristique de la maison de Prusse. Qu'on se figure un général français du temps de l'Empire : même désinvolture, même entrain, mêmes façons galantes et cavalières. Le prince Auguste avait été l'ami de madame de Staël, et avait longtemps séjourné chez elle à Coppet. Il était le frère de ce romanesque Louis-Ferdinand, dont raffolaient toutes les femmes de cette période : couple héroïque fort connu au pays de Cythère par un nombre infini de victoires et conquêtes qu'il serait trop long de relever, poétiques Dioscures au brumeux firmament de la Marche.

Cependant les jours d'épreuves s'approchaient, et tandis que le roi ne rêvait que beaux-arts, embellissements et grands siècles, Berlin, inquiet, rancunier, mécontent, l'humeur sombre et l'esprit taquin, épiloguait et vilipendait. Deux glas funèbres qui sonnèrent en quelque sorte coup sur coup avertirent la famille royale de se préparer aux catastrophes. La

princesse Guillaume mourut, et son fils, le prince Waldemar, ne tarda pas à la suivre au tombeau.

Étrange apparition que ce jeune homme! Pâle, recueilli, taciturne, ombrageux, il avait la mine d'un anachorète. Tout au rebours de ses cousins, il ne se sentait dans l'âme que froideur pour l'état militaire. La parade et la manœuvre, ivresses des princes prussiens, le trouvaient dénué d'entraînement. Bizarre symptôme chez un petit-neveu du vieux Fritz, on le rencontrait pensif et mélancolique par les allées solitaires du Thiergarten, sa taille haute et mince étroitement serrée dans son uniforme bleu de ciel d'officier de dragons. Bientôt il partit pour l'Inde. Ce voyage, dont il a écrit l'intéressante relation, devait lui coûter la vie. Sa mort étonna tout le monde, lui excepté, qui, dit-on, la pressentait : triste et regrettable destinée, existence perdue en des soins qui contrarièrent son développement!

On raconte que la reine Christine de Suède, pour tromper l'ennui des longues soirées de cour, s'amusait à parsemer de fleurs les écussons de sa noblesse, donnant un lis à cette famille, une ronce, un œillet,

un brin de lierre à celle-là, ce qui était en somme un passe-temps beaucoup moins répréhensible que celui dont elle usa plus tard à l'endroit de l'infortuné Monaldeschi. Eh bien ! l'histoire du jeune prince Waldemar nous rappelle involontairement cette rose et ce lis. Il fut, lui, dans l'écusson royal de la maison de Prusse, cette fleur égarée parmi les lions, les aigles et les épées. Si dans Louis-Ferdinand la Prusse avait eu son Bayard, elle eut son prince Hamlet dans ce pâle et rêveur Waldemar. Le père, lui aussi, le prince Guillaume, oncle du roi, mourut à quelques années de là; c'était un bon, digne et excellent homme, plein d'intelligence et de quiétude, qui ne porta jamais ombrage à personne, et à qui personne jamais ne fit de mal. Le prince Waldemar avait pour frère le prince Adalbert, aujourd'hui général, nature tout opposée, tempérament sain, robuste, enjoué, et pour sœur la reine actuelle de Bavière qui, non encore mariée à cette époque, était une des étoiles de la cour.

LE GÉNÉRAL COMTE GYULAI

I

C'est un Hongrois de haute race, que l'ancien commandant en chef de l'armée autrichienne en Italie, et qui a pour nom comte Gyulai de Maros-Nemetz-Nadaska. Son père, le général Ignace Gyulai, à la fois militaire et diplomate, comme il arrive très-souvent en Autriche, où les officiers généraux sont presque toujours des gens de naissance, son père ne déploya jamais, dans l'une et l'autre de ces deux carrières, que des talents fort contestables, et ses compatriotes lui reprochent le double tort de s'être laissé battre et du-

per en mainte occasion! Cependant le vieil empereur François n'avait pour ce diplomate et ce guerrier médiocre que sympathie et tendresse, car c'était un homme de son système.

L'empereur François Ier d'Autriche était un de ces princes qui s'entourent de tout un système comme l'âme fait du corps, si bien qu'après leur disparition de la scène du monde, ils ne laissent plus derrière eux qu'une froide et inerte dépouille.

Les défauts qu'on a tant reprochés à la politique autrichienne, son inflexibilité, ses lenteurs, le mystère impénétrable dont elle s'entourait, doivent bien plutôt être attribués à l'empereur qu'à M. de Metternich. Finances, commerce, guerre, administration, tout ressortait immédiatement de l'empereur, dont l'action incessante se faisait sentir jusque dans les moindres détails. Pas une lettre, quel que fût son sujet, qui ne passât sous les yeux du monarque, qui décidait seul s'il examinerait l'affaire qu'on y traitait, se réservant d'autoriser ensuite, et s'il le jugeait convenable, la communication de cette affaire aux mem-

bres de son gouvernement que leurs fonctions appelaient à s'en occuper.

Cette intervention directe de l'autorité la plus haute du pays avait deux conséquences : la première, de flatter singulièrement les classes inférieures, qu'elle mettait absolument à l'abri de l'injustice; la seconde, de mécontenter tous ceux dont l'autorité se trouvait pour ainsi dire mise en question, au moins dans certaines circonstances. En outre, elle amenait une lenteur déplorable dans les négociations importantes, lenteur qui, du reste, était aussi le résultat du caractère personnel de l'empereur. Ce prince scrupuleux à l'excès, et chez lequel cette disposition ne fit que croître avec l'âge, en vint plus tard à ne pouvoir prendre une résolution quelconque, persuadé qu'en différant davantage on arriverait à une détermination plus sûre.

Le général Ignace Gyulai, homme du système, fut donc un de ceux qui secondèrent le vieil empereur, je ne dirai pas dans le gouvernement, mais dans l'administration du pays, et vécurent jusqu'à la fin au sein de l'illusion la plus complète par rapport aux

sentiments dont était animée la grande masse des classes intelligentes et qui possèdent.

Lorsque le général Gyulai mourut à Vienne, en 1831, il était président du comité supérieur de la guerre, et jouissait de la faveur du maître en toute plénitude.

II

Son fils François Gyulai, né à Pesth en 1799, entra au service un an après le traité de Paris. Quoique la paix régnât partout, son avancement n'en fut pas moins rapide. Lieutenant-colonel en 1830, il devenait, en 1831, propriétaire du régiment d'infanterie nº 19; puis général-major et brigadier, puis, en 1846, lieutenant-feld-maréchal et commandant la division de Vienne. L'année suivante il fut chargé de pourvoir à la défense du littoral, et pendant la révolution de 1848 il prit une part active à l'armement de la marine. Au moment où le général Zichy se faisait chasser de Vienne, Gyulai commandait à Trieste et n'eut

pas grand'peine à maintenir cette ville, tout allemande d'ailleurs, en dehors du mouvement où les *italianissimes* auraient voulu l'entraîner. Car Trieste, entendons-nous bien, est purement et simplement une bonne ville de la Confédération germanique et ne songe, à ce titre, qu'à faire le mieux possible ses affaires en ce monde. Trieste serait située à trois mille lieues de Venise qu'elle ne pourrait pas moins ressembler qu'elle ne ressemble pour l'esprit et pour les mœurs, à son illustre sœur de l'Adriatique. Le 18 août 1848, tandis que les canons autrichiens entassaient décombres sur décombres dans la cité des doges, les mêmes canons autrichiens tiraient des salves de réjouissance dans Trieste, qui célébrait toute en joie l'heureux jour de naissance de son empereur. Statue de l'empereur Ferdinand Ier sur la place du Dôme, statue de l'empereur Léopold sur la place de la Bourse, statue de l'impératrice Marie-Thérèse au vieux Lazareth, vous ne rencontrez là que des Habsbourg.

Numine sub nostro felices vivite gentes,
Arbitrii vestri quidquid habetis erit!

Quelle différence avec Venise! Mais, je le répète, jamais deux villes n'eurent moins d'affinité.

L'une est italienne, l'autre allemande.

L'une doit tout à son passé, l'autre n'attend rien que de son avenir.

L'une est politique, l'autre commerçante.

Tandis qu'à Venise le marchand ouvre à neuf heures et ferme à cinq, toujours pressé de laisser là les affaires pour voler à ses plaisirs, le négociant de Trieste est à son comptoir sitôt l'aube, et bien après la nuit vous l'y trouveriez encore.

Or, pour un général autrichien, commander à Trieste dans des temps difficiles devait nécessairement passer pour une bonne fortune. Le général Gyulai exerça donc son gouvernement avec une modération que les circonstances lui rendaient aisée.

De juin 1849 à juillet 1850, nous le voyons ministre de la guerre. Il déploya même comme tel, à ce qu'on raconte, des talents d'organisation qui lui méritèrent la faveur de la cour. Envoyé en Italie pour y commander à Milan le cinquième corps d'armée, il y devint bientôt un type complet d'impopularité, ni

plus ni moins que tous les autres proconsuls par lesquels Vienne fit depuis vingt-cinq ans administrer militairement ses provinces lombardes. « Va-t'en, Germain, car je te hais, va-t'en, car le sol où tu marches brûle sous tes pieds, et ceux-là te trompent qui te disent que tu peux y dormir en paix. Va-t'en, Germain, va-t'en, car l'homme à qui cette terre appartient te hait dans l'âme.

» Il te hait aujourd'hui, il te haïra demain, et toujours !

» Tu ris et je pleure.

» Mais garde-toi que ton rire ne se change en amertume et que mes larmes, en te baignant, ne t'empoisonnent ! »

Cette apostrophe que nous citons là, nous l'avons copiée nous-même, il y a quelques années, en pleine paix, sur les murs de Milan, où il en éclosait tous les jours par centaines, et nous nous demandions si en présence d'une haine aussi profondément invétérée, aussi implacable, les qualités personnelles d'un général, d'un vice-roi, pouvaient encore quelque chose.

Évidemment non, et l'exemple de l'archiduc Maximilien l'a bien prouvé.

« Va-t'en, Germain, car l'homme à qui appartient cette terre te hait du fond de l'âme ; il te hait aujourd'hui, il te haïra demain et toujours ! »

Le maëstro Ricci devait donner à la Scala je ne sais plus quel nouveau chef-d'œuvre de sa composition. Et le jour même de la représentation, un de ses amis se promenait avec lui, bras dessus bras dessous, au Corso. On sait quel spectacle animé, pittoresque, brillant, offrait, toutes les après-midi, cette promenade, rendez-vous général de tout ce qu'il y a d'illustre et d'élégant dans Milan. On s'aborde, on se quitte, on se reprend, vous diriez le foyer de l'Opéra, avec le soleil d'Italie pour lustre. Notre ami s'en allait donc causant de chose et d'autre, lorsqu'il fut abordé par le général Gyulai, qui, lui aussi, faisait à pied comme un bon bourgeois, son tour de promenade.

Rien, dans l'attitude du général, ne semblait de nature à devoir embarrasser personne, et cependant, du plus loin qu'il l'aperçut, Ricci parut se troubler; puis, après un moment d'hésitation et comme

un homme qui en a définitivement pris son parti :

« Je vous quitte, dit-il tout bas à son compagnon ; car tout Milan est ici à cette heure, et si on me voit me promener avec cet officier autrichien, je serai sifflé ce soir. »

Sans être, en somme, ni meilleur ni plus mauvais qu'un autre, le général Gyulai subissait la loi d'une situation devenue impossible. Ce poste de gouverneur des provinces lombardes n'était décidément plus tenable, et, mourir pour mourir, mieux valaient pour un vieux soldat les coups de feu que les coups d'épingle.

III

La guerre éclata et le général Gyulai fut nommé commandant en chef de l'armée autrichienne en Italie.

Étaient-ce ses talents militaires qui lui méritèrent

un si difficile honneur? A vrai dire, les états de service du comte Gyulai ne se recommandaient par aucune de ces actions d'éclat qui, dans les circonstances graves, désignent tout de suite un homme à l'opinion de son pays. S'il avait, en 1853, à Saint-Pétersbourg, en 1851, dans diverses cours italiennes, rempli habilement des missions diplomatiques; s'il avait, non sans bonheur, paru un moment au ministère de la guerre, ces simples titres ne suffisaient point, ce semble, pour lui donner le pas sur les plus aguerris et les plus populaires entre les lieutenants du vieux maréchal Radetzky.

Mais ici se présente la question de *camarilla*, dont il faut, hélas! partout tenir compte, et à Vienne plus que partout ailleurs. Le comte Gyulai appartient, par sa naissance, à ce que la noblesse hongroise a de meilleur, à cette illustre race de Madjars auxquels le prince Windisch-Graëtz, envoyé à Pesth pour combattre l'insurrection, disait en 1849: « Entre vous et nous il ne peut y avoir que des malentendus: *ne sommes-nous point gens de même espèce?* » Le comte Gyulai était l'ami personnel du comte Grünne,

conseiller intime de l'empereur François-Joseph, en ses conseils militaires, politiques et autres.

Quoi de plus simple, dès lors, et de plus naturel que cette préférence dont il fut l'objet de la part de la cour? La Fontaine a écrit un conte charmant, intitulé : *Comment l'esprit vient aux filles !* On en pourrait faire un très-ingénieux qui s'appellerait : *Comment la sagesse vient aux princes !* et nous engagerions l'auteur à le dédier à S. M. I. R. A. l'empereur François-Joseph Ier.

IV

Tout le monde connaît les tristes débuts de cette campagne. Le général Gyulai devait tout envahir et tout conquérir, et n'a finalement rien conquis, sinon quelques acres de terre mitoyens d'où nos armes l'ont aussitôt refoulé à grande perte. Battu à Montebello, battu à Palestro, il a perdu la journée de Magenta.

Notre intention n'est pas ici d'insulter un vaincu ; nous savons que le général Gyulai a demandé l'enquête sur la manière dont il s'est comporté dans cette affaire, compromise et perdue, selon lui, par les inexplicables lenteurs du général Clam-Gallas; il va sans dire que nous n'avons point à nous mêler de ce procès. On a parlé aussi de disgrâce publique et de nature à porter atteinte à l'honneur militaire d'un vieux serviteur blanchi sous le harnais ! Nous n'y croyons point. Que le comte Gyulai ait offert sa démission, que l'empereur, en l'acceptant, ait remis le commandement de son armée au maréchal Hess et fini par où il aurait peut-être dû commencer, ce n'est certes point là ce qu'on peut appeler un fait sans précédents. D'ailleurs, cette démission qu'on lui apportait pure et simple, comment l'empereur l'a-t-il acceptée ? en offrant au comte Gyulai le poste de ban de Croatie, devenu vacant par la mort de Jellachich. Une disgrâce qui substitue un officier général aux lieu et place d'un homme tel que Jellachich, qu'on appelait le Bayard de l'Autriche, ne saurait, à ce qu'on suppose, rien avoir de bien infamant, et les Carthaginois en usaient

d'autre manière vis-à-vis de leurs généraux vaincus.

Il est vrai que le comte Gyulai n'a point cru devoir accepter cette nouvelle faveur de son souverain.

Après avoir versé trente mille florins de sa fortune particulière dans la caisse des secours aux blessés, l'ex-commandant en chef est rentré dans l'armée comme simple colonel du régiment qui porte son nom. Il sert en ce moment, à Vérone, sous les ordres de ceux auxquels il commandait naguère; et si quelque chose peut lui faire pardonner sa mauvaise fortune, c'est la résignation calme et digne avec laquelle il la supporte.

LORD DERBY

I

Nous sommes en l'année 1485, et sur le champ de bataille de Bosworth. Le roi Henri VII d'Angleterre, — jusqu'alors comte de Richmond, — vient de vaincre Richard III, et devant la couronne et le sceptre qu'on lui apporte, « Dieu soit loué ! s'écrie-t-il, mais avant tout, dites-moi, le jeune George Stanley vit-il encore? » Ce George Stanley dont parle Shakspeare est le frère utérin du roi, l'ancêtre direct de l'ex-premier ministre d'Angleterre, lequel, en réalité, descend d'Alfred et du Conquérant tout comme la reine

Victoria elle-même [1]. Le premier comte de Derby est le père du *Young George Stanley* de Shakspeare ; il avait épousé la comtesse douairière de Richmond, et son beau-fils, Henri VII, lui donna, l'année même de son avénement au trône, ce comté auquel a succédé, le quatorzième en ligne directe, Edouard Geoffrey Stanley, naguères premier lord de la Trésorerie.

Lord Derby me semble mis au monde pour montrer à quoi peut servir une aristocratie ayant le sens commun; et j'enverrais volontiers les descendants des fameux marquis de Molière à l'école de ce grand seigneur, si parfaitement d'accord avec son temps. Voyez lord Derby dans la Chambre, voyez-le à Knowsley, chez lui, dans ses fermes, dans ses écuries, sur le turf, voyez-le avant tout à Epsom, dont la gloire est synonyme de son nom, — à coup sûr, le propriétaire de *Taxophilite* [2] est autrement populaire que le pre-

[1] L'anneau de la chaîne qui relie toutes les branches entre elles est Jean de Gand, fils d'Édouard III, de qui descendent également et la maison de Brunswick et les Stanley, Marguerite Tudor, mère du comte de Richmond et de George Stanley, étant la commune ancêtre.

[2] Célèbre cheval appartenant à lord Derby, vendu, l'an dernier, près de 70,000 francs à lord Glasgow.

mier ministre et le *Derby-Day* fait oublier les hésitations vis-à-vis de la *Réforme*.

Lord Derby est le type du gentleman anglais de nos jours ; aimant passionnément tout ce qu'un Anglais aime, et faisant bien tout ce qu'il fait, si ce n'est de la politique; car, il faut le dire tout de suite, lord Derby n'est pas un homme d'État; il lui manque pour cela bien des choses; il lui manque surtout ce qui, selon sir Robert Walpole, constitue la première qualité de quiconque prétend se mêler du gouvernement, c'est-à-dire l'amour du pouvoir : *the love of office :* Lord Derby n'aime point le pouvoir par-dessus tout; c'est pour cela que la haute fortune politique lui a toujours échappé, et que ses meilleurs amis tremblent constamment pour la durée d'une puissance à laquelle on sait son possesseur momentané si légèrement, si capricieusement attaché.

Edward Geoffrey Stanley, comte de Derby, hier encore premier ministre et chef du parti conservateur libéral en Angleterre, commença sa carrière politique en siégeant parmi les libéraux, car les Stanley appartiennent aux plus anciennes entre les familles

whigs du pays. Né le 29 mars 1796 à Knowsley-Park, dans le Lancashire, lord Stanley fut élevé à Eton et à Oxford, et entra en 1822 à la Chambre des communes. Là, ses premiers temps se passèrent à étudier le terrain, à se rendre compte des usages et du tempérament de la Chambre, et bientôt ses débuts oratoires lui firent voir par leur éclat qu'il n'avait rien perdu pour attendre.

Il prononça son premier discours seulement en 1824, et la brillante part qu'il prit, dès la même session, aux débats sur les affaires de l'Église en Irlande, le mit tout de suite en renom près des meilleurs juges. Tous vantaient sa rare habileté, son tact déjà profond dans l'attaque et dans la riposte, et M. Macauley disait de lui que sa science de l'art parlementaire tenait véritablement de l'instinct, et qu'on aurait peine à citer un autre homme ayant acquis tant d'expérience autrement qu'aux dépens de son auditoire.

II

De pareils débuts ne tardèrent pas à valoir une grande situation politique au jeune aristocrate, qui entra comme sous-secrétaire d'État au département des colonies, dans le ministère Canning et Goderich. Plus tard, lorsqu'à la chute du cabinet Wellington, les whigs, sous la direction de lord Grey, reparurent au pouvoir après une fort longue absence, lord Stanley fut nommé secrétaire d'État pour l'Irlande, poste qui allait devenir très-difficile, à cause des exigences toujours renaissantes du parti agitateur, dont le ministère, assez ébranlé, avait besoin pour se soutenir, et qui ne donnait ses voix qu'en échange de concessions répétées. On sait quel terrible jouteur était O'Connell et quelle tactique d'un genre nouveau il avait introduite dans les débats. Ce fut à lui que le jeune Stanley eut affaire, et souvent il eut à supporter seul le poids de la lutte.

En 1832, il joua un rôle considérable dans la discussion sur le bill de réforme, et fit passer à la Chambre des communes la loi sur l'instruction publique en Irlande, laquelle loi arrachait les écoles primaires irlandaises à l'influence dominante du clergé; et lors de la session suivante, toujours en sa qualité de secrétaire pour l'Irlande, il engagea de nouveau la querelle avec le parti qui, sous le nom des *repealers*, s'opposait à l'union des deux royaumes. Querelle vigoureuse où lord Stanley montra plus de passion et d'entraînement qu'il n'en avait encore jamais eu, et par sa superbe aristocratique dont le sentiment de sa supériorité intellectuelle rendait cette fois le ton plus irritant, se fit nombre d'ennemis et s'attira de furieuses attaques.

Mais ces luttes lui convenaient : il s'y sentait à l'aise comme en son véritable élément, et s'il n'accordait point de grâce, il n'en demandait pas !

N'importe, ces acerbes débats avec les démocrates Irlandais, en surexcitant chez le jeune orateur la fibre aristocratique, eurent pour effet de l'éloigner peu à peu du parti libéral dont il blâmait d'ailleurs l'attitude

pleine de faiblesse vis-à-vis des *repealers*. Mais, en 1834, lorsque le ministère voulut restreindre encore les priviléges de l'Église en Irlande, et faire de nouvelles concessions à l'opposition, lord Stanley prit le parti de sortir du cabinet et fut suivi dans sa retraite par sir James Graham, lord Ripon et le duc de Richmond. Cette division entre les réformistes d'alors, qui semblait au premier moment ne devoir être que passagère, n'allait point tarder à devenir définitive, et, bien qu'après la chute du ministère Grey, lord Stanley crut devoir refuser l'offre que lui faisait sir Robert Peel d'entrer dans son administration, il n'en vota pas moins sept années durant avec les conservateurs, et finit, lorsque le même sir Robert revint au pouvoir en 1841, par accepter, dans sa combinaison, le portefeuille de ministre des colonies.

Il conserva quatre ans ce portefeuille, et prit siége dans cet intervalle à la Chambre haute sous son même nom de lord Stanley. Toutefois son alliance avec ses nouveaux amis politiques ne devait pas être de longue durée. En 1845, lorsque sir Robert Peel forma le grand dessein de s'affranchir du système protectio-

niste, et malgré la résistance de l'aristocratie terrienne, de lever l'impôt sur les céréales, lord Stanley n'osa ni ne voulut prendre sur lui de rompre avec ce qu'il regardait comme les principes fondamentaux de l'économie politique nationale et résigna ses fonctions de ministre. Nous le retrouvons l'année suivante à la tête d'une opposition protectioniste, dont lord George Bentinck et M. Disraëli soutenaient la cause à la Chambre des communes; cause dès longtemps jugée par la science politique et désespérée s'il en fut; mais lord Stanley a toujours été, comme Caton, pour les causes désespérées, et ce n'est pas pour rien que sir Édouard Lytton l'a comparé au prince Rupert dans son poëme romanesque du *New-Timon*.

En 1852, lorsque le ministère whig, affaibli par la retraite de lord Palmerston, dut abandonner la conduite des affaires, la division des partis fit échoir le pouvoir aux mains des conservateurs, et ce fut lord Stanley, devenu, par la mort de son père, quatorzième comte de Derby, qui reçut la mission de former un cabinet. On convoqua le ban et l'arrière-ban, et toute la peine qu'on se donna ne servit qu'à prouver une

chose : l'impossibilité de mettre à exécution le programme protectioniste, programme à tout jamais condamné par la voix unanime du pays. A l'ouverture du Parlement réélu, le ministère eut à décliner catégoriquement toute idée de rétablissement de l'impôt sur les céréales, et le seul effort qu'on tenta pour avantager les grands propriétaires à propos d'une nouvelle répartition de l'*income-tax*, ce seul effort suffit, quoique très-timide, pour renverser le cabinet. Battu dans la Chambre des communes par une majorité de 305 voix contre 286, lord Derby se retira après être resté huit mois à la tête des affaires, et si bien convaincu de l'impuissance de son parti, que, trois ans plus tard, à la chute de la combinaison whig-peelite, il déclina toute offre de former un cabinet, alléguant qu'un ministère de sa main ne pourrait vivre que par la grâce et la magnanimité de ses adversaires.

Trois années passées dans l'opposition fournirent à son éloquence de fréquentes occasions de se signaler, sans que toutefois l'autorité de son parti s'en soit beaucoup accrue. Et ce fut ainsi qu'on le vit après la

déconfiture inopinée de lord Palmerston, composer cette administration précaire qui, toujours à la veille de tomber, semblait ne s'y pouvoir résoudre et portait, en attendant, écrits sur sa bannière, les mots de paix avec l'Europe et sympathie pour l'Autriche au dehors, et au dedans : réformes modérées.

III

Lord Derby peut aujourd'hui passer pour un tory, mais en somme le libéralisme est si bien au fond de son âme qu'il y a cinquante ans on l'eût pris pour un radical. Un grand tory comme Pitt, un grand whig comme Fox, ne saurait où se placer à cette heure. Lord Derby, qu'on veut bien regarder comme le chef du parti conservateur, appartient tout simplement à cette école d'éclectiques fondée par Canning et dont, il faut bien l'avouer, l'incarnation suprême n'est autre que lord Palmerston. Entre les opinions et les

tendances de ces deux hommes, la différence est peut-être légère, mais là où se trouve l'abîme, c'est entre les caractères, et tout se résume par ce mot : l'un, le comte de Derby, est Anglais; l'autre, lord Palmerston, Irlandais[1].

La race anglo-saxonne, avec toutes ses qualités et moins quelques-uns de ses défauts les plus *utiles*, peut trouver son type dans lord Derby, et ce défaut qui lui vaudrait mieux que presque toutes ses qualités, c'est l'obstination : ce que les Anglais appellent le *doggdness*, particularité du chien qui ne lâche jamais prise.

L'année dernière, à peine lord Palmerston fut-il tombé du ministère, qu'eut lieu une petite cérémonie d'usage à Londres : l'ouverture de l'exposition de peinture du *Royal Academy*. Avant de s'ouvrir au public, la galerie est solennellement inaugurée, et il y a ce qui s'appelle la *visite privée*. Tous les ministres ont pour coutume d'y aller. Le soir de cette

1 Ou pour le moins Irlandais d'origine. « Cet Irlandais qui parle anglais sans accent, — d'où le danger, » a dit spirituellement l'auteur d'*Eothen*.



visite, lord Derby se rencontre dans un salon avec lord Palmerston. On devine que les arts sont pour les deux un terrain de conversation plus *neutre* que la politique. « Êtes-vous allé ce matin à l'Académie? demande l'ex-premier lord de la Trésorerie à son heureux adversaire, et sur la réponse affirmative : — Y a-t-il quelque chose de bon? ajoute lord Palmerston. » Lord Derby fait une moue un peu dédaigneuse, puis d'un air sérieux : « Oh! cependant, dit-il, n'oublions pas un tableau, — un chef-d'œuvre! un portrait de lord Stratford de Redcliffe qui est quelque chose de merveilleux. » Lord Palmerston s'enquiert du numéro : « Ah! dit son rival, le tableau m'a tellement frappé que je n'ai rien oublié de ce qui s'y rattache; c'est le nº 174 à droite, dans le grand salon, en entrant. Allez-y dès demain, n'y manquez pas, c'est un magnifique portrait; un portrait dont mieux que qui que ce soit vous apprécierez la beauté et la ressemblance exacte. »

Ainsi monté à propos du chef-d'œuvre, lord Palmerston fait part à quelques amis de l'enthousiasme de lord Derby, et s'empresse, comme Raoul dans les

Huguenots, de n'aller à la fête qui l'attend que « bien accompagné. »—On arrive, on monte, on entre dans le grand salon; à droite, là dans le coin, on cherche. Un ami dévoué tient le livret, l'ouvre, vérifie le nº 174, et l'ex-premier ministre trouve au chiffre indiqué par lord Derby une assez méchante petite toile de genre intitulée :

« *Le Bouc émissaire!* »

C'était bien en effet, on ne pouvait le nier, le portrait de lord Redcliffe, à qui, à la veille de quitter le pouvoir, lord Palmerston avait durement fait expier son zèle à exécuter les ordres de son chef. Qui trouva plaisante l'histoire et rit à se tordre? ce fut lord Palmerston, et je ne répondrais pas qu'il n'ait, tout autant que ses ennemis, contribué à répandre l'anecdote dans Londres.

Le mot du talent comme du caractère de lord Derby, ce qui explique sa domination passagère sur un parti et ses faciles retraites des affaires, c'est l'impétuosité. Son fils, lord Stanley, homme politique bien autre-

ment pratique que son père, est un homme jeune, parce qu'il a trente ans, mais on sent qu'avec l'âge il se corrigera de ce défaut, tandis que chez lord Derby la jeunesse est incorrigible, et il mourrait à quatre-vingt-dix ans que l'expérience n'aurait rien gagné sur la fougue.

IV

Singulière race que ces Stanley! Le grand-père, que certains vieillards nomment encore le « grand lord Derby, » a certainement à lui seul tué plus de renards et bu plus de vin d'Oporto qu'homme que ce fût des trois royaumes. Il avait de la dignité jusqu'en se grisant, et mettait je ne sais quelle grâce à tomber sous la table, chose qui, après tout, peut s'expliquer par la prodigieuse habitude qu'il en avait, attendu que cela se répétait tous les soirs. Quelles histoires que celles qui se contaient alors après chasse et pen-

dant boire, entre l'héritier de ce « young Stanley » du roi Henri et ses amis lord Sefton et un ou deux *squires* du Lancashire! Lord Derby *savait* boire, et buvait, parce que, de son temps, il était d'usage qu'un gentilhomme bût. Il ne s'enivrait pas comme le feraient aujourd'hui ceux qui singeraient des vices passés d'heure et de mode. Lord Derby, le douzième comte, était un très-grand seigneur, comme l'est son petit-fils le quatorzième, mais il l'était autrement.

Je disais que le descendant des Plantagenets (et, plus que cela, des rois saxons) est aristocrate : il l'est assez pour qu'un ami dévoué de M. Disraéli ait pu s'écrier un jour en plein club : « Eh bien! je suis satisfait, je viens de voir *Dizzy*[1] descendre Saint-James street bras dessus, bras dessous, avec lord Derby! — Je ne rêve plus rien pour lui! »

Maintenant, ajoutons à cela ce trait, qui peint bien la société anglaise : lord Derby, le grand-père, épousa en secondes noces miss Farren, célèbre actrice de son temps, une sorte de mademoiselle Contat britan-

[1] Nom familier qu'en Angleterre on donne partout à l'ex-chancelier de l'Échiquier.

nique, dont la réputation de vertu égalait le renom artistique. Allez voir si jamais le mot « mésalliance » a été prononcé chez ces gens dont les ancêtres tenaient au trône par tant de liens; allez voir si lord Derby, le ministre actuel, a jamais cru qu'il dût rougir de sa tante, lady Wilton, morte l'autre jour, si universellement pleurée, et dont, quand on vantait la grâce exquise, on disait : « Elle avait de qui tenir et par le père et par la mère! »

Non, je le répète, type plus parfait de ce qu'un vrai gentilhomme doit être au XIXe siècle, ne se trouve nulle part autant que chez lord Derby; mais si, dans cet aristocrate véritable, vous vous avisiez de chercher une vanité, un *ridicule nobiliaire,* vous en seriez pour vos peines, et vos fantaisies féodales seraient rudement mises en fuite par le franc éclat de rire qu'elles provoqueraient.

Chef brillant, puissant par boutades, franc, hautain, imprudent, la goutte et la fatigue ne peuvent détruire sa force juvénile, et, en dépit du temps, l'écolier d'Eton est là tout entier, le premier dans la classe, le plus audacieux dans l'arène; il parle comme Glads-

tone et se bat comme Spring, le plus fameux boxeur de l'Angleterre. La maison de Derby a toujours eu du goût pour les combats de coqs, et ce fut longtemps chez lord Stanley une sorte de passion héréditaire. L'ardeur de ses coqs favoris est le symbole de la sienne. A défaut d'adversaires, il s'attaquerait à ses amis. Et pourtant, qui n'écoute, ravi, le pur saxon de son style, cette parole limpide qui décèle un cœur non moins pur, imprudent jusqu'à l'audace, mais répugnant à toute petitesse? J'ai dit les qualités de l'homme et du grand seigneur, je termine en insistant sur le défaut radical du ministre, et c'est M. Guizot qui me fournira les termes pour le caractériser dignement : « Dans un régime libre, le désir de prévaloir par le gouvernement est le droit des convictions sincères, et l'honneur consiste à avoir cette ambition-là et point d'autre[1]. »

[1] Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. I, p. 176.

LE MARÉCHAL NIEL

I

Dans l'arme du génie, le siége de Sébastopol a mis en évidence deux remarquables personnalités : le général Todleben, du côté des Russes, et, parmi les nôtres, le général Niel. François Todleben était au début de sa carrière militaire, lorsque la guerre d'Orient éclata. En moins d'une année et grâce au génie infatigable qu'il déploya dans la défense, il devait passer successivement par les grades de capitaine, de commandant, de lieutenant-colonel, d'adjudant-colonel, de maréchal de camp et d'adjudant-général. C'est aussi à cette

guerre que le général Niel allait devoir une partie de son illustration ; ce qu'il a fait devant Sébastopol appartient désormais à l'histoire qui mêlera son nom au souvenir de ce siége gigantesque. Et cependant, ce nom si glorieux n'avait pas jusqu'à ces temps derniers dépassé les limites de l'armée. On savait que la défense de Sébastopol avait eu son héros, on ignorait que l'attaque avait eu également le sien, et la popularité s'était de préférence attachée au général Todleben. Il est vrai qu'en France nous sommes ainsi, toujours très-portés à nous engouer des gloires étrangères et à leur faire, fût-ce même un peu aux dépens des nôtres, les honneurs de nos journaux et de nos cantates. D'ailleurs, le général Niel, il faut le dire, n'a rien de ce prestige plus ou moins frivole, qui prête à l'imagination et fait d'un homme le lion du jour. Homme de devoir, d'étude, de bon sens, les romanciers trouveraient probablement sa physionomie un peu bourgeoise au point de vue de l'intérêt dramatique ; de cet intérêt-là nous n'avons point à nous en occuper ici, nous avons, Dieu merci ! beaucoup mieux à faire en étudiant une vie honnête, laborieuse, partout simple

et partout digne et d'une modestie pleine de grâce au milieu des àctes les plus héroïques.

II

François Niel, aujourd'hui aide de camp de l'empereur Napoléon III et maréchal de France, a fait ses études militaires à l'École polytechnique, d'où il sortit comme sous-lieutenant au corps d'ingénieurs à Metz. Né en 1802, en 1827 il devint lieutenant en premier; en 1835, capitaine au corps du génie. En 1836, il s'embarquait pour l'Afrique, et figurait en 1837 dans l'état-major général du corps d'expédition contre Constantine. La prise de Constantine est le dernier épisode de la première époque des guerres d'Afrique; le traité de la Tafna était conclu, et le dernier vestige du gouvernement turc avait disparu. Une période de paix relative commençait. Mais cette prise de Constantine, d'où devaient dater pour notre con-

quête de si féconds résultats, fut, on le sait, des plus rudes et des plus difficiles; il fallut y revenir à deux fois, faire deux campagnes, et si la place finit par tomber après de très-sanglantes résistances, le corps du génie eut sa bonne part dans la victoire. Et dans ce corps du génie, ouvrier du succès, le capitaine Niel se distingua tellement, qu'il fut complimenté par le ministre de la guerre, et plus tard nommé chef de bataillon, puis en 1838 lieutenant-colonel.

Rentré en France, il servit à Metz, dans le 3e régiment du génie, dont il devint colonel en 1846. Sa réputation comme un des plus instruits et des plus capables officiers ingénieurs fit qu'en 1849 il fut adjoint à l'expédition de Rome en qualité de chef d'état-major général, laquelle fonction fut, deux mois plus tard, suivie de sa nomination au grade de général de brigade et commandant supérieur du corps du génie pendant l'expédition. Il conduisit ainsi trois semaines durant le siége de Rome, après que le général Oudinot eut vainement tenté, avec des forces insuffisantes, de s'emparer de la ville éternelle si furieusement défendue par Garibaldi et ses légions en-

thousiastes. Les hommes de guerre et les érudits en si grave question s'accordent à louer unanimement les rares talents du maréchal Niel dans les opérations de siége; il n'y a, parmi l'état-major de l'armée, qu'une voix pour vanter sa singulière aptitude à discerner le vrai point à choisir pour l'attaque, comme aussi pour célébrer son exécution dans les travaux de tranchée. Au bout de trois semaines, une brèche était ouverte, laquelle fut attaquée le 20 juin. Puis, en dépit de la plus opiniâtre résistance à l'intérieur, nos troupes ayant, le 29, emporté le premier et principal bastion, la capitulation de la ville s'ensuivit le 5 juillet.

Le général Niel, qui s'était couvert de gloire dans cette expédition, fut, au retour, attaché au ministère de la guerre comme membre du comité du génie, et il était depuis 1853 général de division, lorsqu'il reçut le commandement des troupes du génie dans le corps d'armée qui, en août 1854, se dirigea vers la Baltique sous les ordres du général Baraguey-d'Hilliers.

Il s'agissait de s'emparer de Bomarsund dans les îles d'Aland. Ce point, fortifié du côté de la mer, ne l'était encore du côté de la terre que très-imparfaite-

ment. Les troupes françaises débarquèrent, le général Niel fit braquer deux batteries contre la tour du Sud qui dominait toute la citadelle et, en deux jours, l'artillerie russe fut réduite au silence. Tandis que la garnison, se croyant attaquée seulement du côté de la mer, se riait d'une tentative impuissante, le feu de nos batteries vint tout à coup la surprendre et ébranler si vigoureusement la place qu'il lui fallut capituler le 16. Cette rapide et brillante expédition ne pouvait que profiter beaucoup au général Niel ; son renom s'en accrut dans l'armée et aussi sa faveur auprès de l'Empereur, qui le nomma, dès le commencement de 1855, son aide de camp et le chargea presque aussitôt d'une mission de confiance en Crimée. Le siége de Sébastopol n'avançait pas, et la question était de savoir pourquoi les efforts combinés des Français et des Anglais se dépensaient en pure perte depuis si longtemps.

L'expédition de Rome et la prise récente de la forteresse de Bomarsund donnaient une grande importance à la présence en Crimée du général Niel. Sans parti pris d'avance, il devait examiner les travaux

d'attaque et de défense, apprécier les éventualités possibles, en bien comme en mal, et apporter l'inspiration d'idées nouvelles.

Son séjour en Crimée était un événement.

Le général en chef accueillit avec joie l'envoyé de l'Empereur, qui commença aussitôt les explorations; il sonda le terrain dans ses plus minutieuses parties, considéra tous les obstacles, écouta les appréciations des chefs distingués des différents services qui, depuis près de quatre mois, suivaient pas à pas la progression de ce siége étrange; il visita nos travaux d'approche, examina les défenses de l'ennemi et les protections de tout genre que la nature avait jetées à profusion autour de Sébastopol. « Depuis son arrivée, écrivait le général en chef, en date du 3 février, le général Niel n'a cessé d'étudier de près la place qui, dans son immense étendue, tient de la ville forte et du camp retranché; il a pu, avec son expérience, apprécier les difficultés et l'accroissement que ces difficultés ont emprunté à l'affaiblissement si regrettable de cette vaillante armée anglaise, avec laquelle nous avons commencé à demi le siége de Sébastopol.»

On était alors au mois de février 1855. Le siége de Sébastopol durait depuis quatre mois. Un séjour de trois semaines convainquit le général Niel que l'attaque faisait fausse route, et qu'au lieu de se diriger contre la ville de Sébastopol, c'était contre le faubourg de Karabelnaja que tous les efforts devaient tendre, car là se trouvait le chemin qui menait au bastion Malakoff, le point le plus fort et le plus important de la défense. « En résumé, écrivait le général, quel que soit le parti que l'on prendra au sujet de l'investissement et malgré le danger d'étendre même sur la droite des cheminements déjà si développés, il faut attaquer la place du côté de Malakoff. »

En effet, Malakoff une fois pris, on dominait toute la partie sud et le port de Sébastopol, et la perspective de pareils avantages semblait bien motiver les nouveaux et terribles sacrifices qu'on devait s'imposer pour s'emparer de ce point.

Le général Niel était à Constantinople, au moment de s'embarquer pour la France, lorsqu'il reçut l'ordre de retourner en Crimée. L'Empereur voulait que le général fût présent au siége, ne fût-ce que pour en re-

lever les opérations, et lorsque, le 7 avril, le général Bizot tomba frappé à mort d'une balle, le général Niel prit à sa place le commandement du génie et la direction supérieure des travaux d'attaque.

Le général Niel suivit d'abord le système pratiqué jusque-là, mais le bombardement du 6 mai n'ayant pas mieux réussi que le précédent et l'assaut n'ayant amené aucun résultat décisif, le général Canrobert, dont les relations étaient devenues très-difficiles avec lord Raglan, jugea de son devoir d'abdiquer le commandement en chef.

Son successeur, le général Pélissier, trouva tout aussitôt dans le général Niel l'homme de son système, système d'énergie à outrance qui devait infailliblement amener la chute de la forteresse. La canonnade ne cessa plus; par une suite ininterrompue de bombardements et d'assauts, on emporta l'une après l'autre toutes les positions de l'ennemi, et les troupes du génie s'établissant à l'heure même dans ces positions, au lieu de suivre les préceptes de Vauban et de s'avancer avec lenteur et méthode, ne firent plus, en quelque sorte, que procéder par bonds impétueux, pre-

nant pour dernier point de mire le front de ce réduit de Malakoff, où nos colonnes victorieuses devaient planter leur drapeau le 8 septembre 1855.

III

Pour la grandeur des moyens mis en œuvre et l'habileté de la direction de part et d'autre, le siége de Sébastopol, qui n'avait pas duré moins de trois cent quarante-neuf jours, dépasse peut-être tout ce qu'on avait pu voir jusque-là. Les tranchées des alliés comprenaient une étendue de onze milles géographiques; on n'employa pas moins de quatre-vingt mille gabions, de soixante mille fascines, d'un million de sacs de terre; la batterie, sur la fin, avait huit cents pièces, et le nombre de coups tirés contre la forteresse s'élève à un total d'environ un million six cent mille. En récompense des services rendus par lui devant Sébastopol, le général Niel reçut les insignes de

grand'croix de la Légion d'honneur. Chargé plus tard par l'Empereur de rédiger le journal des opérations du siége, il écrivit une œuvre remarquable qui a jeté un grand jour sur cette page de notre histoire militaire, et qui a mérité en Europe les suffrages de tous les hommes compétents. Aujourd'hui le général Niel passe à juste titre pour un des ingénieurs les plus remarquables, et sa parole fait autorité.

Sa position, déjà si haute dans l'armée, avait pris, dès les derniers temps, une signification particulière, grâce à la confiance où le tenait l'Empereur, dont il était un des aides de camp, et qui l'a maintes fois employé dans des missions politiques. Ainsi le général Niel, on ne l'a pas oublié, fut un des officiers de la maison qui accompagnèrent le prince Napoléon à Turin. Cette mission avait le double but de représenter l'Empereur à la cérémonie du mariage de Son Altesse Impériale, et, en même temps, d'étudier la ligne de défense et de fortifications du Piémont.

En confiant au général Niel le commandement du 4e corps d'armée, Napoléon III ne voulait que lui donner l'occasion de gagner le bâton de maréchal et re-

connaître du même coup les services éclatants rendus à Rome, en Crimée et dans la Baltique par cet éminent officier général. L'occasion ne s'est pas fait attendre, et la dignité de maréchal de France, ce grade suprême dont il est investi d'hier, s'il est la récompense plus directe de sa conduite à la journée de Solferino; n'en était pas moins déjà mérité depuis longtemps.

LE PRINCE DE METTERNICH

I

Dans un des faubourgs de Vienne, sur le chemin qui conduit à Rennweg, s'élève une délicieuse résidence bâtie à l'italienne et qui porte écrits ces mots à son fronton : Villa Metternich. Des groupes d'arbustes et de fleurs, de splendides massifs de roses blanches s'échappant en guirlandes d'une immense vasque de marbre ornent le vert tapis de gazon qui s'étend devant le péristyle pendant la belle saison, et vous ne pouvez poser le pied sur le sol de cette hospitalière demeure, sans fouler une mosaïque qui vous

dit : *Salve*. Le vestibule regorge d'objets d'art : statues de Canova, de Thorwaldsen, de Tenerani ; vases de malachite, présents des souverains du Nord. A gauche est le salon qui servit jadis à la princesse; à droite s'ouvrent les appartements de réception, remplis de chefs-d'œuvre de toute espèce. C'est là que le prince de Metternich s'était retiré, loin du bruit de la grande ville, et pourtant encore en vue de son mouvement; c'est là, qu'il y a quelques jours encore, l'empereur François-Joseph, au moment de partir pour l'Italie, allait faire parler les augures et se recueillir à la voix mélancolique du passé.

Là, quiconque venait frapper était sûr de trouver un vieillard aimable, accueillant et de la plus exquise urbanité. M. de Metternich parlait lentement, gravement, ce qui, joint à l'immobilité de sa physionomie, à la sobriété de son geste, donnait à sa conversation quelque chose de solennel et d'augural. Quand je mets sa conversation, c'est son monologue qu'il faudrait dire. Avec de tels hommes, on ne doit guère s'attendre à causer, l'interlocuteur n'est jamais là que pour leur donner la réplique. Ils racontent, ils jugent,

et l'objection que vous leur pouvez faire quand ils se sont prononcés vá leur offrir aussitôt des horizons à perte de vue. J'ai rencontré dans ma vie bien des illustres déchus que leur oisiveté dévorait, bien des puissants de la veille qui ne pouvaient se consoler de leur mise en disponibilité, mais je dois dire que rien de pareil ne se montrait chez M. de Metternich. Ce qui vous frappait au contraire chez ce patriarche de la diplomatie, c'était son calme, c'était cette indulgence suprême qu'il professait vis-à-vis des événements et des personnes, quelles que fussent les personnes, quels que fussent les événements. Tous ceux qui, après les journées de mars et pendant son séjour à Londres et à Bruxelles, eurent l'honneur de le fréquenter, témoigneront de cette dignité simple qu'il savait conserver au milieu des revers de la fortune. « Les êtres inoccupés, disait-il souvent, sont ceux qui succombent le plus aisément aux atteintes de la vieillesse et de l'adversité. Prenez-vous-y de bonne heure pour vous créer des dérivatifs en prévision de ces deux fléaux ; aimez l'étude, les tableaux, la musique, faites-vous s'il le faut collectionneur de mé-

dailles, mais ayez un goût quelconque, une manie pour vos vieux jours, sans quoi vous périrez ! »

M. de Metternich aimait ardemment l'étude et ne cessa jamais de s'intéresser à la politique, même alors qu'il n'en faisait plus. D'ailleurs, a-t-il jamais cessé d'en faire? De près ou de loin, directement ou indirectement, n'a-t-il pas toujours été mêlé à l'administration? On raconte que le prince Schwarzenberg étant au pouvoir, pria un jour M. de Metternich de lui venir en aide. « Pourquoi l'entreprendrais-je, lui répondit l'ex-archichancelier; si j'avais trouvé cette politique bonne, il y a longtemps que je l'eusse moi-même pratiquée, et puisque je ne l'ai point fait, c'est que je l'ai jugée mauvaise. » Et mauvaise elle était en effet, car c'est à cette politique à outrance vis-à-vis de l'Italie, à cette politique de centralisation et d'oppression au dedans, d'ingratitude au dehors, que l'Autriche doit la position critique où elle se trouve aujourd'hui, ce qui ne veut point dire que la politique de M. de Metternich fut toujours la bonne, même en en admettant le point de vue.

Témoin sa politique lors de la révolution grecque,

politique d'isolement et de rancune qui lui fit sacrifier les vrais intérêts de son pays à la plus mesquine interprétation du principe de légitimité. Tandis que, le 6 juillet 1827, la France, l'Angleterre et la Russie signaient ce célèbre traité d'intervention armée qui devait, trois mois plus tard, aboutir à la bataille de Navarin, M. de Metternich, oubliant quels avantages il allait laisser prendre à la Russie sur le Danube et dans l'Adriatique, se contentait de faire des vœux pour le grand Turc, qu'il persistait à regarder comme le souverain *légitime* de ces vaillantes populations insurgées. Encore s'il avait eu franchement le courage de son opinion, tout impopulaire qu'elle fût, s'il ne l'eût jamais abandonnée, cette légitimité dont il maintenait le principe vis-à-vis d'un despote musulman ! Mais non ! le roi Charles X était à peine renversé de son trône qu'on acceptait le *fait accompli* et qu'on reconnaissait cette séparation de la Hollande et de la Belgique, qui fut la première atteinte vigoureuse portée aux traités de Vienne ! Il est vrai que sous ces acceptations se cachait bien de la mauvaise humeur, et qu'on se réservait *in petto* de faire payer

par de vulgaires impertinences à la monarchie de Juillet les petites lâchetés dont on se sentait coupable à l'endroit du principe.

Tout le monde connaît la trop fameuse apostrophe de la princesse Metternich au maréchal Maison.

— Vous avez là un magnifique diadème, madame, avait dit un soir, dans une fête, l'ambassadeur de Louis-Philippe à la femme de l'archichancelier de cour et d'État, laquelle avait répondu fièrement et de ce ton hautain qui casse les vitres :

— Oui, monsieur le maréchal, et celui-là du moins n'est pas volé !

L'insolence d'une pareille allusion ne pouvait être supportée, et le lendemain le représentant du roi Louis-Philippe venait en demander compte à M. de Metternich. C'était un homme de mœurs peu endurantes que le vieux marquis Maison, un de ces diplomates militaires de l'école du maréchal Soult, et qui, mieux que personne, comprenait ce qu'on doit à certains préjugés. Il y avait eu offense, il fallait une réparation ; l'ambassadeur de France demanda des excuses. Et comme il menaçait de se fâcher tout rouge,

le prince Metternich tourna la chose en avouant que sa chère moitié avait, en effet, commis une grossièreté : « Mais que voulez-vous, mon cher maréchal, ajouta-t-il, je n'y puis rien, et ce n'est pas moi qui l'ai élevée ! »

II

L'héroïne de cette anecdote était la comtesse Mélanie Zichy, troisième femme du prince et qui mourut en 1854. Les Zichy, du reste, sont très-riches en petits scandales de ce genre ! et plusieurs de leurs mots resteront classiques. M. de Metternich, dans sa jeunesse, avait été très-beau, et pour la galanterie et les brillants exploits, on le citait, sous le premier Empire, comme un vrai Lovelace. Les personnes qui le virent à Paris, lors du mariage de Marie-Louise, vous diront qu'il enlevait tous les cœurs. C'était surtout dans les salons diplomatiques que le jeune héros exerçait ses ravages, et la liste serait longue des victimes qu'il fit, victimes dont plus d'une se convertit par la suite en Égérie. Ce qui, du reste, ne laisse pas

de se reproduire fort souvent dans la vie des hommes d'État, avec lesquels rien ne se perd : galanterie aujourd'hui, politique demain, c'est toujours de l'intrigue et du mystère, et les femmes se plaisent aux confidences ; autant de gagné sur l'ennui.

J'ai dit que le prince de Metternich se maria trois fois. Il avait vingt ans environ lorsqu'il épousa, le 27 septembre 1795, sa première femme, la comtesse Éléonore Kaunitz, petite-fille de l'archichancelier de Marie-Thérèse. Cette alliance avec une des plus grandes maisons de l'Autriche et des plus opulentes, ne pouvait qu'étendre le crédit du jeune diplomate. Il assista comme député de la noblesse de Westphalie au congrès de Rastadt, où son père figurait en qualité de premier plénipotentiaire de la cour de Vienne, et fut, en 1801, nommé ministre à Dresde, poste qu'après cinquante-sept ans écoulés, occupait hier encore un de ses fils, le prince Richard Metternich [1], unique enfant issu de sa seconde femme.

[1] Né le 12 janvier 1829, actuellement ambassadeur d'Autriche près la cour de Napoléon III.

Il en avait eu sept de la première, qui mourut le 25 mars 1825.

Ici se place l'histoire de son second mariage avec cette jeune et ravissante Marie-Antoinette de Leykam, qui ne fit en quelque sorte que briller un instant et disparaître. Le prince avait déjà cinquante-quatre ans sonnés lorsqu'il s'éprit d'un tendre et irrésistible sentiment pour cette aimable personne. Mademoiselle de Leykam n'avait ni grande naissance, ni grande fortune, mais elle était belle à éblouir tout un Congrès, et le prince, brûlé de plus de feux qu'Achille n'en alluma, le prince qui d'ailleurs avait de la naissance et de la fortune pour deux, et même pour quatre, offrit galamment sa main et s'estima fort heureux d'être agréé.

Qui vit d'un œil très-mécontent cette union, ce fut la noblesse de Vienne : la *crème* s'émut et s'aigrit, on bouda, on protesta, et cette malveillance alla si loin que lorsque, deux ans plus tard, la jeune princesse mourut en couches, les bruits les plus incroyables et les plus saugrenus coururent dans la ville. On parla d'empoisonnement, de masque appliqué sur le visage du cadavre pour dérober à tous les regards la subite

décomposition des traits, et bien des esprits incrédules conservent encore aujourd'hui la tradition des ridicules commérages qui se débitèrent en cette circonstance.

Le prince ressentit amèrement la perte de sa femme, qu'il n'avait cessé d'adorer, et reçut ce coup avec cette dignité calme, ce stoïcisme chrétien dont il fit toujours preuve vis-à-vis des disgrâces du sort. Nous n'avons point à juger la vie politique de M. de Metternich, l'histoire et la postérité prononceront, et nous sommes beaucoup trop modeste pour oser nous arroger le droit de parler en leur nom, mais ce qu'on peut dire du moins, c'est que sa vie privée fut toujours celle d'un parfait galant homme.

Le noble emploi qu'il fit jusqu'à la fin de son immense fortune lui conciliait l'estime des gens les moins portés à goûter son système de gouvernement. M. de Metternich ne se contentait pas d'ouvrir sa bourse en grand seigneur à toutes les détresses; comme il professait des principes très-religieux et *pratiquait*, sa charité dépassait souvent ce que, chez un homme de sa position, les simples bienséances avaient le droit

d'exiger. A chaque instant il lui arrivait de se détourner de sa promenade pour aller visiter quelque pauvre famille qui subsistait de sa discrète aumône et n'aura peut-être jamais connu le nom de son bienfaiteur. Lors du choléra, cette charité prit la forme d'un vrai dévouement : il portait lui-même des secours aux malades, et la princesse de Metternich trouvait toujours quelque prétexte pour l'accompagner dans ces visites et prendre sa part de ses bonnes œuvres.

Il s'agit cette fois de la troisième femme, la comtesse Mélanie Zichy, que le prince avait épousée le 30 janvier 1831. C'était une jolie et gracieuse personne, de beaucoup d'esprit, mais à coups de boutoir et à laquelle rien ne coûtait lorsqu'il y avait une impertinence à faire; du reste, un cœur excellent et les plus doux yeux du monde; ce qui, s'alliant à ce continuel besoin de reparties piquantes, à cette morgue humoristique des Zichy, composait un ensemble des plus agréables.

Lorsque M. de Metternich la rechercha, la jeune comtesse n'était déjà plus libre, à ce qu'on raconte. Mademoiselle Mélanie Zichy était sur le point d'en

épouser un autre, comme on dit dans les opéras comiques; mais à l'idée de devenir la femme de l'archichancelier de l'Empire, l'ambition s'éveilla chez elle, et si bien, que l'amour en un clin d'œil fut mis en déroute. Le jeune et beau gentilhomme dont on avait d'avance agréé l'hommage, se voyant de la sorte éconduit, jura de ne jamais se consoler et partit pour de lointains voyages, toujours comme dans les opéras comiques. Cependant la noble jeune fille engageait pour tout jamais sa parole au très-haut et très-puissant vieillard dont, avant comme après 1845, elle partagea les destinées, non moins calme et non moins altière, il faut le dire, au lendemain de sa chute qu'elle ne le fut au milieu des grandeurs!

On sait quels événements suivirent en Europe la révolution de Février, et comment la traînée de poudre allumée à Paris mit le feu à toutes les capitales. A Vienne, ainsi qu'ailleurs, on voulait des réformes, on les eut. Mais ce qu'on réclamait par-dessus toute chose, c'était la déchéance immédiate de l'homme d'État auquel on attribuait une haine invétérée, une animosité systématique contre tout esprit de progrès.

III

Le 13 mars 1848, la foule envahit les appartements de l'archiduc Louis. Le prince de Metternich, retiré près de là dans une chambre, écrivait une dépêche, lorsque les clameurs toujours croissantes qui s'élevaient de la pièce voisine arrivèrent à lui. Il se lève à l'instant, entre dans le salon et s'informe du motif d'un pareil vacarme; mais à peine a-t-il appris que c'est sa retraite qu'on exige, que d'un calme parfait et d'une voix dont l'accent impose à ses ennemis eux-mêmes : « La préoccupation de ma vie entière, dit-il, a été le bonheur de l'Autriche, et je ne saurais aujourd'hui regarder comme un sacrifice l'abandon du poste élevé où m'avait appelé la confiance de mon souverain, dès lors que cette démission peut être utile à mon pays ! »

Ce qui se passe en de telles circonstances ne varie guère, et quand un ministre, qu'il s'appelle Polignac ou Metternich, a encouru les colères du peuple, ce que ce ministre a de mieux à faire en tout pays, c'est de *s'absenter*. Je n'oublierai jamais un brave homme de marchand de coco qui s'en allait par le boulevard le 24 février, en criant d'une voix enrouée : *A deux sous la peau de Guizot; vive la réforme!* Or, ce n'étaient pas seulement les marchands de coco de Vienne qui demandaient *la peau de Metternich*, mais les étudiants, mais les ouvriers, mais toute une population en armes montée au paroxysme de la haine.

Il s'agissait de s'enfuir au plus vite. Mais comment sortir de la ville et gagner Francfort à travers des pays insurgés, où le cri de : *Mort à Metternich!* servait partout de ralliement? Un piqueur du prince, dont le génie inventif était à la hauteur des circonstances, imagina sur l'heure un expédient qui devait réussir. On *emballe* l'ex-premier ministre et sa femme dans une voiture qu'on recouvre, à l'instar d'un colis or-

dinaire, de toile cirée et de paille, en laissant juste les interstices nécessaires pour qu'un peu d'air pénètre, et l'équipage, attelé de deux chevaux de fiacre, quitte Vienne à petits pas et du train dont irait une voiture sortant de l'atelier du carrossier et expédiée à destination.

Étrange traversée, dans laquelle il y eut place et pour bien des angoisses et pour bien des méditations sur le néant des grandeurs humaines!

Un instant le cocher faillit tout perdre en essayant de faire passer des vivres aux voyageurs qui se mouraient de faim. Dirai-je maintenant que c'était un cocher déguisé? Et dans ce pieux serviteur coiffé d'un chapeau d'écurie et recouvert d'un carrick noisette, chacun n'a-t-il pas déjà reconnu le noble chevalier jadis fiancé à la jeune comtesse, et qui, de retour de ses lointains voyages, après avoir retrouvé celle pour qui son cœur n'avait jamais cessé de battre, s'estimait encore trop heureux de lui voir agréer son dévouement?

Après avoir séjourné à Londres quelque temps, le prince et la princesse de Metternich se rendirent à Bruxelles où ils restèrent jusqu'au mois de juin 1851, époque à laquelle il leur fut permis de retourner en Allemagne. A Bruxelles, M. de Metternich menait la vie calme et retirée d'un sage. Il passait sa journée à l'étude, sortait en voiture vers quatre heures pour sa promenade, et tous les soirs, indistinctement, sa maison était ouverte. A huit heures, il entrait au salon où la princesse recevait en petit comité; au coup de dix heures, il se retirait. De quel intérêt, pendant cet intervalle, était sa conversation, chacun se l'imagine. Ce qui se passait en France, à cette époque, l'occupait comme un problème qu'il s'appliquait, qu'il s'ingéniait à résoudre avec cette judicieuse impartialité d'un grand esprit retiré des affaires, et planant en quelque sorte au-dessus. C'était, si l'on veut, de la politique consultante; mais quelle netteté dans les appréciations, que de sagacité dans les jugements qu'il portait sur les hommes, et combien d'oracles sortis de sa bouche, qui se sont déjà réalisés! L'intelligence a, comme la vertu, de ces dominations aux-

quelles on ne saurait se soustraire, et je m'écrierais volontiers, en parlant de tel personnage voué à l'impopularité de tout un siècle : « Il lui sera beaucoup pardonné, parce qu'il a beaucoup pensé ! » Rien de plus facile, après tout, que de vilipender de pareils hommes et de les dénoncer, dans un article de journal, à l'exécration des âges présents et futurs. Sur M. de Talleyrand, sur M. de Metternich, sur M. Guizot, que n'a-t-on pas écrit en fait de diatribes, que n'écrira-t-on pas ! A Dieu ne plaise que je prétende nier le droit qu'on a de blâmer ce qui est blâmable, de s'élever contre l'injustice, je voudrais seulement, dans l'exercice de ce droit que nul ne songe à contester, un peu moins de violence et de parti pris. Mais après tout, ce ne sont pas mes affaires, et j'en suis bien aise ; car tant de reponsabilité m'effraierait, je l'avoue. A d'autres donc, plus habiles et plus vertueux, le soin de récriminer et de flétrir, je leur abandonne le politique et me résume en disant comme Stendhal : Cet homme aimable !

LE MARÉCHAL BARAGUEY-D'HILLIERS

Né à Paris le 9 septembre 1795, le maréchal comte Baraguey-d'Hilliers est le fils d'un brave général de l'Empire. Dès seize ans il entrait au service, et fit ses premières armes en 1812, dans la campagne de Russie, où il perdit son père, et qui lui aurait coûté la vie à lui-même, sans le dévouement de quelques généreux compagnons. A Leipzig, une balle lui fracassa le poignet gauche, et cette blessure ayant nécessité l'amputation de l'avant-bras, condamna le jeune et vaillant mutilé à une douloureuse inaction, qui se prolongea pendant toute la durée des campagnes de 1814 à 1815.

Sous la Restauration, ses opinions bonapartistes bien connues n'étaient point de nature à l'aider à faire

vite son chemin, et quoique sa mère et une de ses sœurs mariée au général Damrémont (l'autre avait épousé le général Foy), appartinssent au parti légitimiste, on ne laissa pas que de le négliger un peu, et ses services dans la guerre d'Espagne ne lui valurent que le grade de capitaine. Il se trouvait à Alger, près du général de Bourmont, lorsque la révolution de Juillet éclata, et de cette époque il semble qu'on ait commencé seulement à rendre justice aux remarquables connaissances que ses longs loisirs d'officier subalterne l'avaient mis à même d'acquérir. Colonel en août 1830, il fut, quelques années après, nommé vice-gouverneur, puis gouverneur de Saint-Cyr, avec rang et titre de général.

De 1841 à 1844, le général Baraguey-d'Hilliers commanda, en Algérie, la province de Constantine.

Au moment de la révolution de Février, il avait déjà quitté l'Afrique et se trouvait à Besançon à la tête d'une division. Les plénipotentiaires de M. Ledru-Rollin et des *rouges*, comme on disait alors, avaient choisi

cette ville pour en faire un de leurs quartiers généraux ; mais le général, sans lequel ils avaient compté, y mit bon ordre. Son attitude, en effet, fut telle, qu'il ne resta aux agitateurs qu'à vider la place tout de suite, ce dont les habitants de la Franche-Comté surent si bon gré au général Baraguey-d'Hilliers qu'ils le nommèrent à l'envi leur député. Il fut ainsi membre des deux Assemblées nationale et législative, et son influence parlementaire marqua dans le grand parti de l'ordre. Cavaignac et lui s'entendaient mal, et plus d'une fois il leur arriva d'échanger dans la discussion des paroles amères. Avec le prince-président, ses rapports devinrent au contraire de plus en plus sympathiques, et il fut bientôt nommé commandant du corps d'occupation à Rome. Mais le parti ultramontain vit ce chef avec déplaisir, et ne ménagea point ses attaques. Le général, qui, de son côté, n'est pas endurant, fit voir au moins qu'il y tiendrait tête ; les relations s'aigrirent, et, pour éviter de fâcheux conflits, le général fut rappelé.

Un an s'était à peine écoulé depuis son retour,

qu'il remplaçait le général Changarnier dans le commandement militaire de Paris. On en conclut d'abord que le général Baraguey-d'Hilliers avait mis son épée au service de la politique personnelle du prince-président. On se trompait. Quels que soient les motifs qui dirigèrent sa conduite, il quitta son poste avant le coup d'État, et lorsqu'arriva le 2 décembre, on ne le vit ni parmi les généraux combattant pour le prince Louis Bonaparte ni parmi ceux qui protestèrent. Le général se tint à l'écart des partis, et conserva cette position expectante jusqu'au jour où le nouveau gouvernement, étant décidément fondé, crut devoir faire appel à ses sentiments bonapartistes et le nomma vice-président du Sénat.

En 1853, le général Baraguey-d'Hilliers fut envoyé comme ambassadeur à Constantinople. C'était l'époque où l'on se préparait à la guerre d'Orient, et la situation exigeait une attitude plus militaire que diplomatique. Le général répondit à toutes les exigences de la situation. Au lieu de gaspiller son temps dans les intrigues

ordinaires, il l'employa en tournées d'inspection, en efforts et en travaux de toute espèce pour la meilleure organisation des troupes turques; traitant militairement jusqu'aux difficultés de chancellerie, et répondant à je ne sais plus quel diplomate, dans une contestation : « Que s'il avait perdu une main à la bataille de Leipzig, ce n'était, Dieu merci, point celle dont il se servait pour manier le pistolet. » Sa mission terminée, il revint en France, fut nommé maréchal, et, peu de temps après l'attentat d'Orsini, reçut le commandement supérieur des provinces de l'Ouest.

Vrai tempérament militaire, aimant toujours et partout mieux se battre que négocier, même sur les bases les plus favorables, — le maréchal Baraguey-d'Hilliers porte dans son extérieur le signe de l'énergie morale qui le caractérise. Il y avait au camp du maréchal Radetzky, un vaillant soldat, un héros, qu'on appelait le général d'Aspre. C'était un lion pour le courage, mais ses égaux le trouvaient parfois difficile à vivre, et cette humeur impraticable se montrait surtout en

campagne. Nous entendions dire dernièrement à un officier étranger que le maréchal Baraguey-d'Hilliers était un d'Aspre français, et nous admettrions le rapprochement à la condition qu'on ne parlerait que de la bravoure intrépide et de l'indomptable énergie dans la résolution, — deux qualités par lesquelles les deux officiers généraux se ressemblent en effet, — et qu'on laisserait en propre au lieutenant-feld-maréchal autrichien les inégalités et difficultés d'humeur.

BENEDEK

(LE LIEUTENANT-FELD-MARÉCHAL)

Le général Benedek commandait un des trois corps d'armée qui franchirent le Tessin il y a aujourd'hui quatre mois environ. Né en 1804, à Œdenburg en Hongrie, Louis Benedek appartient à une famille bourgeoise, cas assez rare parmi les officiers généraux de l'armée autrichienne pour qu'on en tienne compte, et qui prouve du moins que le brillant militaire en question ne doit rien qu'à sa bravoure et qu'à ses talents. Son père était médecin. Entré dans l'armée comme

cadet en 1822, Louis Benedek fut nommé sous-lieutenant en 1824, puis, en 1831 attaché en qualité de capitaine à l'état-major de l'armée d'Italie. En 1846, il était colonel et se trouvait à l'affaire de Cracovie, où il contribua puissamment, par son énergie et sa présence d'esprit, à repousser l'émeute des paysans contre la noblesse.

Ce fut aussi par ces qualités de bravoure et de calme imperturbable qu'il se distingua en 1848, lors de la retraite de Milan et de la fameuse marche sur Vérone. Il fit si bien à l'attaque de Curtatone que Radetzky mit sa conduite à l'ordre du jour de l'armée et le recommanda dans les termes les plus favorables pour la croix de Marie-Thérèse.

A la rupture de l'armistice et lorsque le roi de Piémont voulut recommencer la guerre, Benedek pénétra dans Mortara à la tête de son régiment, y culbuta l'ennemi, et fit en se retournant toute une brigade

prisonnière. A la bataille de Novare, où son coup de main fut également des plus décisifs, il se comporta également en tacticien habile en même temps qu'en vigoureux et intrépide soldat.

Détaché du corps d'armée du genéral d'Aspre, auquel jusque-là il avait appartenu, le chevalier Benedek fut envoyé à l'armée du Danube et mis à la tête d'une brigade, sous les ordres du général Haynau. A Raab, il commandait le mouvement dont l'offensive força les Hongrois à se replier, et dans le combat livré le 11 juillet sous les murs de Comorn, sa défensive fut si opiniâtre que Goergey, qui était venu l'attaquer avec toutes ses troupes, se vit rejeter dans la forteresse. Blessé à Szegedin d'un éclat de bombe, il mit peu de temps à se rétablir, et, bientôt après la paix, reparut en Italie pour y diriger l'état-major du second corps d'armée. Le vieux maréchal Radetzky, investi à cette époque du commandement supérieur, faisait le plus grand cas de sa bravoure et de ses talents militaires. Malheureusement à cette bravoure et à ces talents incontestables, aucun esprit de conci-

liation ne se joignait. C'est un caractère fier et implacable que le général Benedek et dont un gouvernement ne doit réclamer les services que lorsqu'il faut tirer l'épée. A cette heure, l'Autriche croyant pouvoir encore ramener l'Italie par les demi-mesures, le général Benedek fut éloigné et nommé gouverneur de Cracovie, où il resta jusqu'au mois d'avril dernier.

La guerre était résolue, l'Autriche faisait appel à toutes ses forces, et Benedek, naturellement, ne devait pas être oublié. On se souvient que son nom se trouvait avec le nom du général Hess dans toutes les bouches comme ceux des tacticiens les plus distingués de l'armée impériale. Bien qu'il ne soit guère aujourd'hui permis de croire que les troupes françaises eussent été moins victorieuses, si, au lieu de Gyulai, c'eût été Benedek ou Hess qui eussent commandé, on peut constater cependant que, du côté des Autrichiens, la campagne aurait pu être mieux conduite, et le général Benedek n'y ayant figuré qu'en sous-

ordre, il serait au moins superflu de prétendre se prononcer sur la valeur de son génie stratégique. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il s'est bravement battu et qu'à Melegnano, comme ailleurs, il s'est rendu digne de cette noble estime où les officiers français tiennent aujourd'hui les officiers de l'armée autrichienne.

Au début de la campagne, Benedek commandait un corps d'armée de l'aile gauche. Plus tard, lorsqu'après la bataille de Magenta (4 juin) l'armée autrichienne se replia sur la ligne du Mincio, il reçut l'ordre d'arrêter la marche de nos légions, ordre qu'il tenta d'exécuter le 20 juin au combat de Melegnano, lequel fut un nouvel échec pour les armes autrichiennes. A la bataille de Solferino (24 juillet), Benedek prit également une part très-active. Malade à Vérone, il quitta le lit pour aller commander l'aile droite et fit beaucoup de mal aux troupes piémontaises, sur lesquelles il avait obtenu déjà maint avantage, lorsqu'il eut à se porter vers le centre de l'armée autrichienne, si vigoureusement menacé par nous.

Benedek est un bon soldat, solide au feu, énergique dans le commandement, rude même parfois, mais toujours juste et généralement aimé de ses hommes [1].

[1] A côté du général Benedek, il faut citer le prince Alexandre de Hesse, dont le renom et la popularité ont également beaucoup grandi dans l'armée autrichienne, bien revenue désormais, il faut le croire, sur le compte de tant d'autres chefs qu'on disait, ou plutôt qui se disaient habiles. Le prince Alexandre de Hesse est le frère cadet du grand-duc régnant de Darmstadt, et par conséquent le propre frère de l'impératrice de Russie. Longtemps au service de Russie, il a épousé, pendant le règne de Nicolas, une demoiselle d'honneur, alliance morganatique à la suite de laquelle il passa sous les drapeaux de l'Autriche. A Solferino, il a fait des prodiges de valeur, et c'est lui que l'empereur François-Joseph avait choisi pour porter à Napoléon III les divers messages qui ont amené l'entrevue de Villafranca.

M. DE BOURQUENEY

C'est un homme poli, aimable, bienveillant que le plénipotentiaire de la France aux conférences de Zurich. Les bureaux du *Journal des Débats* l'ont vu naître à la politique, il y a de cela quelque trente ans, vers la fin de la Restauration. M. de Bourqueney rédigeait la partie des affaires étrangères sous la haute inspiration de M. Bertin de Vaux, et préludait, par des articles faciles et multipliés, à la science du protocole, où plus tard, les événements aidant, il devait passer maître. C'était l'homme informé de la rue des Prêtres, il lisait et dépouillait les journaux anglais et américains, voyait M. Molé et M. Guizot et ne perdait pas une minute; exact, affairé, sérieux, ne quittant

la plume que pour prendre les ciseaux. Janin commençait à peine à cette époque, Malte-Brun venait de mourir, l'astre des Geoffroy et des Duvicquet sombrait à l'horizon et MM. Saint-Marc Girardin et Cuvillier-Fleury, encore à leur début, occupaient au journal la place que peuvent y tenir aujourd'hui MM. Prévost-Paradol et John Lemoinne. Grande et illustre période où les jeunes gens ne comptaient guère. M. Bertin l'aîné et son frère M. Bertin de Vaux présidaient à l'administration et souvent entre ces deux chefs respectés, tenant conseil, venait, au sortir de la Chambre des Pairs, s'asseoir M. de Chateaubriand.

Autour de M. Bertin l'aîné, accueillant, familier, paternel, se groupait plus volontiers la gent littéraire et musicale, tandis que M. Bertin de Vaux attirait plus spécialement les politiques.

Diplomate déjà, M. de Bourqueney était des deux camps; et si sa qualité de nouvelliste politique lui donnait droit d'entrée à l'hôtel de la rue Louis-le-Grand, il s'estimait assez fin dilettante pour ne pas

manquer une seule de ces fêtes que M. Bertin l'aîné donnait l'été dans sa villa de Bièvres, dans cette noble et hospitalière résidence où Meyerbeer, Victor Hugo et Rossini se rencontraient pour applaudir aux vaillants essais d'une grande intelligence féminine, la seule peut-être de son sexe que l'étude approfondie et les fortes conceptions de l'art musical aient jamais tentée.

A la révolution de Juillet, M. de Bourqueney eut le bon esprit de quitter le journalisme, et l'esprit meilleur encore de ne pas quitter le *Journal des Débats*, dont le haut patronage allait désormais à distance aider à son avancement. Après avoir parcouru avec rapidité les grades inférieurs de la carrière diplomatique, il fut nommé premier secrétaire à Londres, où le maréchal Sébastiani, lors de son ambassade, l'investit de toute sa confiance. Familier avec la langue et les mœurs anglaises, M. de Bourqueney eut bientôt à Londres une fonction agréable et considérée; et sans marcher de pair avec cette grande aristocratie

britannique, sans faire dans ce monde des Howard et des Russell la brillante figure que le comte de Jarnac, son successeur, y fit plus tard, il y tint sa place avec mesure et dignité.

Un soir, il y avait concert à Apsley-House, chez le duc de Wellington. Le maréchal Sébastiani était à sa partie de whist, et la musique allait son train au milieu du papotage et des déplacements ; dans les salons du *High-Life* britannique, la musique, on le sait, n'a pas d'autre destination. Son unique affaire est d'accompagner les mille bruits de la soirée ; on cause, on rit, on va et vient, on prend des glaces et, pendant ce temps, Rubini chante la *Niobé* et la Malibran pleure le *Saule!* Une personne de ce monde-là que nous ne pourrions nommer nous disait un jour en parlant de Chopin : « C'est un délicieux talent! oh! délicieux! *il ne fait presque pas de bruit!... et l'on peut si bien causer!* »

On causait donc à Apsley-House, et M. de Bourqueney faisait comme les autres, lorsqu'en froissant un programme l'idée lui vint de savoir ce qu'on allait

entendre. C'était d'abord le duo de la *Gazza*, par David et la Malibran, fier régal pour un dilettante ! puis venait une improvisation de Liszt; bravo encore ! de merveille en merveille ! Puis enfin, pour clore le feu d'artifice et comme bouquet, devinez......

L'HYMNE A WATERLOO !.....

Ici, M. de Bourqueney fronça le sourcil et sentit se réveiller en lui son double caractère de Français et d'agent officiel du gouvernement. Comme nous l'avons dit, le général Sébastiani, qui n'aimait pas la musique, jouait au whist dans un salon voisin. Pour l'informer de ce qui se passait, M. de Bourqueney n'eut qu'à lui mettre sous les yeux le programme.

Le maréchal lut d'abord sans trop se douter de ce qu'on lui voulait; mais tout à coup, se levant brusquement :

« L'hymne de Waterloo ! s'écria-t-il d'une voix presque tonnante et dont une accentuation apoplec-

tique augmentait encore la solennité. — L'hymne de Waterloo ! En effet, notre place n'est pas ici ! Sortons ! messieurs, sortons ! »

Et il quitta l'hôtel, s'appuyant sur le bras de M. de Bourqueney et suivi de tous ses attachés.

Il va sans dire que cet incident était le fait d'une simple inadvertance. Pas plus que le maréchal Sébastiani, le duc de Wellington n'avait lu le programme, et le lendemain tout s'expliqua. Mais l'ambassadeur de France et M. de Bourqueney n'en firent pas moins acte de vigilance et de dignité.

M. de Bourqueney quitta Londres pour Constantinople, où il remplissait les fonctions d'ambassadeur, lorsque la révolution de Février éclata. Comblé des bontés du roi Louis-Philippe, qui l'avait toujours traité avec une distinction particulière, M. de Bourqueney ne pouvait guère servir le gouvernement de la République ; il offrit donc sa démission et se retira dans la vie privée, à peu près vers le même temps

que MM. de Jarnac, de La Rosière et de Lagrenée, lesquels ont depuis continué à s'abstenir. Désormais libre du soin des affaires, l'ancien ambassadeur de la monarchie de Juillet se maria, et par son alliance avec la famille de Juigné, entra dans le faubourg Saint-Germain dont il n'était pas. Rien ne pèse à certaines organisations actives comme l'oisiveté, et ce n'est pas impunément qu'on a mis une fois la main aux grandes affaires de son pays; M. de Bourqueney s'ennuya bientôt des longs loisirs que lui faisait une fidélité trop exagérée pour être dans nos mœurs. Jeune encore et capable de rendre des services, il céda aux instances de ses amis et laissa l'intérêt du pays prévaloir sur d'honorables mais inutiles sympathies. On nous objectera sans doute que M. de Chateaubriand n'avait pour ces manières d'agir que d'implacables colères et qu'il ne manquait pas une occasion de les qualifier sévèrement[1]. Mais c'était aussi un esprit

[1] Voir dans les *Mémoires d'outre-tombe* la verte et généreuse apostrophe commençant ainsi : « Survivre aux gouvernements, rester quand un pouvoir s'en va, se déclarer en permanence, se vanter de n'appartenir qu'au pays, d'être l'homme des choses et non l'homme des individus, etc., etc., etc. »

fort maussade que le grand écrivain des *Mémoires d'outre-tombe*, et dont le moindre tort fut peut-être de prendre trop au sérieux tant de choses qui se voient tous les jours.

Ministre à Vienne d'abord, puis ambassadeur près la même cour, M. de Bourqueney déploya lors de la guerre d'Orient beaucoup de tact et d'esprit de suite à préparer la neutralité de l'Autriche et à maintenir dans le concert des puissances occidentales l'ancienne et naturelle alliée des czars, ce qui mérita comme récompense à l'habile diplomate le grand cordon de la Légion d'honneur.

M. de Bourqueney touche à la soixantaine; il a beaucoup vu, observé beaucoup, et personne mieux que lui ne connaît le corps diplomatique européen. Esprit souple, insinuant, rompu au protocole, il sait lire dans une dépêche ce qui s'y trouve et aussi ce qui n'y est pas, et pour ce qui regarde l'histoire des traités, ni le comte de Garden ni Martens n'ont rien à lui apprendre. Ce qu'il serait au premier rang, quel con-

tingent d'idées et d'initiative il apporterait au conseil comme ministre des affaires étrangères, naturellement on l'ignore, puisqu'il n'a jamais été mis à l'épreuve. En attendant, on doit dire que tout ce que l'expérience, tout ce qu'une longue pratique peuvent donner, il le possède à fond. Les bureaux l'aiment, car c'est par excellence l'homme de la carrière. C'est aussi un spirituel causeur, un dilettante émérite, un fin gourmet. Rossini n'a pas de plus intelligent et de plus zélé prosélyte, et, d'autre part, nous jurerions que le dîner donné le 15 août à Zurich par M. de Bourqueney fut un repas choisi.

Sous le dernier règne, presque toutes les fois que M. de Bourqueney dînait au Château, Louis-Philippe, qui connaissait le goût délicat de son ministre, se plaisait à soumettre à son appréciation certaines raretés des meilleurs crus; et plusieurs d'entre les illustres commensaux des Tuileries à cette époque se souviennent encore de la benoîte onction avec laquelle M. de Bourqueney, après avoir gravement dégusté, répondait en s'inclinant: « Sire, c'est parfait! »



LE GÉNÉRAL FILANGIERI

ET

LE ROI FERDINAND II

« Si j'étais Dieu le père, disait Stendhal, je passerais six jours de la semaine dans le ciel, et le septième à Naples, rue de Tolède, ou à Chiaja. » Quel plus beau pays, en effet, que ce royaume des Deux-Siciles ! Mais, en revanche, quelle plus triste histoire que la sienne ! A quoi tient cela ? Influences énervantes du climat, diversité des races composant la population ; avec une pareille matière et de la bonne volonté, on écrirait de beaux chapitres. Faisons mieux, ne les écrivons pas. Sur une masse d'environ cinq cent mille

habitants, Naples renferme quelque chose comme cent mille lazzaroni; de là tout un système de gouvernement plus mauvais que bon, mais qui, sans aucun doute, a sa raison d'être comme tant d'autres systèmes qui ne valent pas mieux.

Qu'est-ce qu'un lazzarone?

Le lazzarone, qui tire son nom du biblique Lazare, est le plus gueux des êtres de la création, et néanmoins le plus heureux : le plus heureux parce qu'il vit content sous le ciel d'azur de la Sicile; le plus content parce qu'il n'a aucun besoin. La nuit venue, il installe son gîte sur le degré de marbre d'un palais, et la voûte étoilée lui sert de toit. Au jour nouveau, il se réveille, baise pieusement son scapulaire et se recommande à son patron comme dans la *Muette de Portici.*

Ferdinand II fut le vrai roi des lazzaroni; ce monarque, si décrié dans les conseils de l'Europe, était au demeurant fort populaire chez lui. Les lazzaroni

d'une part, les Suisses de l'autre, et le général Filangieri pour ministre, il n'en demandait pas davantage pour régner. Même un moment, sur la fin, il avisa que c'était trop; Filangieri lui semblait un Jacobin, et il l'éconduisit doucement, quitte à le recommander à son successeur, lequel encore jugea à propos d'y regarder à deux fois avant de s'en faire un premier ministre. Il faut, en vérité, être à la cour de Naples, pour qu'un homme comme le général Filangieri puisse représenter une idée de mouvement et de progrès.

Voyons ce Jacobin.

I

Né à Cava, petite ville du *Principato citeriore*, le 15 mai 1784, le général Filangieri, prince de Satriano, est le fils de l'illustre jurisconsulte. Après avoir de bonne heure embrassé le métier des armes, il était,

tout jeune encore, lieutenant de cavalerie, lorsque, en 1808, il dut, avec sa famille, quitter les États de Naples pour cause d'opinion libérale. Le premier consul l'admit dans son Prytanée, d'où il sortait, en 1803, pour être incorporé, en qualité de sous-lieutenant cette fois, dans la 33ᵉ demi-brigade, qui opérait en Hanovre sous les ordres du général Mortier. C'étaient ses premières armes, et il se distingua. Ses états de service parlent d'une blessure qu'il reçut à Vliessingen en sauvant, au milieu des morts et des éclopés, une chaloupe canonnière. A la campagne de 1807, dans une rencontre avec le corps de Meerfeldt, il s'empara d'un drapeau autrichien et reçut deux coups de baïonnette. Capitaine à Austerlitz, il prit, à la tête de ses grenadiers, deux redoutes placées à l'entrée du village de Tellnitz, emmena quatre canons et fut atteint d'une balle au visage.

Revenu à Naples, Filangieri entrait, en 1806, dans l'état-major de Joseph Bonaparte, et nommé aide de camp du général Mathieu Dumas, se faisait remarquer au siége de Gaëte en empêchant la flotte anglo-sicilienne de brûler le pont du Garigliano. Lorsque,

plus tard, Joseph devint roi d'Espagne, il l'accompagna en qualité d'officier d'ordonnance; mais, après la bataille de Burgos, il lui fallut retourner à Naples, à la suite d'un duel malheureux, dans lequel Filangieri tua son adversaire, le général Franceschi, un Corse. Colonel du 8e régiment de ligne en 1812, il fut fait maréchal de camp (général-major) en 1813; puis, en 1814, aide de camp de Murat, qui le prit en confiance et le chargea d'importantes missions diplomatiques à Vienne, Paris et Milan. Le 4 avril 1815, il franchit le premier le pont du Tanaro, força le passage à travers les colonnes autrichiennes, et reçut quatre balles dans le corps, dont l'une lui fracassa la jambe droite. Il avait alors trente et un ans et le grade de lieutenant général.

A la restauration de la dynastie des Bourbons, Filangieri resta au service, mais sans inspirer grande sympathie à la cour, qui le maintenait à distance comme tous les officiers muratistes. Ce que voyant, Filangieri prit le parti de passer du côté de l'absolu-

tisme. « Si la montagne ne vient à nous, allons à la montagne ; » divin précepte qui a servi et qui, jusqu'à la fin des siècles, servira de règle à bien des hommes de guerre et des hommes d'État, plus ou moins illustres ! Les uns prétendent qu'avec le temps, les opinions du général s'étaient gravement modifiées ; d'autres, ses ennemis, déclarent au contraire qu'il n'opéra son évolution que par haine et jalousie contre le général Pepe, qui s'était mis à la tête du parti des libéraux. Quoi qu'il en soit, Filangieri perdit sa peine, et, pour cette fois du moins, ses avances furent inutiles ; car les armes autrichiennes ayant dûment remis à leur place les constitutionnels napolitains, la réaction victorieuse se crut dispensée de toute espèce d'égards envers les muratistes défectionnaires, et il se vit congédié comme les autres.

Sa mise en non-activité ne cessa guère qu'à l'avénement du roi Ferdinand II, qui vient de mourir. Rappelé par le nouveau gouvernement, le général Filangieri fut nommé à la direction de l'artillerie et du génie. Le roi avait pour lui du goût et même de

l'amitié, il se plaisait à son commerce, le retenait volontiers dans son entourage, mais sans lui laisser prendre d'influence : car les vrais politiques de Ferdinand II, les réelles autorités de sa camarilla, c'étaient le père Cocle son confesseur, et le marquis del Carretto, son ministre de la police.

On a beaucoup parlé et beaucoup écrit sur Ferdinand II, et, comme de juste, la calomnie ne l'a guère épargné, dans ces derniers temps surtout et depuis les fameuses dénonciations à l'Europe de M. Gladstone et de lord Palmerston, son roué compère. Et cependant ce prince eut un très-beau commencement de règne, et je doute qu'on trouve dans l'histoire de Naples une époque où l'administration ait fait davantage pour le progrès matériel. L'ordre rétabli dans les finances, la liberté d'exportation accordée pour les céréales, l'armée et les défenses du pays régulièrement constituées, de vieux priviléges abolis, les monuments publics restaurés, des voies nouvelles partout créées; c'était là de quoi préparer les gens à la bienveillance, d'autant plus qu'une amnistie complète et un système fort

adouci de gouvernement accompagnèrent toutes ces mesures. Ceux-là furent trompés, je l'avoue, qui avaient rêvé l'établissement d'institutions constitutionnelles. Mais de ce que Ferdinand II ne fut pas le modèle des rois libéraux, de ce qu'il s'obstina jusqu'à la fin à ne point accorder de réformes dans les affaires de l'Église, s'ensuit-il qu'il ait mérité les ignobles invectives dont on l'a poursuivi?

Les rois sont comme les autres hommes : il y en a de bons, il y en a de pires, et sauf de très-rares exceptions, ils ont en eux ce mélange de bien et de mal qui fait le fond de notre pauvre espèce. Mais la grande habileté de la polémique consiste à ne les présenter à l'opinion que selon les besoins du moment, et tandis que de l'un on ne veut savoir que le bien, de l'autre on ne se rappelle que le mal. On se souvient que le roi de Naples ne vécut entouré que de pères jésuites et de pères capucins, mais on oublie volontiers que Charles-Albert fit longtemps de même, et que le valeureux protagoniste de l'idée d'indépendance et d'unité en Italie, fut le plus absolutiste des monarques avant d'en être le plus libéral.

II

On serait, à coup sûr, très-mal venu de le vouloir nier, le sens constitutionnel manquait absolument au feu roi de Naples. Mais il avait des qualités privées qui, à défaut d'une politique intelligente et selon l'esprit des temps, l'aidèrent à se maintenir en crédit auprès des masses et à conserver pour amis des hommes tels que Filangieri. Il était au besoin accueillant, généreux, fidèle dans ses relations, jusqu'à vous faire croire au plus sincère attachement, et avec cela tant de familiarité dans l'occasion, de délicatesse à rendre service! L'Europe le jugeait mal ou plutôt le jugeait bien. L'Europe ne voyait de loin que sa politique, et sa politique était détestable. Restaient les qualités privées, qui ne laissaient pas de s'exercer avec profit, tant sur les grands seigneurs de son entourage que sur la vile multitude : *Misera*

contribuens plebs, comme parlent dans leurs cartulaires ces fiers madjars hongrois, ce qui ne les empêche pas de passer en France pour des libéraux!

Un jour il advint que le général Filangieri se trouva fort embarrassé dans ses finances. Pour être un grand homme de guerre, comme pour être un grand homme de plume, il n'est pas toujours indispensable d'avoir de l'ordre dans ses affaires; trop d'exemples fameux l'ont prouvé, et sans remonter jusqu'à César, nous pourrions en citer de tout récents; contentons-nous de l'histoire du général Filangieri. Prodigalité ou mauvaises spéculations, de quelque côté que le mal vînt, il n'en est pas moins vrai que la déconfiture était complète. La dette montait en grondant comme une mer houleuse qui va tout engloutir, fortune et renommée, et le malheureux général, debout sur son promontoire, armait déjà son pistolet pour se faire sauter la cervelle, au moment où le flot l'atteindrait.

Le roi, qui ne se doutait de rien, était bien tran-

quillement dans son palais, lorsqu'on accourut l'avertir de ce qui se passait.

« Filangieri ! dit-il, voilà en effet plusieurs jours que je ne le vois pas ! » Et ordre fut donné à la personne qui s'était chargée d'apporter cette nouvelle, d'aller quérir le général, et de l'amener sur l'heure, mort ou vif.

Quand il entra, pâle encore de désespoir dans le cabinet du roi, Ferdinand se leva pour aller à sa rencontre, et, l'attirant dans ses bras, lui reprocha avec émotion son manque de confiance, et voulut absolument savoir ce qu'il devait. Filangieri hésitant à répondre et à s'expliquer sur la somme, laquelle était de conséquence, le roi comprit qu'il n'en finirait pas s'il n'essayait de deviner.

« Voyons ! est-ce six cent mille francs qu'il te faut ?

— Hélas ! Sire, soupira le général.

— Huit cents, peut-être ! Diable d'homme ! »

Le général baissa la tête.

« Allons, va pour le million ! »

Et comme Filangieri persistait à *garder le silence*, Ferdinand II continua à grimper son échelle de chiffres degré par degré, jusqu'à quinze cent mille francs.

Là, le général fit un signe affirmatif et le roi s'essuya le front en s'écriant : « Ouf ! » comme un homme essoufflé d'avoir monté neuf étages.

Ferdinand II offrit à l'instant de donner la somme; mais Filangieri crut d'abord devoir refuser, et il s'établit à ce sujet une lutte des plus chaleureuses entre les deux amis, lutte à laquelle le roi mit fin en s'écriant :

« Mais si je te la prête cette somme... prends toujours... tu me la rendras quand tu pourras ! »

L'histoire ne dit pas si le général Filangieri a ja-

mais acquitté cette dette en espèces sonnantes et trébuchantes, mais son dévouement resta depuis inaltérable, et le royal bienfaiteur a pu mourir avec la conscience de n'avoir point fait un ingrat.

III

En 1848, lorsque les troupes napolitaines partirent pour aller soutenir la guerre de l'indépendance, Filangieri voulut un moment les commander, mais il rencontra sur ce chemin son vieil antagoniste, le général Pepe, et se tint en réserve, attendant que l'heure sonnât de servir la cause royale. L'insurrection sicilienne vint quelques mois plus tard offrir à son zèle une grande occasion de se montrer. Il dirigea l'expédition contre Messine, prit la ville après un bombardement de quatre jours, et s'apprêtait à pousser sa victoire jusqu'à Palerme, quand l'intervention des amiraux des flottes française et anglaise l'amena,

de gré ou de force, à accorder une amnistie. Ce ne fut qu'au printemps de 1849 qu'il reprit l'offensive à la tête d'une armée soigneusement choisie et dans laquelle les Suisses entraient pour une bonne part. Les Siciliens combattaient sous les ordres de Mierolawski; le général les défit en plusieurs rencontres décisives, et le 6 avril, à Catane, le 15 mai, à Palerme, éteignit les foyers de la révolte.

La couronne à qui Filangieri rendait ainsi son plus beau fleuron paya ce glorieux service du titre de duc de Taormina, et joignit au titre un majorat de douze mille ducats. Puis vinrent les grands cordons en abondance; de la Russie, de l'Autriche, de l'Espagne, il en arriva par douzaines. Cependant, il est permis de croire que, si comblé qu'il fût de richesses et d'honneurs, Filangieri n'approuva pas toujours au fond de l'âme les maximes que le roi Ferdinand mettait en pratique pour gouverner. Dans ces dernières années surtout, le désaccord éclata tellement que le général crut devoir s'éloigner des affaires, et retira son concours à son royal maître et bienfaiteur, dont il resta pourtant l'ami jusqu'à la fin.

C'est, en effet, sur l'expresse recommandation de Ferdinand à son lit de mort, que le jeune roi François fit appeler, en juin dernier, le général Filangieri pour lui confier, avec le portefeuille de la guerre, la présidence du conseil, et personne n'ignore que le choix n'ait été très-bien vu, même du parti libéral.

Une grande fermeté de caractère, beaucoup d'énergie, de sang-froid, de résolution, et avec cela, dans l'emploi de la force, une certaine modération : voilà Filangieri. Ajoutons une immense aptitude au travail et la connaissance approfondie des secrets de l'administration, deux qualités qui sont loin d'être insignifiantes dans le nouveau poste qu'il occupe. C'est aussi un homme du monde, causant au besoin de toutes choses, et dont la verve anecdotique aime à se répandre quand on lui parle de Joseph Bonaparte, de Murat, et surtout du feu roi, qu'il ne traite jamais qu'avec de respectueux égards, même en racontant les dévotieuses pratiques auxquelles ce singulier monarque avait la faiblesse de recourir : par exemple, cette fameuse chape de je ne sais plus

quel saint, dont il se faisait revêtir lorsqu'il lui fallait prendre une détermination solennelle, comme de bombarder ou de ne pas bombarder Naples!

LE PRINCE RÉGENT DE PRUSSE

Qu'est-ce donc que le prince de Prusse? demandait un jour devant nous un étranger à l'un des hommes les plus éminents de l'administration nouvelle.

— Le prince de Prusse, lui fut-il répondu, c'est un Prussien.

Et en effet dans cette très-simple réplique il y a tout un caractère.—Le prince de Prusse a l'aspect d'un véritable souverain : grand, robuste, le front noble et ouvert, la loyauté sur le visage. Je n'insiste pas sur le côté militaire de sa physionomie ; dans la monarchie de Frédéric, dans un État qui s'est fait ce qu'il est par l'épée, tout prince porte en naissant l'uniforme, et

n'eût-on pour le métier des armes qu'un goût très-médiocre, comme cela s'est vu plus d'une fois, la tradition de famille veut qu'on en ait la contenance. D'ailleurs le prince de Prusse a toutes les qualités d'un soldat, et c'est bien la vocation qui chez lui règle l'attitude.

On reconnaîtra toutefois dans cette noble figure militaire beaucoup de courtoisie et d'aménité, dons charmants que le prince tient de son illustre mère la reine Louise. C'est très-beau sans doute d'être un vaillant soldat et d'en avoir l'air; mais pour faire un roi, pour faire surtout un régent, il faut encore bien d'autres choses. Or, chez le prince de Prusse, on me paraît avoir beaucoup exagéré le militaire aux dépens du politique.

Esprit avisé et perfectible en même temps qu'honnête, le prince de Prusse appartient cependant à cette classe d'hommes pour lesquels aucun enseignement n'est perdu. Lui aussi eut ses mauvais jours, ses instants de trouble et d'erreur, auxquels, malheureuse-

ment pour les principes qu'ils représentent, les légitimes héritiers des races royales sont soumis comme les autres hommes, et si nous rappelons l'émigration en Angleterre de 1848, cet abandon précipité du sol de la patrie au plus fort de la tourmente révolutionnaire, c'est moins pour relever une faute désormais oubliée que pour appuyer sur la manière dont cette faute même devint profitable aux garanties futures de l'Allemagne. On ne respire pas impunément l'air d'un pays libre. Accouru en Angleterre sur les conseils et les instances du plus aveugle des partis, le frère de Frédéric-Guillaume IV y fit en quelque sorte son éducation constitutionnelle, et ce fut là sans doute ce qui amena plus tard entre le jeune fils du prince et la fille aînée de la reine Victoria cette alliance dont la Prusse à bon droit se montre aujourd'hui si fière.

Nous citerons une autre circonstance qui, non moins que ce séjour en Angleterre, devait servir au prince de Prusse pour secouer à tout jamais l'esprit de coterie. On se souvient des violents débats qui s'élevèrent au sujet de la constitution fédérale, dont

la majorité de l'assemblée de Francfort réclamait la réforme. C'était le vœu de l'Allemagne entière, et la Prusse dut s'y associer; mais en dépit des plus vaillants efforts cette politique échoua contre le mauvais vouloir de l'Autriche, énergiquement soutenue à cette époque par la Russie. Le prince de Prusse, qui s'était ouvertement déclaré pour la réforme, éprouva un profond ressentiment de cet échec, et à dater de ce moment il tourna le dos au parti de la *Croix*, lequel n'a jamais compris qu'il puisse y avoir de salut pour la Prusse en dehors d'une absolue soumission à la politique de l'Autriche et de la Russie. Comme il répugnait à sa loyauté de faire de l'opposition au gouvernement de son frère, il se confina dans son commandement militaire des provinces rhénanes, où il demeura jusqu'au moment où la guerre d'Orient vint de nouveau mettre aux prises les divers partis. On sait les dissidences d'opinion qui éclatèrent entre le roi et le prince de Prusse, dissidences vigoureusement exploitées par l'ambassade russe s'aidant du parti de la *Croix*, et qui amenèrent la démission du général de Bonin, ministre de la guerre. Partout ailleurs que

dans le sein de cette famille royale si profondément unie, un tel incident eût pu entraîner les plus fâcheuses conséquences. L'inviolable amitié que ces deux nobles cœurs s'étaient vouée d'enfance résista à cette épreuve comme à tant d'autres, et si le prince de Prusse fut en effet au moment de s'éloigner des affaires, le roi répondit à ces velléités de découragement en le nommant général supérieur de l'infanterie, dignité équivalente à celle de feld-maréchal, dont il n'est pas d'usage en Prusse qu'un prince du sang soit revêtu.

Cette tendre et pieuse affection des deux illustres frères, contre laquelle aucun événement n'avait jamais prévalu, explique la crise de douloureuse hésitation par laquelle eut à passer le prince de Prusse, lorsque, du vivant du roi son frère, il fut mis en demeure de prendre en main la souveraineté. Continuer telle quelle la politique de Frédéric-Guillaume IV, qu'il avait dans ces dernières années surtout publiquement désavouée, cela ne pouvait convenir à la dignité de son caractère. D'autre part, l'honnêteté de sa con-

science lui reprochait d'apporter au gouvernement des principes qu'il savait n'être pas entièrement ceux du roi. Que penserait de sa conduite Frédéric-Guillaume IV ? Que dirait de ces changements son bien-aimé frère, si par bonheur il árrivait à son esprit de s'éveiller un jour de cette léthargie qui l'accable? Ajoutons que le bruit de ces changements pouvait parvenir aux oreilles de l'auguste malade à travers les commentaires les plus malveillants. Scrupules, dira-t-on : va pour les scrupules, d'autant plus que du temps où nous vivons ils deviennent assez rares pour qu'on en fasse cas, même chez ceux qui sont appelés à gouverner les hommes. Du reste, de pareils mobiles ne se rencontrent guère que dans les âmes élevées, et ne sauraient en rien contredire la fermeté qui est une des remarquables qualités du régent comme de sa noble compagne.

L'avénement constitutionnel de la Prusse a été très-laborieux, incertain, parfois rétrograde; il n'en est que plus instructif, et, nous l'espérons, il n'en

est que plus vivace. On reprochait à la race allemande d'être trop spéculative, tour à tour abstraite et violente, de se complaire à la vague indépendance des systèmes mieux qu'elle ne s'entend à la liberté pratique des institutions : c'est même contre ce penchant présumé national que le roi Frédéric-Guillaume IV se raidissait, peut-être à l'excès, dans son effort pour n'admettre en fait de libertés que celles qu'il nommait des *conséquences historiques* et rejeter le reste comme théories dangereuses. Quoi qu'il en soit, la résistance fut loyalement opiniâtre sans être absolue : elle enraya sans détruire; elle restreignit l'impulsion sans briser, sans fausser gravement le ressort. De là maintenant facile et heureux progrès sous un nouvel ascendant; de là, pour le prince éclairé qui tient la couronne en garde, la plus noble mission à remplir, l'affermissement de la constitution par l'action complète qui lui sera laissée, le ralliement des esprits par le mouvement même des chambres législatives, et la juste influence que ce mouvement assure au patriotisme, au talent, à l'aptitude politique.

Le roi aujourd'hui retiré du conflit des affaires disait, il y a bien des années, dans une des occasions solennelles qui précédèrent ses luttes intestines, que la Prusse, forte de son territoire compacte et de ses quinze millions d'âmes, la Prusse agricole et guerrière avait désormais un rôle considérable en Europe et qu'elle n'en descendrait pas. Il faut reconnaître que son rôle peut beaucoup s'élever dans l'ordre moral et politique par l'entière et heureuse action des garanties sociales dont la Prusse a déjà le cadre et les formes. Les esprits y sont préparés : la première expérience est faite, les inconvénients sont connus et signalés, les avantages bien compris. Les doctrines de M. Ancillon ne trouveraient plus en Prusse un seul écho accrédité ; toutes les opinions qui s'avouent y veulent également la monarchie agissant par les chambres et avec les chambres. C'est à cette disposition dominante que s'adressait dernièrement le sage et ferme langage du prince dépositaire de la régence. L'esprit pénétrant et tenace qui est aussi un des attributs de la race allemande l'emportera sans nul obstacle sur l'esprit d'illusion et de

rêve. La Prusse est par cela même aujourd'hui le terrain le mieux préparé; les hommes y répondent à la circonstance, les plus nobles gages de l'avenir y portent secours au présent. La Prusse, sous de tels auspices, nous paraît destinée à donner prochainement deux grands exemples au monde : la réalité active des libres institutions dans une monarchie, la pratique intelligente et vraie de ces institutions servant à la stabilité du trône et à la prospérité non moins qu'à la dignité du pays!

MME LA PRINCESSE DE PRUSSE

On a beaucoup parlé de la rare beauté de madame la princesse de Prusse; on a vanté sa haute intelligence, son instruction variée et solide, son goût passionné pour les sciences, les lettres et les arts. Tous ces avantages sont réels, et si vous eussiez interrogé M. de Humboldt, qui, je suppose, devait s'y connaître, il vous eût dit que le mérite ici passe l'éloge; mais une supériorité qu'on n'a, selon nous, point assez remarquée chez cette aimable personne, c'est la force de caractère, c'est aussi un grand bon sens joint à beaucoup d'imagination, une volonté implacable, un tact suprême dans l'art de la conduire, de la modérer, de la déguiser au besoin.

Personne ne fait davantage en ayant l'air de si peu faire.

Cette loi de toujours vivre à l'écart qu'elle s'était imposée, peut-être faudrait-il en chercher la raison autre part que dans ses goûts naturels pour l'étude et les délectations d'un cercle intime. De froissements, il ne pouvait y en avoir pour elle à la cour de son beau-frère; mais sa présence en pouvait susciter. Il est de ces ennuis, de ces désappointements de toute une existence dont rien ne console, et qui finiraient par aigrir le cœur d'un ange. L'épouse de Frédéric-Guillaume IV, la reine Élisabeth, n'ayant point eu d'enfant, ne pouvait voir dans madame la princesse de Prusse que l'heureuse mère de l'héritier du trône. On pardonne volontiers la beauté, l'intelligence, la jeunesse ; mais il est de ces dons de la Providence que l'âme la plus noble et la plus pure s'oublie à jalouser, même chez une sœur.

Loin de chercher à s'enorgueillir des avantages de sa situation, madame la princesse de Prusse au contraire s'est toujours efforcée de les faire en quelque

sorte excuser, vivant peu à Berlin, et beaucoup à Coblentz et dans le grand-duché de Bade, où ses vertus, sa parfaite bienveillance, son tact exquis, l'ont rendue populaire. Combien à sa place n'eussent vu dans l'occupation du grand-duché par les troupes prussiennes qu'une occasion de dominer et de paraître! La princesse de Prusse comprit autrement son rôle, et c'est à force de mesure et de goût, à force de bienfaits pour les uns et de gracieuses déférences pour les autres, qu'elle parvint à faire accepter l'autorité temporaire de son mari dans un pays conquis sur les bandes révolutionnaires, mais dont il fallait éviter de froisser et les populations qu'on voulait sauvegarder, et la famille souveraine qu'on voulait maintenir.

En dépit de ses remarquables aptitudes littéraires, de ses rares instincts d'artiste, madame la princesse de Prusse était née pour la politique; c'est une femme d'affaires dans la grande acception du mot. Si vous retrouvez en elle le sang de ce Charles-Auguste qui fut jadis l'ami de Gœthe, il faut reconnaître en même

temps qu'elle est bien la digne fille de sa mère, madame la grande-duchesse douairière de Saxe-Weimar, sœur aînée de l'empereur Nicolas, morte tout récemment. A Weimar, sous le dernier règne, madame la grande-duchesse Maria Paulowna était l'âme de la cour et de tout ce charmant pays qui lui doit tant. Habile à surveiller les affaires sans prétendre les diriger, d'un esprit droit, clair, imperturbable en sa justice, elle était en politique un arbitre irrécusable, et dans les choses de la littérature, la dame patronnesse par excellence. Schiller chanta des hymnes à sa gloire, et Gœthe, dont l'inspiration badine volontiers avec les plus fières, ne ressentit en sa présence d'autre émotion que celle du respect. On n'imagine pas en effet de physionomie plus imposante, et sous ce calme prbfond, sous cette froideur apparente d'une âme que la conscience de son rang, de sa dignité, n'abandonne jamais, que de bonté, de douceur, de sympathie! Quand elle entrait quelque part, même sans la connaître, tout le monde se serait levé involontairement. On eût dit l'apparition de la grandeur morale.

Madame la princesse de Prusse partage ce prestige avec son auguste mère, il a certes été donné à très-peu de femmes d'être aussi merveilleusement douées du côté des avantages physiques; mais dans les hommages que sa présence commande, la beauté n'est jamais venue qu'au second rang. Madame la princesse de Prusse a pour elle quelque chose qui vaut mieux, je veux parler de son ascendant intellectuel et moral, auquel pas plus à Bade qu'à Berlin ses ennemis n'ont jamais pu se soustraire.

LE MARÉCHAL CANROBERT

L'ancien commandant en chef de l'armée de Crimée est né en 1809, dans le département du Lot, et non loin du village qui donna le jour à Murat. Entré à l'École militaire de Saint-Cyr en 1826, il en sortit pendant l'automne de 1828, comme sous-lieutenant au 47e de ligne, et partit en 1835 pour l'Afrique avec le grade de lieutenant. Dans la province d'Oran, où son régiment stationnait, il prit part à toutes les affaires qui, sous les généraux Clausel, d'Arlanges et Létang, eurent lieu contre Abd-el-Kader, dont les succès sur la Makta donnaient de la besogne à nos troupes. A l'expédition de Mascara, le lieutenant Canrobert attira sur lui, pour la première fois, l'attention

des officiers supérieurs, et, s'étant distingué à la prise de Tlemcen, comme à la bataille de la Tafna, comme partout où l'on échangeait des coups de fusil, il fut nommé capitaine au printemps de 1837. A l'assaut de Constantine, il eut l'honneur d'être blessé auprès de l'héroïque colonel Combes, qui, frappé mortellement sur la même brèche, rendait, en expirant, témoignage à sa bravoure et le recommandait au maréchal Valée comme un officier d'avenir.

Nommé chevalier de la Légion d'honneur, il reçut, en 1839, la difficile mission de former avec les bandes de Cabrera, réfugiées sur le sol français, un bataillon pour la légion étrangère. Il aida aussi beaucoup, au camp de Saint-Omer, à l'instruction des officiers des troupes légères, que le duc d'Orléans avait prises sous sa direction personnelle. En 1841, il retourna en Algérie, et du sixième bataillon de chasseurs à pied, passa bientôt comme chef de bataillon dans le 15e régiment d'infanterie légère. Ses traits de courage dans les diverses expéditions de cette époque ne

sauraient se compter. A Behl il tint avec deux cent cinquante chasseurs contre trois mille ennemis et se battit ainsi huit mois contre les Kabyles sans jamais mesurer le nombre de ses adversaires. Colonel en 1848, il fut mis à la tête d'un régiment de la légion étrangère, avec lequel il battit les montagnards de l'Aurès et fit prisonnier le bey Achmed. A la guerre un vaillant chef, secondé par de braves soldats, devient le géant de la fable, le géant aux cent bras, dompteur du péril. Le colonel Canrobert se faisait surtout remarquer par sa présence d'esprit dans les circonstances critiques. Le trait suivant raconté par M. Pierre de Castellane peut en donner l'idée.

En 1848, devenu colonel des zouaves, il se rendait du poste d'Aumale à Zaatcha pour prendre sa part du siége. Le choléra s'était mis dans sa colonne et la décimait pendant la marche. On avançait avec peine, et les bêtes de somme étaient encombrées de mourants. Au moment le plus pénible, on l'avertit que les tribus nomades du Sud se disposaient à l'atta-

quer. Il fallait à tout prix éviter l'engagement, car les transports manqueraient pour les blessés. Le colonel aussitôt prend ses dispositions de combat, puis marche seul vers les nomades avec son interprète et leur fait crier ces paroles : « Vous autres, sachez-le, je porte la peste avec moi, et si vous ne me laissez passer, moi et les miens, je la jette sur vous. »

Les Arabes qui, depuis quelques jours, pouvaient suivre la colonne, aux tombes fraîchement creusées, saisis de terreur, n'osèrent attaquer et laissèrent passer.

En 1850, le prince-président fit venir à Paris le général Canrobert, lui donna d'abord à commander une brigade d'infanterie, puis le nomma son aide de camp, position qu'il occupait lors du coup d'État et qu'il a conservée ensuite étant général de division.

Lors de la guerre de Crimée, le général Canrobert fut investi du commandement de la première division

d'infanterie, et, comme tel, assista aux premiers combats. A la mort du maréchal Saint-Arnaud, il recueillit son héritage, et la direction suprême du siége de Sébastopol lui échut. Plus tard, des difficultés et des mésintelligences dont il ne nous est pas permis de nous occuper, ayant entravé les opérations, le général Canrobert offrit sa démission et poussa le désintéressement jusqu'à vouloir, lui qui commandait en chef la veille, servir sous les ordres du général Pélissier, son successeur. Les troupes, dont le bien-être matériel avait toujours été sa préoccupation la plus vive, les troupes l'adoraient, et sa présence était partout saluée d'unanimes acclamations. Le 26 juillet, une dépêche télégraphique du ministre de la guerre l'invita à rentrer en France pour y pourvoir aux soins de sa santé. A cette dépêche, le général ayant répondu que des raisons de santé ne sauraient, sous aucun prétexte, lui faire quitter son poste en un pareil moment, le télégraphe parla derechef, et cette fois pour transmettre un ordre de l'Empereur.

Le général Canrobert quitta la Crimée le 8 août pour rentrer en France, où l'attendait, comme par le passé, la confiance de son souverain, qui l'a depuis successivement élevé aux dignités de maréchal, de sénateur et d'ambassadeur en Suède.

Dans la guerre qui vient de se clore par le traité de Villafranca, le maréchal Canrobert commandait le troisième corps d'armée.

LE DUC DE MODÈNE

La maison grand-ducale de Toscane est une seconde branche de la famille impériale de Habsbourg-Lorraine; la maison ducale de Modène est la troisième. La constitution du duché, comme celle des provinces lombardes, que l'Autriche possédait hier encore, ne remonte pas simplement aux traités de 1815, mais bien aux négociations pacifiques qui, en 1713 et 1714, mirent fin à la guerre de la succession d'Espagne, et par lesquelles l'empereur Charles V stipula certaines dispositions en faveur de sa ligne allemande. On en pourrait presque dire autant de Venise, dont l'acquisition ne fut également qu'une sorte de dédommagement pour l'abandon de territoires menacés par une

ambition qui, alors comme aujourd'hui, empruntait le masque de la nationalité italienne.

Ferrare avait toujours été la résidence des princes d'Este, lorsqu'en 1538 le pape Clément VIII imagina, sous un prétexte quelconque, d'englober cette ville dans les États de l'Église ; le duché alla ainsi s'amoindrissant d'âge en âge jusqu'au jour où le torrent de la révolution française en emporta les derniers restes en 1796 et charria vers l'exil le duc Hercule III, lequel à la vérité, lors de la paix de Lunéville, fut mis en possession du Brisgau et se vit ainsi dédommagé aux frais de l'Autriche. Cependant, pour si récompensé qu'on le tînt, ce prince n'en légua pas moins ses prétentions à l'époux de sa fille, l'archiduc Ferdinand d'Autriche[1], fils de l'empereur François Ier et de Marie-Thérèse, et propre frère des empereurs Joseph II et Léopold II.

Mais à celui-là non plus il ne fut point donné de jouir de l'héritage. La paix de Presbourg (1805) lui

[1] Né le 1er juillet 1752.

enleva le Brisgau, dont s'arrondit le duché de Bade; et il mourut le 24 décembre 1806, à trois ans de distance de son auguste beau-père, qui dès 1803 s'était endormi dans le Seigneur.

Ses enfants portèrent alors leur résidence en Autriche, où le 6 janvier 1808 sa plus jeune fille devint la troisième femme de l'empereur François, tandis que les deux aînées épousaient des princes de Sardaigne et de Bavière.

Quant à l'archiduc François IV[1], son direct et légitime héritier, l'année 1814 allait le replacer bientôt sur le trône de Modène.

I

Ce prince, père du duc actuel, mériterait d'avoir sa place dans une galerie de portraits du XVe siècle, et,

[1] Né le 6 octobre 1779, marié le 20 juin 1812 à sa nièce Marie-Béatrix de Sardaigne.

tout en faisant, parmi tant de bruits répandus sur son compte, une large part à l'exagération, on ne saurait s'empêcher de reconnaître qu'il fut à tous les points de vue un de ces princes malencontreux dont le règne gâterait les affaires de toute une dynastie. C'était au suprême degré l'homme de la défiance et des *rigueurs salutaires*. Machiavel l'avait endoctriné comme il en a depuis évangélisé tant d'autres. Les sociétés secrètes lui faisaient peur; il y entra pour mieux les surveiller, et sa peine fut perdue, car à la tête des meneurs du mouvement de 1831 figurait le propre chef de sa police personnelle. Ce mouvement le força à se réfugier à Vienne, d'où les armes autrichiennes le ramenèrent le 9 mars dans sa capitale. A dater de cette époque, il se maintint en dépit des conspirations et des tentatives d'assassinat. Par quelles mesures de rigueur? par quels actes implacables, iniques? Comment le savoir? C'est le propre du despotisme de fausser tous les jugements de l'histoire, même de l'histoire contemporaine. A force de bâillonner la presse, d'empêcher toute espèce de protestation, un gouvernement finit par s'ôter à lui-même tout moyen

d'éclairer ses actes. Celui-là qui s'arroge à lui seul le droit de parler, les honnêtes gens ne le croient pas, et ce qui serait pour un gouvernement honnête et régulier l'heure de la discussion, n'est jamais pour lui que l'heure de la calomnie.

Qu'on ait calomnié le duc de Modène, qui en doute? On prête aux riches, et François IV fut en ce genre un vrai prodigue. Il y en a même parmi ses boutades qui, jusqu'en leur extravagance la plus bizarre, témoignent d'un esprit inébranlable en ses convictions, celle, par exemple, de n'avoir point voulu reconnaître le gouvernement de Louis-Philippe et d'avoir tenu bon jusqu'à la fin. — Un principe, disait M. de Metternich, est inexorable, immuable, partout et toujours égal à lui-même, tandis qu'une doctrine est au contraire chose absolument arbitraire et d'un mauvais emploi en politique. — En ce sens, on peut le dire, ce n'était pas un doctrinaire que le feu duc de Modène, mais un homme de principe, plus encore de système, et c'est ainsi qu'après avoir, si petit qu'il fût en Europe, refusé toute espèce d'adhésion à ce qui

lui semblait un gouvernement d'usurpation, il soutenait en Espagne le parti de don Carlos, et contractait pour ce prince un emprunt de vingt-cinq millions en compagnie du roi de Naples et du roi de Sardaigne, qui alors ne s'était pas converti à cette grande cause de la liberté, qui fut, comme on dirait en peinture, *sa seconde manière*.

François IV mourut le 21 janvier 1846. Son fils, le présent duc, François V, qui lui succéda, est né en 1819, et depuis 1842 marié à la princesse Aldegonde, fille du roi Louis de Bavière[1]. Le jeune souverain avait à peine eu le temps de prendre possession de son trône ducal, que déjà s'ouvrait l'ère d'agitations qui a suivi de près en Italie l'avénement de Pie IX. — Bientôt aux difficultés politiques de sa situation, des embar-

[1] Son plus jeune frère, le prince Ferdinand (né le 20 juillet 1821) prit de bonne heure du service dans l'armée autrichienne, fut quelque temps gouverneur de Galicie, et après avoir épousé l'archiduchesse Elisabeth, fille du Palatin, mourut le 14 décembre 1849. Des deux filles de François IV, l'aînée, l'archiduchesse Thérèse (née le 14 juillet 1817), est mariée au chef de la Maison de Bourbon, et la plus jeune, Marie-Béatrix (née le 13 février 1824), a épousé en 1846 l'infant don Juan, second fils de don Carlos.

ras de territoire allaient se joindre. Le 15 septembre 1847, le duc de Lucques ayant abdiqué, la plus grande partie de ses États devait, selon le texte des traités, revenir à la Toscane, qui de son côté, toujours par les mêmes traités, avait à renoncer à ses droits sur Fivizzano pour les passer à l'État de Modène.

Mais ici commencèrent les complications.

La population fivizzane, mue à cette époque du plus fidèle amour pour ses princes légitimes, signifia à son grand-duc qu'elle ne voulait, sous aucun prétexte, se séparer de lui pour devenir modénoise. En même temps, le duc de Modène faisait prendre possession par ses troupes et ses fonctionnaires des États que le droit européen mettait sous la sauvegarde de sa couronne. La Toscane protesta, *ses armées* volèrent aux frontières, et la guerre allait s'allumer entre ces deux puissants voisins, lorsque l'intermédiaire, non cette fois-ci de l'Autriche, mais du Saint-Père, ensuite de la Sardaigne, vint par bonheur tout apaiser. Et ce fut ainsi que Fivizzano échut au duché de Modène.

La mort de l'impératrice Marie-Louise lui valut, à quelque temps de là (18 décembre 1847), un plus sérieux accroissement de territoire. Lorsque la branche des Bourbons, qui régnait à Lucques, passa à Parme, Modène acquit la principauté de Guastalla.

A diverses reprises, le duc s'était vu forcé de réclamer l'appui des baïonnettes autrichiennes, et, en 1848, il conclut avec le cabinet de Vienne un solennel traité d'alliance offensive et défensive; ce qui n'empêcha pas, le mois de mai suivant, les Jésuites d'être violemment expulsés. En vain le prince voulut parler à l'émeute; il lui fallut sortir de ses États, envahis désormais par les bandes révolutionnaires qui débordant des légations proclamèrent à l'envi sa déchéance, et, sous la conduite du Farini de l'époque, décrétèrent l'annexion au Piémont. Mais cette comédie n'eut qu'un moment et, dès le 10 août, François V rentrait dans sa capitale, sans que cette restauration fût signalée autrement que par une amnistie et des mesures de conciliation de toute espèce. Car il convient de le dire, ce n'est ni un Tibère ni un César

Borgia que le duc régnant de Modène, et s'il n'avait pas contre lui les excentricités absolutistes de son trop célèbre père, ses ennemis seraient fort en peine de dresser leur acte d'accusation.

II

D'ailleurs, il faudrait tâcher de s'entendre une bonne fois sur cette question de principes, dont les adversaires de la politique du droit et de l'ordre ne manquent jamais de se servir selon les intérêts de l'argumentation du moment. Si, par exemple, vous leur parlez de madame la duchesse de Parme, ce noble esprit, si ferme, si pratique, si profondément imprégné du libéralisme des temps nouveaux, ce grand cœur de mère et de chrétienne ouvert à toutes les charités, à toutes les clémences, et que nul devoir comme nulle épreuve n'a surpris encore au dépourvu, — ils vous répondront qu'en effet l'illustre fille du duc de Berry a tenu au pouvoir les promesses du sang

dont elle sort, que sa régence fut un gouvernement d'indépendance, de liberté, de réparation, un gouvernement honnête et national, mais qu'il s'agit ici purement et simplement d'une question de principes, et qu'en pareil cas on est fort mal venu de prétendre arguer des mérites et des vertus d'une femme; que *c'est faire de la sentimentalité* que d'insister sur ce chapitre, et qu'en politique rien n'est plus ridicule et plus niais que la sentimentalité. L'argument peut avoir du vrai, et nous l'approuverions volontiers, mais à la condition qu'on s'y tiendrait et qu'après avoir, au nom de l'inflexibilité du principe, méconnu de gaieté de cœur les droits imprescriptibles de madame la duchesse de Parme, on ne viendrait pas faire du rétablissement des autres souverains une pure et simple question de personnes.

Car si d'une part les qualités d'âme et d'esprit de madame la duchesse de Parme ne doivent pas être invoquées, il est évident que de l'autre il ne saurait y avoir que manque de logique et mauvaise foi à vouloir rendre les fils des ducs de Modène et de Toscane res-

ponsables des erreurs et du despotisme de leurs pères.

« Il vous trompe, s'écrient d'avance les révolutionnaires, quand le jeune héritier de la couronne de Toscane vient offrir une constitution ; il vous trompe : son père était au camp des Autrichiens ! »

— Mais, leur répondez-vous, madame la duchesse de Parme n'y était pas, elle, au camp des Autrichiens, et pour l'intelligence des besoins de l'heure présente, il semble assez qu'elle ait fait ses preuves ?

« C'est possible, mais nous ne voyons là qu'une question de sentimentalité ! »

En d'autres termes :

« Si, par fortune, il nous arrive, à force de chercher, de trouver dans la politique des ducs de Toscane et de Modène, fût-ce même dans leur vie privée, un acte capable de jeter de l'odieux sur leurs personnes, nous nous empressons de l'exploiter, mais si au contraire cette politique et cette vie privée ne nous offrent que vertus et dévouement, comme c'est le cas pour madame la duchesse de Parme, nous sommes fermement

résolus à passer outre et à ne nous occuper que du principe. »

Parlons net, ce qu'on veut, c'est le désordre, un désordre bien organisé, dont on puisse s'émerveiller à distance, au plus grand ébahissement des esprits crédules. On reprend en sous-œuvre les préliminaires de Villafranca, qui, tout en proclamant l'indépendance italienne, respectaient en même temps des droits inviolables et, par haine des maisons régnantes, on va jusqu'à vouloir sacrifier l'autonomie des duchés. Or ces préliminaires ont tranché la question d'une manière trop absolue pour que le roi Victor-Emmanuel qui les a signés lui-même puisse oublier que la restauration des princes italiens est une des conditions de la cession de la Lombardie. On ne peut, en dernière analyse, vouloir prendre ce qui n'a pas été cédé, sans s'exposer à s'enlever le droit de garder ce qu'on a reçu[1].

[1] Voir, à ce propos, la réponse embarrassée et si conditionnelle du roi de Piémont à la députation toscane.

A qui fera-t-on croire, en outre, que des États comme la Toscane, Parme et Modène, auxquels la paix de Villafranca garantit désormais un gouvernement national, s'en iront de gaieté de cœur, — pour devenir des provinces piémontaises, — renier leur tradition historique, cette tradition dont les moindres municipalités se montrent, à bon droit, si jalouses? Puis, comme si cette question des duchés n'était point assez grosse, on la complique de la question des légations, on enchevêtre les intérêts, on s'arrange de manière à ce que les difficultés ne puissent plus être résolues isolément, et les directeurs du mouvement semblent ne pas s'apercevoir qu'à force d'accumuler les embarras, de créer des compromissions, ils fatiguent l'Europe.

Les restaurations aujourd'hui sont impossibles par les armes. Qui en doute? Qui serait assez criminel, assez fou, pour oser tenter une entreprise contre la volonté formelle des populations, librement et sincèrement exprimée? Mais si, comme l'assurent les gens bien informés et qui ont vu de près les choses, il y avait dans ces manifestations énormément de mise

en scène[1], si le vœu des populations était, ici, beaucoup moins en jeu qu'on ne se plaît à nous le raconter, il pourrait bien se faire alors qu'à un moment donné, ce qui ne peut ni ne doit s'accomplir par la force se fît tout simplement par lassitude. Le temps est un grand maître en pareil cas, et si j'étais M. Farini, j'en voudrais cruellement à la France de sa politique expectante et dilatoire, plus efficace peut-être pour les restaurations qu'une nombreuse et vaillante armée.

Pendant les conférences célèbres de l'île des Faisans, les plénipotentiaires espagnols écrivaient à Madrid qu'ils étaient fort pressés par ceux de la France, et le ministre espagnol répondait : ENNUYEZ-LES.

III

Des trois souverains dépossédés, si tant est que la dépossession se consomme, le duc de Modène serait

[1] Voir la note du *Moniteur*.

encore le moins à plaindre, car il n'a pas d'enfants, et l'immense fortune de la maison d'Este lui permettrait toujours de faire grande figure, même parmi les têtes couronnées. Entre les diverses résidences vraiment royales qu'il possède en Autriche, il n'aurait que le choix. En maintes occasions déjà, l'altesse, exilée de ses États par la guerre ou les troubles civils, est venue rêver sous ces grands arbres et s'installer dans ces palais; elle en serait quitte, cette fois, pour s'y établir définitivement et philosopher tout à son aise sur le néant des humaines grandeurs, au milieu de toutes les splendeurs de l'existence et des plus rares chefs-d'œuvre de cette ingrate Italie, qui veut le renvoyer à ses moutons.

Ira-t-il? On en peut douter, surtout quand on connaît cette nature fière et hautaine, cette inflexible et froide volonté d'archiduc.

Le duc de Modène est très-aimé à Vienne, et personne plus que lui n'a les sympathies de François-Joseph. Après la bataille de Solferino, il fut le premier, et durant tout le soir, l'unique confident des

misères du jeune empereur, qui, tout effaré, s'élança vers lui, les yeux rouges de larmes et le cœur gonflé d'amertume. A la porte de cette chambre étroite où les deux augustes parents échangeaient à voix basse leurs doléances, s'empressaient tous les grands de l'empire ; tous les héros de cette bataille perdue, les Schlick, les Benedek, les Hess, les Grünne, et personne n'entra jusqu'au matin. Cette nuit-là, l'empereur d'Autriche et le duc de Modène la passèrent seuls à s'entretenir... à pleurer ensemble, peut-être! — De telles circonstances ne s'oublient pas, et il convient de se représenter cette scène lugubre et solennelle pour bien comprendre le sens et la portée des paroles de François-Joseph : « Le duc de Modène était avec moi, et je n'abandonnerai pas mes alliés! »

ANECDOTE ÉPISODIQUE

Il peut y avoir quinze ans environ, je me trouvais à Nuremberg, en compagnie d'un de mes amis, le comte de S... L'idée nous vint à tous les deux de visiter un château du voisinage qui renferme une célèbre galerie de tableaux. J'ai oublié depuis le nom de l'endroit, mais le bâtiment, aussi bien que les quelques jours que j'ai passés dans ses murs, n'ont cessé d'être présents à ma mémoire.

C'était une vaste construction du temps de Louis XV, avec une riche façade surchargée d'ornementations, des accouplements de colonnes, des frises en forme de coquilles, des guirlandes, des vases de fleurs et un nombre infini de chérubins potelés arrondissant leurs membres, et déployant à se maintenir en équilibre une dextérité que les nymphes placées aux alentours semblaient s'efforcer d'imiter. Les fenêtres, quoique

les volets en fussent clos, laissaient encore pénétrer au dedans assez de jour pour éclairer un magnifique vestibule où l'on voyait se dérouler un escalier grandiose qui vous conduisait par deux étages jusqu'à d'immenses appartements dont on ne franchissait le seuil qu'avec admiration.

Tout vibrait et résonnait dans ces salles, chaque pas éveillait un écho, et c'était à craindre que l'ébranlement ne causât la chute de quelqu'une de ces dorures vermoulues. Le plafond représentait une assemblée des dieux, mais le temps avait si fort amoncelé les nuages autour des immortels olympiens, qu'il devenait tout à fait impossible de distinguer désormais Pallas de Junon.

J'ai toujours raffolé du dix-huitième siècle; ce château abandonné, avec ses longs corridors délabrés, ses cours silencieuses où croissait l'herbe, me parut aussitôt un lieu de délices, et je ne rêvai plus qu'à m'y enfermer, qu'à y vivre de longs mois en compagnie des souvenirs d'un âge que j'aime et dont j'ai contracté l'habitude de demander des nouvelles à tous les pastels, à toutes les rocailles. Mon ami, le comte

de S***, approuva fort ce projet de retraite, à condition qu'il serait dispensé de l'exécuter.

Resté seul, je m'emparai du château, et, mon imagination aidant, je me donnai à moi-même les plus belles fêtes. Chaque soir, à nuit close, j'arpentais cette immense enfilade d'appartements, un flambeau à la main, comme don Juan reconduisant la statue, et il ne m'en fallait pas davantage pour voir à l'instant ces escaliers se peupler à mes yeux de tout un monde enrubanné, brodé, pailleté, galonné, qui va et vient, monte et descend, s'agite, se trémousse et pirouette, le talon haut, la tête poudrée; celles-ci jouant de l'éventail en vraies bergères de Watteau, ceux-là se dandinant dans leurs splendides uniformes et secouant leurs jabots de maline d'une main indolente où brille un solitaire valant mille pistoles.

L'intendant de l'endroit s'occupait à dresser un catalogue de la galerie de tableaux, travail, à ce qu'il me parut, fort embrouillé pour les ressources de son entendement, et dont ce digne homme ne pouvait venir à bout.

Un matin, je le trouvai en proie à la plus vive agi-

tation et jetant bas la besogne d'une semaine entière. Je ne l'avais point vu encore si échauffé. Sa calotte verte voyageait incontinent d'une oreille à l'autre.

— Il faut que le diable s'en mêle ! s'écria-t-il comme j'entrais. M. le comte a son catalogue à Vienne, moi, j'ai le mien ici, et les deux ne s'accordent jamais ensemble. Comment cela finira, je l'ignore; mais, à tout hasard, m'est avis que je ne ferais point mal de consulter la sorcière.

— Une sorcière, dites-vous? ici, dans ce château?

Et le bonhomme de me raconter qu'en effet une vieille fille, parente de son maître, avait élu domicile dans une étroite pièce du château, appelée jadis le *Nid aux Amourettes*, à cause de l'abri écarté que les couples galants y trouvaient, et que là se brassaient toute sorte de mystères et d'occultes manœuvres qui ne manqueraient pas de révolutionner le voisinage, si le voisinage pouvait en savoir quelque chose.

— Mais, motus! la sybille ne quitte jamais son trou de muraille, où deux chats borgnes et sourds assistent seuls à ses conjurations!

On devine à quel point cette histoire était faite

pour piquer ma curiosité. Avant tout, je voulais être présenté ; l'intendant me promit d'avertir la dame et de me ménager une entrevue.

Au coup de trois heures, je frappais à la porte du *Nid aux amourettes*, et l'on me répondait : « Entrez, » d'une voix vieillotte et chevrotante.

J'aperçus alors une longue et sèche personne, affublée de hardes surannées et dont les yeux me regardaient, à travers leurs lunettes vertes, avec une expression passablement falote.

La conversation alla son train, mais lentement et sans grand intérêt, sinon sans effort. Elle ignorait la plupart des gens dont je lui parlais ; ses premières années s'étaient passées à Paris pendant la Révolution ; elle avait beaucoup connu madame Roland ainsi que madame de Staël, et me raconta que pendant sa jeunesse, elle avait fait, en compagnie de madame de Genlis, un voyage à Hambourg, où vivait Klopstock, qui fut le premier homme à qui elle eût tiré les cartes.

Ceci nous amena assez naturellement à parler nécromancie, et je la priai de vouloir bien me dire ma bonne aventure.

— Pas aujourd'hui, répondit-elle d'un air très-résolu, je ne m'y sens point disposée; mais il se peut que cette humeur change, et dans ce cas je vous ferai prévenir.

Au bout de huit jours, arriva l'invitation promise, et cette fois je trouvai la Pythonisse en costume de cérémonie : châle de cachemire rouge sur les épaules, bras nus, et la tête drapée d'un turban d'étoffe lamée d'or d'où s'échappaient de longues anglaises de faux cheveux.

— Que voulez-vous que je vous dise? — me demanda-t-elle un moment après en me décochant pardessus ses lunettes un regard interrogateur.

— Mais ce qu'il vous plaira : quelque chose d'insignifiant pour commencer.

— Il n'y a rien d'insignifiant en ce monde.

— Ainsi, vous croyez à l'art que vous exercez?

— Sachez d'abord, monsieur, que je n'exerce aucune espèce d'art. Je fais les cartes comme d'autres font de la tapisserie ou du crochet; et s'il m'arrive ici et là de toucher juste, c'est le secret du hasard, non le mien. Je vois que cet imbécile d'intendant

m'aura dépeinte à vous comme une manière d'Hécate fatidique, mais je lui pardonne volontiers ; il y a longtemps que j'ai appris à ne tenir aucun compte de l'opinion des hommes. J'ai beaucoup vécu, immensément lu et retenu, et mieux vaudrait peut-être nous occuper de mes livres et de mes manuscrits que de ce que vous appelez mon art de lire dans l'avenir.

— Ah ! vous possédez aussi des manuscrits?

— Quelques-uns ; un de mes oncles eut de constantes relations avec la plupart des savants et gens de lettres du dernier siècle et principalement avec les encyclopédistes. Je vous montrerai toute une liasse de lettres de l'impératrice Catherine, ainsi qu'un ouvrage inédit de Diderot. Malheureusement, l'ouvrage est du genre impie et graveleux et ne saurait convenir à votre époque qui, me dit-on, a des mœurs et de la religion.

Cette digression terminée, je revins à l'expérience prophétique, et priai la bonne dame de vouloir bien me dresser tout simplement la liste des divers souverains qui, à quinze ans de là, jour pour jour, régneraient en Europe.

Remarquez bien que ceci se passait en 1844.

La sibylle prit aussitôt ses cartes en main, et, tandis qu'elle instrumentait, j'écartai discrètement le rideau d'une étagère où se trouvaient en effet divers volumes de manuscrits français que je me mis à feuilleter, oubliant peu à peu et l'hôtesse et son grimoire.

Soudain, une horloge lointaine sonne cinq heures; tout est silence et solitude, et déjà commence à se répandre je ne sais quel pressentiment du monde mystérieux !

— Étrange! s'écria subitement la devineresse en reculant ébouriffée devant les révélations du Destin. — Ces noms! ces personnes! impossible ! Il est impossible que les mêmes événements se reproduisent de la sorte; que nous revoyions ainsi ce que nous avons vu. Voilà que tout me reporte au temps de ma jeunesse. Singulière année, en vérité, ce sera, que celle de 1859 !

Si loin que ma curiosité littéraire m'eût entraîné hors du cercle magique, j'y rentrai, comme on pense, à cette bizarre exclamation, et demandai à la Voyante de me dire plus clairement de quoi il retournait.

— De quoi il retourne? reprit alors la prophétesse; mais regardez vous-même. Ne demandiez-vous pas à savoir les noms des princes qui, dans quinze ans d'ici, occuperont les divers trônes de l'Europe? Ces noms, tenez, les voilà, juste les mêmes que déjà une fois nous avons vus :

En France, Napoléon;

En Russie, Alexandre;

En Autriche, François;

En Prusse, Frédéric-Guillaume;

A Rome, Pie!

Il faut bien avouer qu'en 1844 la prophétie avait de quoi surprendre, et j'en ris beaucoup, ainsi que de moins sceptiques eussent fait.

— Vos cartes se moquent de vous, dis-je à ma Cassandre, et vous rabâchent ces vieux noms, parce qu'elles n'en savent pas d'autres. Voyez plutôt, à commencer par la France, Louis-Philippe y règne dans la plénitude de la vie; rien n'indique qu'il doive mourir ou tomber du trône, et même, en supposant une catastrophe, que ferez-vous de sa race, de toute cette illustre lignée de jeunes princes?

— C'est possible, mais voici la carte qui représente le grand Corse !

— Et l'Autriche ? Que deviennent dans votre système l'empereur Ferdinand et son héritier présomptif ? Passe encore pour la Prusse et la Russie, quoique l'empereur Nicolas jouisse d'une assez robuste constitution et que Frédéric-Guillaume paraisse avoir devant lui plus de jours que vous ne lui en accordez.

A ces mots, la sybille jeta les cartes sur la table en s'écriant d'un ton exaspéré :

— Quand je vous le disais, qu'il valait mieux causer littérature ! Ce que les cartes m'annoncent, il faut, bon gré, mal gré, que je le révèle. La Pythie, une fois sur son trépied, ne peut rien taire, et quand elle le pourrait, elle ne le doit pas, car ce serait offenser le dieu qui parle par sa bouche. . . . .

. . . .

Quelques jours plus tard, je quittai le château, et comme j'arrivais à Stuttgard, je reçus une lettre de l'intendant qui m'annonçait que la sybille était morte.

AUSTERLITZ ET SOLFERINO

I

Tout arrive, disait M. de Talleyrand. Nous dirions volontiers tout *ré-arrive*, et sans vouloir prétendre que l'histoire ne fasse que rabâcher, n'est-il pas permis de voir dans certains événements, dans certaines situations, qui se déroulent sous nos yeux, une sorte de reproduction plus ou moins exacte des situations et des événements auxquels ont assisté les générations qui vécurent sous le premier Empire? Ainsi, pour ne citer que deux grands exemples, que de points de ressemblance entre les deux batailles d'Austerlitz et de Solferino!

Le 2 décembre 1805, l'armée austro-russe, forte de quatre-vingt-quatre mille hommes, quitte sa position d'Olschan pour s'avancer en cinq colonnes sur Austerlitz où elle rencontre l'armée française qui compte quatre-vingt mille hommes. Napoléon avait, dès la veille, conçu le plan de la bataille et promis la victoire à ses troupes. Les alliés, par leurs lenteurs et leurs indécisions, avaient laissé à Napoléon, jusqu'au 1er décembre, tout le temps nécessaire pour se fortifier, et trouvaient ainsi parfaitement prêt et disposé au combat l'ennemi qu'ils croyaient surprendre, absolument comme à Solferino[1].

Par une retraite simulée, Napoléon attire l'aile gauche des alliés dans une position désavantageuse, la disperse et la taille en pièces, tandis que Bernadotte assure la victoire en foudroyant de son artillerie les Autrichiens qui forment le centre.

Même chose à Solferino !

[1] Voir la proclamation de Napoléon III, 25 juin 1859: «L'ennemi croyait nous surprendre et nous rejeter au delà de la *Chiese* et c'est lui qui, etc., etc.

Les alliés (comme les Autrichiens à Solferino) opèrent leur retraite en bon ordre, et le 4 décembre ils passent la March. Les Russes perdirent douze mille hommes; les Autrichiens, au nombre de vingt mille avant la bataille, essuyèrent, tant en blessés que prisonniers et morts, une perte de cinq mille neuf cent vingt-deux hommes. La perte, du côté des Français, fut de quatre mille cinq cents hommes. Ils firent en revanche vingt mille prisonniers et s'emparèrent de quatre cent cinquante pièces de canon. Il est vrai que ce sont les bulletins qui parlent ainsi, et que les Autrichiens et les Russes ont toujours prétendu contester ces bulletins; car, disent-ils, ces canons n'ont pas été conquis, mais retirés des marais où ils étaient restés empêtrés. Nous avons entendu faire la même observation à propos des pièces d'artillerie qui figuraient à la fête du 15 août, et qu'on prétendait être des canons de forteresse, enlevés tranquillement à des places abandonnées,—comme si un pareil argument pouvait signifier quelque chose, et si une place forte avec tout son contenant en était

moins conquise, parce que l'ennemi s'était enfui devant les vainqueurs au lieu de la défendre!

On a maintes fois soutenu que la bataille eût été gagnée par les Russes si elle avait pu être livrée, soit avant le 1er décembre,— c'est-à-dire avant la jonction de Bernadotte et de Davoust avec le gros de l'armée française, — soit après le 15 du même mois, époque à laquelle l'archiduc Charles se serait avancé à la tête de quatre-vingt mille hommes, tandis que douze mille Russes, arrivant de la Haute-Silésie, sous le commandement de Bennigsen, auraient appuyé son mouvement. En outre, cent quatre-vingt mille Prussiens et Saxons étaient là, l'arme au pied, — prêts à envahir la Franconie et à couper les lignes de notre armée,—en exécution du traité de Postdam (3 novembre 1805), par lequel le roi de Prusse s'engageait à entrer dans l'alliance austro-russe, au cas où l'empereur Napoléon n'accepterait pas, avant le 11 décembre, l'intermédiaire de la Prusse dans les termes posés par la paix de Lunéville. Nous ne parlons pas de quatre-vingt mille hommes, tant Prussiens que

Russes, Suédois, Hanovriens et Anglais, qui menaçaient au nord de l'Allemagne les frontières des Pays-Bas.

N'étant à vrai dire vaincue qu'à moitié, ayant encore à compter sur l'assistance de l'Europe presque tout entière, forte d'une armée de plus de cent vingt mille hommes et tenant pour ainsi dire à sa disposition trois cent mille hommes de troupes auxiliaires, — l'Autriche, pendant la première heure qui suivit Austerlitz, — l'Autriche, à l'étonnement universel, n'en tendit pas moins les mains à la paix. Dès le 3 décembre, le prince Jean Liechtenstein paraissait au quartier général de l'armée française, et le lendemain l'empereur François avait avec Napoléon, dans un moulin près de Starutschütz, une conversation de deux heures, où les deux monarques réglaient un armistice et posaient les bases de la paix[1].

[1] S'il faut en croire les rapports du temps, l'impression que produisit Napoléon sur l'empereur François dans cette circonstance fut même des plus défavorables. « L'empereur François, raconte Gentz dans ses mémoires, vint à ce rendez-vous simplement accompagné de son aide de camp général le comte

Après cette entrevue, l'aide de camp de Napoléon, le général Savary, accompagna l'empereur François à son quartier général pour s'informer si c'était l'intention de l'empereur Alexandre de prendre part à la négociation. L'empereur Alexandre ayant repoussé toute offre de ce genre, Berthier et le prince Liechtenstein conclurent, le 6 décembre, un armistice en vertu duquel l'armée française, continuant à occuper la Haute et Basse-Autriche, Venise, une partie de la Bohême et de la Moravie, et aussi Presbourg, l'armée russe devrait, à des délais fixés, vider le territoire des États de Sa Majesté Impériale, Royale, Apostolique, où, sans en excepter la Hongrie et la Bohême, aucune force étrangère ne stationnerait.

Napoléon frappa en outre les États autrichiens

Lamberti; il trouva Napoléon environné de toute la pompe de sa cour militaire, et *jouant au vainqueur plein de condescendance !* » L'empereur François eut l'âme si navrée de cette fastueuse mise en scène, qu'il sortit de là en disant : « Maintenant que j'ai vu cet homme, je sens que je ne pourrai jamais le souffrir ! » Ce qui n'empêcha pas le Habsbourg, quelques années plus tard, de regarder comme un bonheur de donner sa fille pour femme *à cet homme*.

d'un impôt de guerre de cent millions de francs. Alexandre, pour obtempérer au vœu de l'empereur d'Autriche, retira ses troupes et les plaça en Silésie et dans la Haute-Saxe, à la disposition du roi de Prusse. Les Russes occupèrent aussi [1] dans la Dalmatie les Bouches-du-Cattaro abandonnées par l'Autriche à la France.

La trêve d'Austerlitz paralysa d'un coup toutes les forces militaires de la monarchie autrichienne et la sépara de ses anciennes alliances. La conséquence immédiate de cette politique fut la complète dissolution de l'empire d'Allemagne.

Le 26 décembre 1805 l'Autriche souscrivait aux rudes conditions de la paix de Presbourg, qui non-seulement lui enlevait un territoire de onze cent quarante-un mille mètres carrés, plus de deux millions de sujets et un revenu de treize millions et demi de florins, mais encore coupait ses communications avec

[1] 4 mai 1806.

la Suisse et l'Italie et lui enlevait toute influence en Allemagne. La suprématie de l'empereur Napoléon en Italie était fondée; les princes de l'Allemagne du Sud devenaient ses vassaux et la Prusse isolée pouvait prévoir d'avance la catastrophe de 1806.

Cette succession d'événements vous revient à la mémoire en présence du traité de Villafranca si rapide, si instantané, et qu'on le veuille ou non le parallèle s'établit.

Alors comme aujourd'hui l'Autriche était entamée, non vaincue; alors comme aujourd'hui de puissants voisins étaient au moment de lui venir en aide, et l'empereur François faisait la paix dans une entrevue particulière avec Napoléon Ier, comme aujourd'hui l'empereur François-Joseph, dans des conditions presque identiques, traite directement avec Napoléon III.

A l'exception de la campagne de 1815, la nouvelle guerre d'Italie aura été la plus courte de toutes celles qui ont éclaté en Europe depuis la Révolution française, point de départ de l'histoire de la stratégie moderne.

Commencée en avril 1792, la première guerre de coalition contre la France finit le 18 août 1797 par les préliminaires de Léoben, auxquels succède le traité de Campo-Formio.

Elle avait donc duré cinq années révolues.

La seconde, où l'Autriche et la Russie se partagèrent, s'ouvre en décembre 1798 et se termine le 9 février 1801 par la paix de Lunéville, c'est-à-dire

deux ans et trois mois plus tard. Le 27 mars 1802 l'Angleterre signe la paix d'Amiens pour reprendre les armes dans l'année même. Sur le continent, l'Autriche et la Russie recommencent, en septembre 1805, contre la France, une troisième guerre, que quatre mois après (26 décembre) la paix de Presbourg vient interrompre.

La guerre de Napoléon contre la Prusse et la Russie débute en septembre 1806 et voit sa fin le 7 juillet 1807, à la paix de Tilsitt, — ayant ainsi duré dix mois.

La guerre de 1809, dont on peut dire que l'écrasant fardeau pesa tout entier sur l'Autriche, s'étend du 8 avril au 12 juillet, ce qui fait un espace de plus de trois mois.

La lutte gigantesque de Napoléon contre la Russie d'abord, puis contre l'Europe entière coalisée, date du passage du Niémen par l'armée française, 24 juin 1812 au 7 juillet 1815, et occupe ainsi une période de trois longues années.

C'est alors que s'ouvre pour l'Europe cette grande trêve d'armes à laquelle au bout de quarante ans succède, en octobre 1853, la guerre d'Orient, laquelle se termine par la paix de Paris, le 30 mars 1856. Cependant, comme les puissances occidentales ne furent guère à l'œuvre qu'en 1854, et que dès janvier 1856 l'armistice avait lieu en Crimée, on peut calculer que les hostilités se prolongèrent à peine deux ans.

Quant à la dernière campagne d'Italie, les Autrichiens l'inaugurent le 28 avril 1859 en franchissant le Tessin, et le 12 juillet l'entrevue de Villafranca amène son dénoûment.

Du 28 avril au 12 juillet, deux mois et demi! Et dans ces deux mois et demi cinq victoires et pas un seul échec!

FIN

TABLE

FIN DE LA TABLE

Paris. — Imprimerie A. Wittersheim, 8, rue Montmorency.







